



COMMUNIQUÉ
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

RONA CONTINUE À CONSOLIDER SON MARCHÉ EN 2010

DIX ACQUISITIONS COMPLÉTÉES ET CROISSANCE DES PROFITS DANS LES DEUX CHIFFRES GÉNÉRÉE
PAR LA DIVISION DU MARCHÉ COMMERCIAL ET PROFESSIONNEL

Boucherville (Québec), le 24 février 2011 – RONA inc. (TSX : RON), le plus important distributeur et détaillant canadien d'articles de quincaillerie, de rénovation et de jardinage, a annoncé aujourd'hui ses résultats financiers pour les périodes de 13 semaines et de 52 semaines terminées le 26 décembre 2010 (quatrième trimestre et douze mois 2010). Tous les chiffres ci-dessous sont en dollars canadiens à moins d'indication contraire.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS 2010

Comparativement à 2009

- Ventes en hausse de 2,6 %, ventes comparables stables
- Croissance dans les deux chiffres générée par la Division du marché commercial et professionnel
- Marge brute en hausse de 39 points de base et augmentation de 32 points de base de la marge brute ajustée pour atteindre 30,59 %
- Bénéfice d'exploitation de 344,0 millions de dollars, en hausse de 3,3 %
- Bénéfice net en hausse de 3,6 % pour atteindre 143,2 millions de dollars
- Bénéfice par action (dilué) à 1,09 \$, soit une baisse de 1,8 %

FAITS SAILLANTS DE L'EXPLOITATION 2010

- Augmentation de notre positionnement dans des secteurs clés au Canada, faisant croître notre part de marché de 17,5 % à 19,0 %
- Dix acquisitions complétées en 2010, dont quatre dans la Division du marché commercial et professionnel, cinq dans le secteur du détail et une dans le secteur de la distribution
- Poursuite de la croissance du réseau de marchands affiliés grâce au recrutement de nouveaux marchands et à plusieurs projets d'expansion et de remarketing effectués par les marchands, incluant cinq projets réalisés en vertu du programme de planification de la relève unique à RONA
- Hausse du taux de pénétration des marques privées et des marques contrôlées de 19 % à 24 %, atteignant ainsi la cible de 24 % en 2011 un an plus tôt que prévu
- Fructueux programme RONAvantages a vu le nombre de cartes émises tripler comparativement au programme de l'année dernière
- Mise en place d'initiatives de développement durable en matière de produits, de politiques d'approvisionnement et d'empreinte environnementale
- Déclaration d'un dividende et mise en place d'une politique, démontrant ainsi la confiance dans notre croissance future et la création de valeur

« Une fois de plus en 2010, RONA a démontré son agilité et sa capacité à surmonter les défis et à sortir plus forte d'une période difficile. Bien que l'économie soit lente à rebondir, nous avons su saisir les occasions de croissance. Au moyen d'acquisitions, nous nous sommes grandement rapprochés de la réalisation de notre objectif de créer une plateforme nationale pour le marché commercial et professionnel. Nous avons également dynamisé notre segment de distribution et accru notre réseau de détail dans des endroits stratégiques de l'Est du Canada », a affirmé le président et chef de la direction de RONA, Robert Dutton. « Nous détenons maintenant une part de marché de 19 %, comparativement à 17,5 % au début de l'année, et sommes en bonne voie d'atteindre notre objectif de 20 % d'ici la fin de 2011. Au cours de cette année difficile, nous avons continué à améliorer notre efficacité globale ainsi que la fidélité des clients. Nous avons aussi obtenu les premiers résultats tangibles de notre fonds de planification de la relève de

100 millions de dollars, une initiative unique lancée l'an dernier : cinq projets ont ainsi été réalisés par de jeunes entrepreneurs issus de notre réseau de marchands indépendants ».

« En ce début d'année 2011, nous prévoyons obtenir des avantages significatifs provenant de notre nouvelle approche à la fois intégrée et régionale. Nous prévoyons également faire croître nos secteurs de la distribution et commercial et professionnel de façon accélérée et ainsi réduire les effets de la nature cyclique de nos activités en poursuivant la consolidation du marché canadien », a déclaré M. Dutton.

RÉSULTATS FINANCIERS

RÉSULTATS CONSOLIDÉS POUR LA PÉRIODE DE DOUZE MOIS TERMINÉE LE 26 DÉCEMBRE 2010

Les résultats analysés dans la présente section sont ceux de l'exercice terminé le 26 décembre 2010 et, lorsqu'ils sont comparés, ils sont comparés aux résultats de l'exercice terminé le 27 décembre 2009, à moins d'indication contraire.

Les ventes se sont élevées à 4 799,9 millions de dollars, en hausse de 122,5 millions ou 2,6 %, tandis que les ventes comparables ont été stables. La hausse est attribuable à une augmentation de 2,4 % des ventes du secteur du détail et commercial et à une augmentation de 3,4 % des ventes du secteur de la distribution.

L'absence de croissance des ventes comparables est principalement le reflet de la baisse continue de confiance des consommateurs et de la baisse des activités dans le secteur domiciliaire pendant la deuxième partie de l'année. Elle reflète en outre le fait que les crédits d'impôt à la rénovation domiciliaire offerts aux consommateurs l'année dernière n'ont pas été prolongés cette année. La croissance des ventes due aux acquisitions, aux nouveaux magasins et à la Division du marché commercial et professionnel a contribué à atténuer cette pression.

Les consommateurs sont plus prudents et dépensent de manière plus sélective parce qu'ils s'inquiètent de l'état de l'économie, de la création d'emploi et de leur niveau d'endettement. Cette attitude a eu comme résultat une diminution de l'achalandage dans les magasins et une diminution des ventes effectuées les fins de semaines ainsi que des ventes des services d'installation. Par contre, le montant dépensé par les consommateurs qui se rendaient dans les magasins était en légère hausse, démontrant ainsi que les initiatives de marchandisage et de service en magasin ont bien réussi.

Le malaise chez les consommateurs touche toutes les régions, mais il est plus marqué dans l'Ouest du Canada où les conditions économiques restent plus difficiles qu'ailleurs au Canada. Les ventes dans la région de l'Atlantique ont enregistré une légère hausse, et l'intégration des magasins du réseau Pierceys s'est poursuivie harmonieusement. Les magasins du Québec s'en sont raisonnablement bien tirés, particulièrement les magasins Réno-Dépôt et ceux qui sont passés de la bannière RONA Le Régional à la bannière RONA L'entrepôt, tandis que les ventes sur le marché commercial et professionnel ont été particulièrement fortes en Ontario. Ces conditions ont eu pour résultat que les ventes ont été relativement plus fortes dans l'Est du Canada que dans l'Ouest.

Les produits d'éclairage et les systèmes CVC (chauffage, ventilation, climatisation) sont les catégories qui ont connu le meilleur rendement de leur segment en 2010; les produits de marques privées et de marques contrôlées ont aussi connu de bons résultats, avec un taux de pénétration qui est passé de 19 % au début de l'exercice à 24 % à la fin. Les catégories des couvre-planchers, des produits saisonniers et des produits pour la cuisine, ainsi que les services d'installation, ont bénéficié en 2009 des crédits d'impôt à la rénovation domiciliaire offerts par les divers gouvernements. Ces catégories n'ont pas connu un aussi bon rendement en 2010, principalement parce que les crédits ont pris fin au début de l'exercice.

Les ventes de la Division du marché commercial et professionnel à ses clients et les ventes des magasins de détail à la clientèle commerciale et professionnelle ont été particulièrement élevées, bénéficiant du fait que beaucoup de projets d'infrastructure étaient en cours de réalisation et que le nombre de mises en chantier d'habitations était élevé. L'offre de service de la Compagnie et son fort pouvoir d'achat lui ont permis de continuer à gagner des parts de marché dans ce segment.

La **marge brute** a atteint 27,75 %, en hausse de 39 points de base, et la marge brute ajustée s'est accrue de 32 points de base pour atteindre 30,59 %. Cette croissance résulte de la réduction des pertes en magasin (« shrink »), de l'optimisation des catégories de produits, des conditions plus favorables consenties par les fournisseurs, ainsi que d'une hausse des ventes de produits importés, de produits de marques privées et de produits de marques contrôlées, même si elle a été en partie neutralisée par des hausses du coût du transport et des modifications à la combinaison de produits.

Le **bénéfice d'exploitation** s'est élevé à 344,0 millions de dollars, soit une augmentation de 11,0 millions, ou 3,3 %, résultat d'une augmentation de 5,4 % du bénéfice d'exploitation du secteur du détail et commercial et d'une baisse de 3,3 % du bénéfice d'exploitation du secteur de la distribution.

La **marge d'exploitation** a augmenté de 5 points de base, à 7,17 %, hausse attribuable à une augmentation de 21 points de base dans le secteur du détail et commercial et contrebalancée par une baisse de 45 points de base pour le secteur de la distribution.

Exclusion faite des éléments inhabituels, le bénéfice d'exploitation était en baisse de 2,8 millions de dollars, ou 0,8 %, et la **marge d'exploitation** a diminué de 24 points de base. Des charges pour éléments inhabituels ont été comptabilisées uniquement en 2009 dans le secteur du détail et commercial et avaient trait aux frais de fermeture. Cette diminution est attribuable à des frais de transport plus élevés, aux coûts de démarrage des nouveaux magasins qui n'ont pas encore atteint leur plein potentiel et à une forte augmentation des ventes de bois d'œuvre à des marchands affiliés, ce qui est positif pour le taux de fidélité à RONA pour leurs achats, mais exerce une pression sur la marge d'exploitation de la Compagnie, la marge sur ces produits étant plus faible que la marge moyenne. La marge d'exploitation a aussi subi les effets de l'acquisition d'entreprises dont la marge est inférieure à la marge moyenne de RONA. Cette situation se corrigera graduellement à mesure que les synergies attendues s'installeront.

La **dépense d'intérêts** sur la dette à long terme et sur les emprunts bancaires a diminué de 1,0 million de dollars, ou 4,3 %. Cette baisse est attribuable à une émission d'actions en juin 2009 et à des efforts constants pour assurer une gestion rigoureuse du bilan et des dépenses en immobilisations.

Les **charges d'amortissements et de dépréciation** se sont élevées à 110,9 millions de dollars, soit une augmentation de 7,7 millions, ou 7,5 %. Cette hausse est attribuable à l'ouverture de nouveaux magasins corporatifs, au programme de rénovation des magasins corporatifs existants, aux acquisitions et à l'amélioration continue des systèmes d'information.

Le **bénéfice net** était en hausse de 5,0 millions de dollars à 143,2 millions, et le bénéfice par action (dilué) a diminué de 0,02 \$ à 1,09 \$. Exclusion faite des éléments inhabituels comptabilisés en 2009, le bénéfice net a diminué de 4,6 millions de dollars, ou 3,1 %, et le bénéfice par action (dilué) a baissé de 0,10 \$, ou 8,4 %, reflet d'une diminution du bénéfice d'exploitation et de l'augmentation des charges d'amortissements et dépréciation, atténuées en partie par la réduction de la charge d'intérêts.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS POUR LA PÉRIODE DE TROIS MOIS TERMINÉE LE 26 DÉCEMBRE 2010

Les résultats analysés dans la présente section sont ceux de la période de treize semaines terminée le 26 décembre 2010 et, lorsqu'ils sont comparés, ils sont comparés aux résultats de la période de treize semaines terminée le 27 décembre 2009, à moins d'indication contraire.

Les **ventes** consolidées pour le quatrième trimestre de 2010 ont atteint 1 136,6 millions de dollars, en baisse de 4,4 millions ou 0,4 %, reflétant une baisse de 16,5 millions, ou 1,9 % des ventes du secteur du détail et commercial, baisse en partie atténuée par une augmentation de 12,1 millions, soit 4,6 % des ventes du secteur de la distribution. Les ventes comparables ont enregistré une baisse de 6,4 %.

En 2009, les ventes du secteur du détail et commercial ont bénéficié de la confiance accrue des consommateurs et des programmes de crédit d'impôts à la rénovation domiciliaire qui tiraient à leur fin, tandis qu'en 2010, la confiance des consommateurs était vacillante, et les programmes de crédits d'impôt avaient pris fin au début de l'année. De plus, tant la revente de maisons que les mises en chantier ont enregistré des baisses de plus de 10 % au quatrième trimestre 2010. La baisse des ventes découlant de ces facteurs a plus que tempéré la croissance des ventes résultant des acquisitions et des ouvertures de nouveaux magasins. Les ventes du secteur de la distribution ont aussi été affectées par ces facteurs, mais les effets ont été plus qu'atténués par la croissance résultant de l'expansion du réseau de marchands affiliés.

Le **bénéfice d'exploitation** s'est élevé à 67,6 millions de dollars, diminution de 11,3 millions, ou 14,3 %, résultat d'une diminution de 9,9 millions, ou 15,6 % du bénéfice d'exploitation du secteur du détail et commercial et d'une baisse de 1,4 million, ou 8,9 % du bénéfice d'exploitation du secteur de la distribution. Exclusion faite des éléments inhabituels, le bénéfice d'exploitation a enregistré une baisse de 10,9 millions de dollars, ou 13,9 %.

La **marge d'exploitation** a diminué de 97 points de base, à 5,94 %, baisse attribuable à une diminution de 101 points de base dans le secteur du détail et commercial et de 77 points de base pour le secteur de la distribution. Exclusion faite des éléments inhabituels, la marge d'exploitation était en baisse de 93 points de base.

Les baisses du bénéfice d'exploitation et de la marge d'exploitation résultent d'une diminution des ventes et d'une augmentation des frais généraux et des frais administratifs dus aux acquisitions, aux travaux de rénovation et de construction du secteur du détail et commercial. Les baisses s'expliquent également par l'augmentation des frais de transport et une forte hausse des ventes de produits de bois d'œuvre aux marchands affiliés ce qui a eu un effet positif pour le taux de fidélité à RONA pour les achats, mais exerce une pression à la baisse sur la marge d'exploitation de la distribution, la marge sur ces produits étant plus faible que la marge moyenne. La marge d'exploitation consolidée a aussi subi les contrecoups des acquisitions de l'année dont les marges sont inférieures à la marge moyenne de RONA. Cette situation se corrigera graduellement à mesure que les synergies attendues se réaliseront.

Au quatrième trimestre de 2010, le **bénéfice net** a diminué de 8,7 millions de dollars, ou 28,1 %, à 22,2 millions, ou 0,17 \$ par action (dilué). La baisse du bénéfice net est principalement due à une diminution de 11,3 millions de dollars du bénéfice d'exploitation et à une augmentation des dépenses d'amortissements, partiellement contrebalancées par une baisse des impôts sur les bénéfices et des charges d'intérêts. Exclusion faite des éléments inhabituels comptabilisés en 2009 relativement à la fermeture de magasins du secteur du détail et commercial, le bénéfice net était en baisse de 8,4 millions de dollars, ou 27,5 %.

Chiffres clés	Trimestre terminé le		Exercice terminé le	
	26 décembre 2010	27 décembre 2009	26 décembre 2010	27 décembre 2009
(Non vérifiés, en milliers de dollars)				
Ventes des secteurs				
Détail et commercial	860 778	877 304	3 624 361	3 540 227
Distribution	511 828	527 597	2 384 853	2 318 172
Total	1 372 606	1 404 901	6 009 214	5 858 399
Ventes intersectorielles et redevances				
Détail et commercial	-	-	-	-
Distribution	(236 039)	(263 969)	(1 209 349)	(1 181 040)
Total	(236 039)	(263 969)	(1 209 349)	(1 181 040)
Ventes				
Détail et commercial	860 778	877 304	3 624 361	3 540 227
Distribution	275 789	263 628	1 175 504	1 137 132
Total	1 136 567	1 140 932	4 799 865	4 677 359
Bénéfice d'exploitation				
Détail et commercial	53 207	63 067	266 479	252 840
Distribution	14 349	15 744	77 548	80 154
Total	67 556	78 811	344 027	332 994
Bénéfice d'exploitation (excluant éléments inhabituels)				
Détail et commercial	53 207	62 684	266 479	266 649
Distribution	14 349	15 744	77 548	80 154
Total	67 556	78 428	344 027	346 803
Marge d'exploitation				
Détail et commercial	6,18 %	7,19 %	7,35 %	7,14 %
Distribution	5,20 %	5,97 %	6,60 %	7,05 %
Total	5,94 %	6,91 %	7,17 %	7,12 %
Marge d'exploitation (excluant éléments inhabituels)				
Détail et commercial	6,18 %	7,15 %	7,35 %	7,53 %
Distribution	5,20 %	5,97 %	6,60 %	7,05 %
Total	5,94 %	6,87 %	7,17 %	7,41 %

FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Pour l'exercice terminé le 26 décembre 2010, l'exploitation a généré 272,2 millions de dollars, comparativement à 258,5 millions en 2009. Nette des variations du fonds de roulement, l'exploitation a généré 124,1 millions de dollars, comparativement à 282,8 millions en 2009. Les différences au chapitre des flux de trésorerie ayant trait aux changements à des éléments du fonds de roulement sont principalement attribuables à une hausse des stocks, conséquence de l'ouverture de nouveaux magasins, de l'introduction de nouvelles gammes de produits de CVC (chauffage, ventilation et climatisation) dans la Division du marché commercial et professionnel, de l'ajout de nouvelles catégories de produits à travers notre réseau de détail, de l'ajout de nouveaux produits de marques privées et de marques contrôlées et des importations. Comme une partie grandissante de nos produits sont importés, nous avons volontairement devancé l'arrivée de certains produits afin d'éviter la situation problématique de transport que nous avons connu l'an dernier avec une partie de nos importations. La baisse du fonds de roulement est en outre attribuable à une augmentation des débiteurs découlant d'une plus forte proportion de ventes à la clientèle commerciale et professionnelle ainsi qu'à une baisse des comptes fournisseurs résultant d'importations plus élevées et de changements à la combinaison de produits.

Tout au long du dernier exercice, la Compagnie a exercé une gestion financière rigoureuse et un contrôle serré de ses investissements en immobilisations. Pour l'exercice terminé le 26 décembre 2010, RONA a investi 149,6 millions de dollars en immobilisations et en actifs incorporels, 12,3 millions de moins que les 161,9 millions investis en 2009. Ces investissements étaient destinés à l'expansion du réseau de vente au détail de la Compagnie, notamment à la construction de nouveaux magasins, à la réfection et à la mise à niveau de magasins existants ainsi qu'à des travaux d'entretien. RONA a également consacré une partie des investissements à l'amélioration continue de ses systèmes d'information afin d'accroître son efficacité opérationnelle.

Au cours du deuxième trimestre, avec l'approbation de la Bourse de Toronto, le conseil d'administration de RONA inc. a autorisé la Compagnie à racheter, dans le cours normal de ses activités, entre le 21 juin 2010 et le 20 juin 2011, un maximum de 3 250 000 actions ordinaires, représentant 2,5 % de ses 129 936 351 actions ordinaires émises et en circulation au 7 juin 2010. En vertu de l'offre publique de rachat, les rachats seront faits au cours du marché, par l'entremise de la Bourse de Toronto ou d'autres marchés canadiens de négociation de titres, conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Les actions ordinaires rachetées seront annulées. Au cours des six premiers mois civils complets de l'exercice, la moyenne quotidienne des opérations à la Bourse de Toronto a été de 293 413 actions ordinaires de la Compagnie. Considérant que la Compagnie peut racheter jusqu'à concurrence de 25 % de la moyenne quotidienne des opérations, elle peut racheter quotidiennement 73 353 actions ordinaires en plus des achats de blocs de titres. Puisqu'elle dispose de la marge de manœuvre financière nécessaire, la Compagnie utilisera le programme de rachat d'actions dans le cours normal de ses activités pour éliminer l'effet de dilution résultant de l'émission d'actions ordinaires au moment de l'acquisition d'entreprises. RONA estime que le rachat de ses actions ordinaires constitue une utilisation efficace de ses fonds et est dans le meilleur intérêt de la Compagnie et de ses actionnaires. Les actionnaires peuvent obtenir sans frais un exemplaire des documents déposés auprès de la Bourse relativement à l'offre de rachat en écrivant au secrétaire de RONA. Au cours des deuxième et troisième trimestres 2010, la Compagnie a racheté 2 230 067 actions pour une contrepartie de 31,6 millions de dollars afin d'éviter l'effet de dilution résultant de l'émission d'actions ordinaires au moment de l'acquisition de Pierceys.

Les flux de trésorerie provenant de l'exploitation, ainsi que les fonds disponibles au début de l'exercice ont été utilisés au cours de la période pour financer les acquisitions, les dépenses en immobilisations et le fonds de roulement. Par conséquent, la dette nette était en hausse de 185,4 millions de dollars par rapport au 27 décembre 2009. Au 26 décembre 2010, RONA pouvait compter sur 75,6 millions de dollars d'encaisse, montant qui sera déployé au cours des prochains trimestres pour réaliser divers projets de croissance dans le cadre de la Phase 2 de son plan stratégique 2008-2011. RONA a également accès à une facilité de crédit non utilisée pouvant atteindre 650 millions de dollars.

Le conseil d'administration a mis en place une nouvelle politique de dividende et a annoncé, le 8 décembre 2010, que lorsqu'un dividende en espèces sera déclaré, il sera versé aux porteurs d'actions ordinaires de RONA sur une base semestrielle. Le premier paiement, un dividende de 0,07 \$ par action, sera payable le 25 mars 2011 aux actionnaires inscrits le 10 mars 2011. Le conseil d'administration reverra cette politique de temps à autre en fonction du flux de trésorerie et des bénéfices de la Compagnie, de sa position financière et d'autres facteurs pertinents.

Le 22 février 2011, RONA a émis des actions privilégiées catégorie A série 6 pour un produit brut de 150 millions de dollars. Le produit net tiré du placement sera affecté par RONA à réduire son niveau d'endettement et à contribuer au financement des futures acquisitions, des projets d'immobilisations ainsi qu'aux besoins généraux de la Compagnie. Ce placement solidifiera davantage le bilan de RONA, diversifiera ses sources de financement et augmentera sa marge de manœuvre financière en vue de continuer l'exécution de son plan stratégique. Le lecteur peut trouver des renseignements détaillés sur ces actions dans le communiqué de la Compagnie émis le 1er février 2011.

Même si des fonds ont été utilisés pour financer des acquisitions et des dépenses en immobilisations au cours de la dernière année, le bilan de RONA est resté solide. Le 26 décembre 2010, le ratio dette nette totale / capital utilisé était de 16,9 %, comparativement à 10,4 % le 27 décembre 2009. Le ratio capitaux propres / total de l'actif atteignait 64,6 % à la fin de l'exercice 2010, alors qu'il était de 64,7 % au 27 décembre 2009.

L'exploitation de la Compagnie produit des flux financiers importants. Avec un niveau d'endettement relativement bas et des taux fixés à long terme sur la majeure partie de sa dette à long terme, RONA dispose en outre de liquidités importantes et d'un accès à plusieurs millions de dollars de crédit à des taux compétitifs. Les ressources financières de la Compagnie sont donc suffisantes pour poursuivre le développement de façon disciplinée sur quatre vecteurs de croissance : croissance clients, construction de nouveaux magasins, recrutement de marchands affiliés et acquisitions.

MISE À JOUR SUR L'ORIENTATION STRATÉGIQUE DE LA COMPAGNIE

RONA a annoncé son plan stratégique 2008-2011 le 27 février 2008. Le plan comportait deux phases : la Phase 1, axée sur la productivité, l'efficacité et la rentabilité (le « programme PEP »), s'est étalée sur la période 2008-2009. Le 25 janvier 2010, RONA a dévoilé la Phase 2 de son plan stratégique (le programme « Nouveau monde »), qui met l'accent sur la croissance au cours de 2010 et de 2011.

La direction de RONA s'est engagée à faire des mises à jour trimestrielles sur l'état d'avancement du plan dans son rapport de gestion et une mise à jour annuelle dans son rapport annuel et au cours de son assemblée annuelle des actionnaires. L'information ci-dessous est une mise à jour sur l'état d'avancement du plan en 2010.

1. Croissance clients

La croissance clients sera stimulée par de nombreuses initiatives visant à améliorer l'expérience-client – concepts novateurs en magasin, mise en place de nouvelles catégories de produits, nouveaux produits de marques privées et de marques contrôlées, nouveaux outils et nouveaux programmes pour renforcer la fidélisation de la clientèle et nouveaux programmes de formation pour les employés en magasin.

- Le fait que RONA a réussi à augmenter sa part de marché à 19 % à la fin de l'exercice par rapport à 17,5 % au début, est la preuve tangible du succès remporté par la Phase 2 de son plan stratégique dès la première année.
- Le printemps dernier, le programme RONAvantages a été amélioré et est devenu permanent; c'est aujourd'hui l'un des programmes de fidélisation les plus avantageux de l'industrie au Canada. Le programme est lié à la nouvelle carte de crédit RONA pour consommateurs, et le nombre de nouvelles cartes émises en 2010 après le lancement du programme est plus du triple du nombre de cartes émises dans le cadre du programme précédent pour toute l'année 2009. Les détenteurs de cartes sont nos clients les plus fidèles; en général, ils visitent nos magasins plus souvent et achètent plus que la plupart des autres clients. En outre, le programme a permis à RONA de gagner de nouveaux clients, et il a véritablement contribué à accroître nos parts de marché dans des conditions difficiles.
- Les ventes de produits de marques privées RONA et de marques contrôlées pour l'exercice ont continué de progresser amenant le niveau de pénétration de ces produits à 24 % par rapport à 19 % au début de l'année.
- La capacité de répondre aux besoins des clients commerciaux et professionnels croît rapidement à mesure que la Division du marché commercial et professionnel réalise des progrès dans la mise en place d'une plateforme nationale, grâce principalement à des acquisitions stratégiques (pour de plus amples renseignements à ce sujet, voir la rubrique « *Acquisitions* » ci-dessous) et à une forte croissance organique.
- Quatorze magasins ont été rénovés au cours de l'exercice afin d'améliorer l'expérience de magasinage : 11 en Ontario (Lindsay, Barrie, Windsor, Peterborough, Sheppard, Simcoe, Dundas, Oakville, Belleville, Midland et Kingston), 2 au Québec (Anjou et Mascouche) et 1 dans les provinces de l'Atlantique (O'Leary).
- En octobre, RONA a conclu une entente de partenariat exclusive avec les Flames de Calgary de la LNH (Ligue nationale de hockey) et avec les Calgary Hitmen, équipe de hockey junior majeur de la WHL (Western Hockey League). Les ententes de partenariat signées par RONA avec la MLSE (Maple Leaf Sports and Entertainment) en 2009 et avec les Flames de Calgary en 2010 s'inscrivent dans son engagement de longue date envers le sport canadien tant amateur que professionnel. RONA a été un partenaire national des Jeux olympiques et paralympiques de Vancouver 2010. RONA sera en outre partenaire national des équipes olympiques et paralympiques canadiennes pour les Jeux d'été de Londres en 2012.

- La grande campagne publicitaire « Fabriqués au Canada » montée pour les Jeux olympiques d'hiver à Vancouver a accru la sensibilisation des consommateurs à la présence de RONA d'un océan à l'autre. La campagne se composait de 14 messages télévisés de 15, 30 et 60 secondes qui faisaient le portrait en gros plan de deux athlètes olympiques canadiens et d'autres personnes sur qui les projecteurs ne sont habituellement pas braqués pendant les Jeux olympiques d'hiver : les marchands RONA et leurs employés, de jeunes apprentis à l'Atelier de fabrication RONA Vancouver 2010 ainsi que les travailleurs qui ont participé à la construction des installations olympiques. En tant que partenaire national, RONA a mis en place un programme quinquennal pour participer aux préparatifs des Jeux d'hiver 2010 et pour laisser un héritage qui serait là longtemps après la fin des Jeux. Sa participation comportait quatre volets : soutien direct pour 100 athlètes canadiens, assistance pour la construction de plus d'une douzaine d'installations olympiques, aide à plus de 60 jeunes de milieux défavorisés qui ont appris un métier grâce à l'Atelier de fabrication RONA Vancouver 2010, en plus d'encourager les employés à s'impliquer en envoyant une centaine d'entre eux à Vancouver en tant que bénévoles.

2. Construction de nouveaux magasins :

RONA a plusieurs concepts différents pour répondre aux besoins spécifiques des collectivités petites ou grandes, urbaines ou rurales, qu'elle dessert. Qu'il s'agisse d'un tout nouveau magasin ou de l'agrandissement ou de la transformation d'un magasin existant, RONA a un concept pour combler ces besoins.

- En 2010, la construction de nouveaux magasins a ajouté quelque 300 000 pieds carrés de superficie au réseau.
- Le magasin corporatif RONA Le Régional de St-Luc, au Québec, est devenu un magasin à grande surface RONA L'entrepôt. La région du Haut-Richelieu desservie par ce magasin a connu une croissance considérable au cours des dix dernières années, croissance qui se poursuit. L'expansion ajoute 20 000 pieds carrés au magasin dont la clientèle peut désormais compter sur la gamme complète des services offerts par le concept RONA L'entrepôt, y compris les boutiques spécialisées. Unique dans le domaine de la rénovation domiciliaire, le concept des boutiques spécialisées RONA vise à faciliter le processus de la rénovation et à optimiser son efficacité. Le magasin compte plus de 45 000 articles disponibles.
- Ouverture d'un nouveau magasin de proximité de quelque 73 000 pieds carrés sous la bannière RONA à Saskatoon, en Saskatchewan, en remplacement d'un magasin plus ancien de 35 000 pieds carrés. Il s'agit d'un investissement de 22 millions de dollars.
- Rénovation, au coût de 2,8 millions de dollars, et réouverture d'un magasin de proximité de 35 000 pieds carrés à St. John's, à Terre-Neuve-et-Labrador.
- Agrandissement de son magasin par le marchand franchisé de St-Eustache, au Québec, qui est ainsi devenu un RONA à grande surface; ces travaux ont exigé un investissement de 6 millions de dollars. L'agrandissement a ajouté 50 000 pieds carrés au magasin existant dont la superficie est maintenant de 125 000 pieds carrés et qui offre la gamme complète des services de RONA L'entrepôt.
- Ouverture de deux nouveaux magasins de proximité de 52 000 pieds carrés sous la bannière RONA, le premier à Sherwood Park, en Alberta, le second à Welland, en Ontario.
- Ouverture d'un nouveau magasin à grande surface d'une superficie de quelque 100 000 pieds carrés à Aurora, en Ontario, sous la bannière RONA.
- Construction prévue d'un magasin RONA de proximité de 68 000 pieds carrés à St. John's, à Terre-Neuve-et-Labrador, représentant un investissement d'environ 20 millions de dollars. L'ouverture est prévue pour le printemps 2011.
- Construction prévue de deux nouveaux magasins Réno-Dépôt de 100 000 pieds carrés chacun à Vaudreuil et à Sainte-Foy, au Québec, pour un investissement total de près de 50 millions de dollars. L'emplacement de chaque magasin a été soigneusement choisi pour permettre à RONA de mieux desservir sa clientèle et d'accroître sa part du marché québécois. Les travaux de construction sont en cours aux deux endroits. L'ouverture de ces magasins est prévue pour le printemps 2011.
- Deux nouveaux magasins TOTEM de 52 000 pieds carrés seront construits à Edmonton, en Alberta, pour un investissement total de près de 40 millions de dollars (ce montant comprend le prix des terrains achetés au cours des exercices précédents). Les deux emplacements ont été soigneusement choisis pour

permettre à RONA de mieux servir sa clientèle grandissante et d'accroître sa part de marché en Alberta. Il est prévu qu'un magasin ouvre au printemps 2011 et l'autre, en 2012.

3. Développement du réseau de marchands affiliés

En plus de recruter de nouveaux membres pour le réseau et d'aider les marchands actuels à améliorer et à agrandir leurs magasins, un élément clé du développement du réseau est le tout nouveau programme de planification de la relève mis en place par RONA. Le programme a été conçu de façon à perpétuer le leadership de RONA dans le marché et pour appuyer la croissance de son réseau. Le nouveau programme de planification de la relève permettra à RONA d'attirer les marchands de la nouvelle génération et de demeurer l'entreprise, au Canada, offrant le meilleur soutien au développement des marchands indépendants.

- En 2010, RONA a ajouté 250 000 pieds carrés d'espace de vente grâce au recrutement de nouveaux marchands et à l'expansion de magasins membres (83 000 pieds carrés grâce au recrutement et 167 000 pieds carrés grâce à des projets d'expansion). Ces ajouts représentent plus de 100 millions de dollars de ventes au détail annuelles (environ 60 millions de dollars pour les nouveaux marchands et 40 millions pour les projets d'expansion, ce qui englobe les 49 500 pieds carrés pour le nouveau magasin de Blainville mentionné ci-dessous). Les marchands RONA ont réalisé un total de 84 projets soit, 23 projets d'expansions et 61 projets de remarketage représentant ensemble des investissements de près de 35 millions de dollars par les marchands RONA. Si on compte le recrutement et tous les projets réalisés par les marchands RONA, la Compagnie a atteint son objectif d'ajouter de 100 à 150 millions de dollars de ventes au détail annuelles à son réseau de détaillants.
- Au mois d'août dernier, à Blainville au Québec, André Lespérance, marchand RONA, a mis la touche finale à la conversion d'un édifice existant en nouveau magasin de proximité de 49 500 pieds carrés, offrant plus de 25 000 produits ; la conversion représente un investissement de plus de 6 millions de dollars dans la collectivité. Des mesures visant à protéger la qualité de l'air et à réduire la consommation d'énergie ont été intégrées à la rénovation de l'immeuble qui allait devenir le nouveau magasin RONA.
- À la fin de 2009, soit une année après la mise sur pied du programme novateur de planification de la relève, cinq jeunes leaders, représentant quatre projets différents, ont été les premiers choisis pour recevoir le soutien du fonds de développement; plus récemment, deux nouveaux projets ont été présentés au Comité de sélection. Le nouveau programme, jumelé aux journées de réflexion estivales mentionnées ci-après, gagne vraiment en popularité, et plus de 20 projets sont actuellement à l'étude par les jeunes marchands et pourront éventuellement être soumis au Comité de sélection au cours de la prochaine année.
- En août, un « forum des jeunes » a été tenu à Kananaskis, en Alberta, pour de nombreux jeunes gens qui représentent la prochaine génération de leaders RONA. C'était le deuxième événement du genre. Sous la direction de Robert Dutton, président et chef de la direction de RONA, les journées de réflexion ont comporté des séances de travail avec des membres importants du Comité de direction de RONA et des échanges avec des spécialistes de l'industrie et des chefs d'entreprises canadiens.

4. Acquisitions

Par des acquisitions ciblées dans les secteurs de la vente au détail, de la distribution et du marché commercial et professionnel, la Compagnie élargira rapidement différents volets de ses opérations et de sa capacité de fonctionnement, par exemple la couverture du marché, l'extension de ses marques, l'utilisation de son infrastructure existante, son offre de produits et son pouvoir d'achat, tout en réduisant les incidences de la nature cyclique du marché de détail.

- Les acquisitions sont un élément clé dans la poursuite de l'objectif de mise en place d'une plateforme nationale dans le marché commercial et professionnel. Des onze acquisitions réalisées depuis le début 2010, cinq ont été faites dans ce but. Cette division, formée à la fin de 2007, compte aujourd'hui 46 magasins et points de vente, 4 centres de distribution et 3 usines de fabrication spécialisées en plomberie et CVC (chauffage, ventilation et climatisation) :
 - 37 points de vente, 2 centres de distribution et 3 usines de fabrication en Ontario.
 - 3 magasins de matériel de plomberie de finition plus 2 centres de distribution pour le matériel et les accessoires de plomberie au Québec.

- 5 points de vente et 1 magasin d'appareils sanitaires et d'accessoires de plomberie de finition en Colombie-Britannique.

RONA a acquis cette année, par sa filiale Noble, les actifs de Plomberie Payette & Perreault inc., de LGC Plomberie inc., de Don Park Limited Partnership au Canada, de MPH Supply Limited et immédiatement après la fin de l'exercice, les actifs de La Boutique Plomberie Décoration 25 inc.

- Une importante acquisition a été faite pour agrandir le secteur de la distribution et réduire les effets de la nature cyclique des activités de RONA, soit l'acquisition de TruServ Canada Inc. TruServ exploite deux centres de distribution, l'un de 400 000 pieds carrés à Winnipeg, au Manitoba, l'autre de 250 000 pieds carrés à Kitchener, en Ontario, d'où l'entreprise livre plus de 40 000 produits (SKU). L'entreprise dessert plus de 650 marchands indépendants au Canada et réalise annuellement des ventes de distribution d'articles de quincaillerie de plus de 100 millions de dollars.
- Cinq acquisitions réalisées en 2010 ont permis d'élargir le réseau des magasins de détail : Pierceys en Nouvelle-Écosse, Boiseries Signées au Québec, Welland Lumber en Ontario, Matériaux R. M. Bibeau Ltée et Matériaux Campagna au Québec. Les trois dernières transactions sont des acquisitions par RONA de magasins appartenant à son réseau de magasins affiliés.
 - L'acquisition de Pierceys, avec cinq quincailleries dans la région de Halifax, d'importantes cours à bois et l'un des plus importants parcs de camions de livraison de matériaux de construction et de quincaillerie en Nouvelle-Écosse, a considérablement augmenté la présence de RONA dans les provinces de l'Atlantique.
 - RONA a également fait l'acquisition de Boiseries Signées, un manufacturier québécois d'escaliers sur mesure préfabriqués, par l'intermédiaire de sa filiale Matériaux Coupal.
 - En Ontario, Welland Lumber appartenait à un marchand RONA affilié. Le magasin a été acquis par RONA et l'entreprise a été consolidée avec un nouveau magasin de proximité deux fois plus grand que l'ancien.
 - L'acquisition de Matériaux R. M. Bibeau Ltée a permis d'ajouter six quincailleries situées au Québec, soit à Sorel, Tracy, Varennes, Contrecoeur, Longueuil et Ste-Julie au réseau de magasins corporatifs RONA.
 - Matériaux Campagna a ajouté au réseau de magasins corporatifs RONA trois quincailleries situées au Québec – deux à Rouyn-Noranda et une à Senneterre.

PERSPECTIVES

La Compagnie a procédé à des changements organisationnels à la fin de 2010 pour regrouper ses éléments et tirer parti des forces réunies de son modèle d'affaires unique. Ces changements signifient l'adoption d'une approche plus concertée pour l'exploitation et l'expansion du réseau de détail de RONA ainsi qu'une importance plus grande accordée aux régions afin de mieux répondre aux besoins des marchés locaux. Ces changements visent à optimiser et à consolider la présence de RONA dans les principaux marchés urbains et régionaux en vue de devenir le chef de file dans chacun de ces marchés cibles.

Même si la reprise économique se poursuit, elle avance lentement, et il subsiste des inquiétudes. L'incertitude économique persistante continuera donc d'exercer une pression sur les ventes et sur la croissance des bénéfices au cours du prochain trimestre, compte tenu, particulièrement, des effets des crédits d'impôt à la rénovation domiciliaire et du printemps hâtif qui ont affecté les résultats du premier trimestre de 2010. Les données fondamentales concernant l'industrie sont néanmoins optimistes :

- le marché domiciliaire canadien reste relativement fort comparativement à la plupart des autres pays;
- il y a, dans le marché de la rénovation, une demande latente due au vieillissement du parc immobilier et au fait que beaucoup de propriétaires, inquiets face aux risques du crédit et de l'endettement, ont retardé l'exécution de travaux majeurs; et
- au Canada, les taux d'intérêt demeurent faibles.

RONA est en excellente position pour capitaliser sur le regain d'énergie du marché lorsqu'il se produira. La Compagnie peut compter sur :

- un levier opérationnel plus puissant que jamais grâce aux réalisations de son programme PEP,
- un réseau considérablement plus grand et plus diversifié que par le passé, résultat de ses succès sur les plans du recrutement, des acquisitions stratégiques, de l'ouverture de nouveaux magasins et d'investissements continus dans la rénovation et la relocalisation de magasins.

À mesure que 2011 avancera, la nouvelle approche structurelle et régionale concertée se traduira en avantages considérables. RONA prévoit également élargir son secteur de la distribution et son secteur commercial et professionnel ainsi qu'atténuer la nature cyclique de ses opérations en poursuivant la consolidation de sa position sur le marché canadien.

Les progrès réalisés en 2010 – et l'impulsion donnée par les nombreuses initiatives lancées et celles qui sont en préparation – permettront à la Compagnie, lorsque les conditions du marché s'amélioreront, d'enregistrer une croissance des profits de plus de 10 % et d'améliorer graduellement le rendement sur le capital tout en conservant une cote de crédit de première qualité et en réduisant les effets cycliques de ses opérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le développement durable est une composante essentielle du plan stratégique de RONA. Des programmes clés ont été élaborés et mis en place pour répondre aux objectifs de la Compagnie. Au cours de la dernière année, RONA a lancé un certain nombre d'initiatives de développement durable touchant ses produits, ses politiques d'approvisionnement, son empreinte environnementale et sa gouvernance.

RONA a commercialisé ses produits RONA ÉCO et écoresponsables pour la première fois en 2008. Au cours de la dernière année, elle a franchi une autre étape importante avec la publication d'un guide en ligne innovateur pour la rénovation écoresponsable. Ce guide aide les clients à prendre des décisions écoresponsables au moment d'entreprendre des projets de rénovation ou de construction. Ce guide pratique et facile d'utilisation, basé sur l'approche du cycle de vie, a été réalisé en collaboration avec la Chaire internationale en analyse du cycle de vie de l'École Polytechnique de Montréal, Équiterre et Écohabitation. Il s'agit de l'outil le plus complet et le plus convivial de sa catégorie et, de l'avis d'un expert, c'est une initiative sans précédent en Amérique du Nord.

L'approche basée sur le cycle de vie analyse les impacts des produits et des actions de façon globale. C'est la même approche utilisée pour évaluer les produits et déterminer s'ils répondent aux normes des produits RONA ÉCO ou écoresponsables. Pour être accepté dans la gamme RONA ÉCO, un produit doit laisser, au cours de son cycle de vie, une empreinte environnementale plus faible que les produits équivalents conventionnels. Pour être reconnus écoresponsables, les produits doivent présenter une ou plusieurs qualités qui contribuent à diminuer leur impact sur l'environnement à l'une ou l'autre des étapes de leur cycle de vie, tandis que les produits RONA ÉCO doivent fournir une performance environnementale supérieure sur l'ensemble des étapes de leur cycle de vie.

En avril 2008, RONA a lancé les huit premiers produits RONA ÉCO ainsi que 500 produits écoresponsables. Depuis ses modestes débuts, le programme s'est développé en raison de l'accueil enthousiaste des consommateurs partout au Canada. Les magasins RONA offrent maintenant quelque 450 produits RONA ÉCO – des produits d'entretien aux engrais, en passant par les récupérateurs d'eau de pluie, les moules, et bien d'autres articles, sans oublier plus de 1700 produits écoresponsables.

En ce qui concerne les pratiques d'achat, RONA a présenté en novembre dernier sa nouvelle *Politique d'approvisionnement responsable* (PAR). Celle-ci chapeaute les politiques d'approvisionnement spécifiques à certaines catégories de produits déjà mises en place par l'entreprise, dont la *Politique d'approvisionnement des produits du bois* et la politique mettant fin à la vente de pesticides de synthèse à des fins esthétiques. Cette nouvelle politique actualise le code d'achat responsable introduit en 2002. La PAR de RONA concerne tous les produits et services offerts en magasin, ainsi que les biens et services utilisés par la Compagnie.

Par l'entremise de cette politique, RONA vise à s'assurer que les produits qu'elle vend :

- aient le moins d'impact possible sur l'environnement ;
- soient le fruit du labeur de travailleurs dont les droits sont respectés ;
- contribuent au développement socioéconomique local et régional au Canada.

Afin de bien connaître tous les enjeux reliés à l'approvisionnement responsable, RONA a articulé le développement de sa politique sur des principes rigoureusement définis, issus de l'analyse des meilleures pratiques à travers le monde et de la consultation de parties prenantes reconnues. Ces parties prenantes comprenaient des fonds d'investissement responsables, des groupes d'intérêts, des experts spécialisés dans les secteurs social et environnemental, ainsi que des fournisseurs.

En novembre dernier, RONA a fait état des avancées de sa politique d'approvisionnement des produits du bois, lancée à l'automne 2008. Cette politique a pour but d'aider à protéger nos forêts et à encourager les consommateurs à acheter du bois provenant de forêts qui sont gérées de façon responsable et durable.

En vertu de sa politique d'approvisionnement des produits du bois, qui s'appuie sur des objectifs précis et mesurables définis rigoureusement après consultation de diverses parties prenantes, RONA a pris l'engagement formel de favoriser la gestion forestière responsable par ses pratiques d'achat. À cette fin, elle a multiplié ses efforts au cours des deux dernières années afin de réaliser les objectifs fixés dans le cadre de la politique. Dans certains cas, elle les a atteints même deux années plus tôt que prévu. En conséquence, dans les magasins de détail corporatifs et franchisés de RONA :

- la totalité du bois d'œuvre (épinette, pin et sapin) et des produits de contreplaqué de résineux destiné à la vente provient de forêts certifiées ;
- 30 % des produits du bois disponibles dans les magasins corporatifs de RONA détiennent un sceau d'attestation ;
- 25 % du bois d'œuvre destiné à la vente dans les magasins corporatifs et franchisés provient de forêts certifiées FSC (Forest Stewardship Council). Cet objectif prévu pour la fin de 2012 a été atteint deux ans plus tôt que l'échéance fixée.

RONA a également reçu la certification FSC de Rainforest Alliance pour la chaîne de traçabilité de ses produits du bois dans dix de ses magasins et trois centres de distribution. RONA est la plus importante entreprise de quincaillerie-rénovation en Amérique à avoir obtenu la certification FSC à ce jour.

En plus de ces réalisations, six magasins RONA offrent maintenant du bois d'œuvre provenant exclusivement de forêts certifiées FSC. Notons que le bois provenant de forêts certifiées FSC est disponible en moins grande quantité à l'heure actuelle au Canada et que RONA désire en faciliter l'accessibilité.

En ce qui concerne sa propre empreinte environnementale, RONA a adopté une approche proactive de gestion des matières résiduelles, qui vise à détourner des sites d'enfouissement les déchets générés par ses activités. Cette approche n'a pas seulement des retombées environnementales ; elle procure à l'entreprise des avantages financiers, car elle permet d'éviter des coûts et de générer des revenus à partir des matériaux récupérés. En octobre 2010, forte du succès d'un projet pilote, RONA a annoncé diverses mesures visant à réduire l'empreinte environnementale de ses magasins. Ces mesures se concentrent sur l'efficacité énergétique et sur la gestion des matières résiduelles, notamment au moyen d'une initiative « zéro déchet ». L'entreprise poursuit activement la mise en place de nouveaux programmes dans toute l'organisation afin d'assumer un rôle de chef de file dans la protection de l'environnement.

Ces diverses mesures touchent à plusieurs facettes du développement durable et illustrent l'engagement de RONA à en faire une partie intégrante de son plan stratégique.

Des normes élevées de gouvernance sont également essentielles au développement durable. Le conseil d'administration a adopté une nouvelle politique proactive qui comprend la publication d'un survol de ses politiques en matière de gouvernance et de rémunération sur le [site Web de l'entreprise](#), ainsi que la communication de tout changement important aux parties prenantes de façon proactive. En outre, des moyens seront mis à la disposition des parties prenantes pour qu'elles puissent soumettre au conseil toute recommandation ou suggestion visant à améliorer les pratiques de gouvernance et de rémunération de RONA.

INFORMATION ADDITIONNELLE

Le *Rapport de gestion* et les états financiers vérifiés pour 2010 peuvent être consultés sur le site Internet de la Compagnie à l'adresse www.rona.ca, section Investisseurs et sur le site SEDAR, www.sedar.com. Le lecteur trouvera également sur ces sites le rapport annuel de la Compagnie et d'autres informations relatives à RONA, y compris la *Notice annuelle*.

CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE AVEC LA COMMUNAUTÉ FINANCIÈRE

Le jeudi 24 février 2011, à 10 heures (HNE), RONA tiendra une conférence téléphonique pour la communauté financière. Pour joindre la conférence, composer le 514 861-4190 ou 1 877 677-7769. Pour suivre la conférence en ligne, aller à l'adresse suivante : <http://events.pqm.net/rona/ir/20110224f/>.

MESURES DE PERFORMANCE NON CONFORMES AUX PCGR

Dans ce *Communiqué*, comme dans sa gestion interne, RONA utilise la notion de « bénéfice avant intérêts, impôts, amortissements et dépréciation et part des actionnaires sans contrôle (« BAIIA ») », qu'elle désigne également comme « bénéfice d'exploitation ». Cette mesure correspond à l'item « bénéfice avant les postes suivants » dans ses états financiers consolidés. RONA utilise aussi la notion de « marge brute ajustée », laquelle correspond aux ventes moins le coût des marchandises, incluant la totalité des remises accordées par les fournisseurs.

Bien que le BAIIA n'ait pas de sens normalisé par les PCGR, son usage est largement répandu dans l'industrie et dans les milieux financiers pour mesurer la rentabilité des opérations proprement dites, abstraction faite des considérations fiscales ainsi que de l'utilisation et du coût du capital. La marge brute ajustée est utilisée par la direction pour analyser la rentabilité de son réseau, en incluant la totalité des remises reçues des fournisseurs. Comme ces mesures ne sont pas normalisées, elles peuvent ne pas être strictement comparables d'une société à une autre. Cependant, RONA l'établit de la même façon pour chacun de ses secteurs identifiés et, sauf mention expresse, sa méthode ne change pas dans le temps. Le BAIIA et la marge brute ajustée ne doivent pas être considérés isolément ou comme substitués aux autres mesures de performance calculées selon les PCGR, mais plutôt comme renseignements complémentaires.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent *Communiqué* contient des déclarations de nature prévisionnelle qui sont assujetties à des risques et à des incertitudes. Tous les énoncés autres que des énoncés de faits historiques inclus dans ce *Communiqué*, y compris les énoncés sur les perspectives de l'industrie et sur les perspectives, les projets, la situation financière et la stratégie d'affaires de la Compagnie, peuvent constituer des énoncés prospectifs au sens de la législation et la réglementation canadiennes en matière de valeurs mobilières. Les investisseurs et les autres personnes intéressées devraient éviter de se fier indûment à quelque énoncé prospectif.

Pour de plus amples renseignements sur les risques, les incertitudes et les hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Compagnie et les attentes actuelles, le lecteur est prié de se reporter aux documents publics déposés par la Compagnie qui sont accessibles sur les sites www.sedar.com et www.rona.ca. Plus particulièrement, d'autres précisions et la description de ces facteurs et d'autres facteurs sont présentées dans le rapport de gestion, à la rubrique « Risques et incertitudes », et à la rubrique « Facteurs de risque » de la Notice annuelle courante de la Compagnie.

Les énoncés prospectifs figurant dans ce *Communiqué* reflètent les attentes de la Compagnie au 24 février 2011 et sont faits sous réserve des changements pouvant survenir après cette date. La Compagnie nie expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ou de réviser ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables ne le requièrent.

À PROPOS DE RONA

RONA est le plus important distributeur et détaillant canadien de produits de quincaillerie, de rénovation et de jardinage. RONA exploite un réseau de plus de 950 magasins corporatifs, franchisés et affiliés, de dimensions et de formats variés, qui emploie près de 30 000 personnes dans toutes les régions du Canada, sous diverses bannières. Le réseau de magasins RONA totalise plus de 17 millions de pieds carrés et réalise des ventes au détail annuelles de plus de 6 milliards de dollars. Visitez rona.ca.

-30-

Pour plus de renseignements :

Médias

Émilie Verret
Coordonnatrice aux communications
RONA inc.
514 237-8738
emilie.verret@rona.ca

Communauté financière

Stéphane Milot
Directeur principal, Relations avec les investisseurs
RONA inc.
514 599-5951
stephane.milot@rona.ca

RONA inc.**Résultats et résultat étendu consolidés**

des exercices terminés le 26 décembre 2010 et le 27 décembre 2009

(non vérifiés et en milliers de dollars, sauf le bénéfice net par action)

	4e trimestre		Cumulatif	
	2010	2009	2010	2009
Ventes	1 136 567 \$	1 140 932 \$	4 799 865 \$	4 677 359 \$
Bénéfice avant les postes suivants	67 556	78 811	344 027	332 994
Intérêts sur la dette à long terme	4 954	5 277	20 226	20 951
Intérêts sur les emprunts bancaires	867	855	2 295	2 586
Amortissements et dépréciation	28 481	25 744	110 902	103 160
	34 302	31 876	133 423	126 697
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	33 254	46 935	210 604	206 297
Impôts sur les bénéfices	9 777	14 268	61 918	62 714
Bénéfice avant part des actionnaires sans contrôle	23 477	32 667	148 686	143 583
Part des actionnaires sans contrôle	1 325	1 842	5 465	5 331
Bénéfice net et résultat étendu	22 152 \$	30 825 \$	143 221 \$	138 252 \$
Bénéfice net par action				
De base	0,17 \$	0,24 \$	1,10 \$	1,12 \$
Dilué	0,17 \$	0,24 \$	1,09 \$	1,11 \$

RONA inc.**Bénéfices non répartis consolidés****Surplus d'apport consolidé**

des exercices terminés le 26 décembre 2010 et le 27 décembre 2009
(non vérifiés et en milliers de dollars)

	2010	2009
Bénéfices non répartis consolidés		
Solde au début	1 161 808 \$	1 028 876 \$
Bénéfice net	143 221	138 252
Frais relatifs à l'émission d'actions ordinaires déduction faite des recouvrements d'impôts sur les bénéfices de 2 042 \$	-	(5 320)
Excédent du prix de rachat sur la valeur attribuée aux actions ordinaires rachetées et le surplus d'apport afférent	(17 666)	-
Dividendes déclarés sur les actions ordinaires	(9 119)	-
Solde à la fin	1 278 244 \$	1 161 808 \$
 Surplus d'apport consolidé		
Solde au début	13 475 \$	12 563 \$
Coûts de rémunération au titre des régimes d'options d'achat d'actions	1 214	946
Rachat d'actions ordinaires – offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(3 153)	-
Exercice d'options d'achat d'actions	(62)	(34)
Solde à la fin	11 474 \$	13 475 \$

RONA inc.**Flux de trésorerie consolidés**

des exercices terminés le 26 décembre 2010 et le 27 décembre 2009

(non vérifiés et en milliers de dollars)

	4e trimestre		Cumulatif	
	2010	2009	2010	2009
Activités d'exploitation				
Bénéfice net	22 152 \$	30 825 \$	143 221 \$	138 252 \$
Éléments hors caisse				
Amortissements et dépréciation	28 481	25 744	110 902	103 160
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	(5)	(88)	(30)	462
Impôts futurs	12 745	6 499	12 632	9 225
Gains nets sur cession d'élément d'actif	(1 681)	(523)	(2 921)	(2 358)
Perte de valeur des immobilisations destinées à la vente	-	-	-	2 050
Rémunération à base d'actions	1 681	947	4 588	3 503
Écart entre les montants déboursés au titre des avantages sociaux futurs et les charges de l'exercice	(1 378)	(1 967)	(2 744)	(3 088)
Part des actionnaires sans contrôle	1 325	1 842	5 465	5 331
Autres éléments	327	576	1 043	1 975
	63 647	63 855	272 156	258 512
Variations d'éléments du fonds de roulement	16 292	2 265	(148 010)	24 262
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	79 939	66 120	124 146	282 774
Activités d'investissement				
Acquisitions d'entreprises	(68 124)	(520)	(80 275)	(3 734)
Autres placements	548	(442)	(2 533)	(3 990)
Immobilisations	(37 036)	(23 562)	(111 873)	(114 103)
Actifs incorporels	(21 024)	(14 238)	(37 709)	(47 796)
Autres éléments d'actif	(1 267)	(75)	(4 365)	(4 837)
Cession d'immobilisations	3 249	1 596	4 950	6 291
Cession de placements	3 192	517	10 031	2 422
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(120 462)	(36 724)	(221 774)	(165 747)
Activités de financement				
Emprunts bancaires et crédit rotatif	(13 979)	(810)	(7 172)	(43 046)
Autres emprunts à long terme	1 249	458	1 899	646
Remboursements d'autres emprunts à long terme et rachat d'actions privilégiées	(20 285)	(6 234)	(30 433)	(15 819)
Émission d'actions ordinaires	1 151	1 141	3 713	176 936
Dividendes en espèces versés par une filiale aux actionnaires sans contrôle	(2 450)	(1 470)	(2 450)	(1 470)
Frais relatifs à l'émission d'actions ordinaires	-	-	-	(7 362)
Rachat d'actions ordinaires	-	-	(31 609)	-
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(34 314)	(6 915)	(66 052)	109 885
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse	(74 837)	22 481	(163 680)	226 912
Encaisse au début	150 414	216 776	239 257	12 345
Encaisse à la fin	75 577 \$	239 257 \$	75 577 \$	239 257 \$
Informations supplémentaires				
Intérêts versés	446 \$	535 \$	23 171 \$	25 493 \$
Impôts sur les bénéfices versés	10 448 \$	19 124 \$	43 270 \$	49 450 \$

RONA inc.**Bilans consolidés**

au 26 décembre 2010 et au 27 décembre 2009

(non vérifiés et en milliers de dollars)

	2010	2009
Actif		
Actif à court terme		
Encaisse	75 577 \$	239 257 \$
Débiteurs	303 836	250 845
Impôts sur les bénéfices à recevoir	–	2 436
Stock	905 467	726 262
Frais payés d'avance	17 955	18 114
Instruments financiers dérivés	1 905	801
Impôts futurs	12 869	15 914
	<hr/> 1 317 609	<hr/> 1 253 629
Placements	10 488	11 978
Immobilisations	918 273	861 302
Immobilisations destinées à la vente	20 177	13 242
Écarts d'acquisition	531 675	455 572
Actifs incorporels	118 747	96 885
Autres éléments d'actif	31 043	29 682
Impôts futurs	27 065	27 593
	<hr/> 2 975 077 \$	<hr/> 2 749 883 \$
Passif		
Passif à court terme		
Emprunts bancaires	1 943 \$	5 211 \$
Comptes fournisseurs et charges à payer	462 351	427 817
Dividendes à payer	9 119	–
Impôts sur les bénéfices à payer	3 634	–
Instruments financiers dérivés	1 653	776
Impôts futurs	3 691	4 900
Versements sur la dette à long terme	21 151	9 996
	<hr/> 503 542	<hr/> 448 700
Dette à long terme	444 333	430 524
Autres passifs à long terme	33 121	31 317
Impôts futurs	36 551	27 542
Part des actionnaires sans contrôle	35 920	32 761
	<hr/> 1 053 467	<hr/> 970 844
Capitaux propres		
Capital-actions	631 892	603 756
Bénéfices non répartis	1 278 244	1 161 808
Surplus d'apport	11 474	13 475
	<hr/> 1 921 610	<hr/> 1 779 039
	<hr/> 2 975 077 \$	<hr/> 2 749 883 \$



RAPPORT DE GESTION 2010

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 26 DÉCEMBRE 2010

RONA inc. (« RONA », la « Compagnie », « nous ») est le plus important détaillant et distributeur de produits de quincaillerie, de rénovation et de jardinage au Canada. Elle exploite ou dessert un réseau de plus de 950 magasins corporatifs, franchisés ou affiliés ainsi que dix-sept centres de distribution de quincaillerie et de matériaux de construction.

Les ventes de RONA comprennent :

- des ventes au détail, effectuées dans les magasins corporatifs détenus par RONA;
- les redevances sur les ventes au détail effectuées par les magasins franchisés;
- la quote-part des ventes au détail des magasins franchisés dans lesquels RONA détient une participation;
- des ventes en gros effectuées à des magasins franchisés (nettes des quotes-parts de RONA dans ces derniers);
- des ventes en gros effectuées à des magasins affiliés appartenant à des propriétaires exploitants indépendants.

ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers de RONA ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR ») et les montants sont exprimés en dollars canadiens. RONA a déposé ses états financiers consolidés vérifiés pour l'exercice terminé le 26 décembre 2010 auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Ces états financiers peuvent être consultés sur le site de SEDAR, www.sedar.com ou sur celui de RONA, www.rona.ca. Le présent *Rapport de gestion* doit être lu avec les états financiers de la Compagnie et les notes afférentes.

MESURES DE PERFORMANCE NON CONFORMES AUX PCGR

Dans ce rapport, comme dans sa gestion interne, RONA utilise la notion de « bénéfice avant intérêts, impôts, amortissements et dépréciation et part des actionnaires sans contrôle (« BAIIA ») », qu'elle désigne également comme « bénéfice d'exploitation ». Cette mesure correspond à l'item « bénéfice avant les postes suivants » dans ses états financiers consolidés. RONA utilise également la notion de « marge brute ajustée », laquelle correspond aux ventes moins le coût des marchandises incluant la totalité des rabais accordés par les fournisseurs.

Bien que le BAIIA n'ait pas de sens normalisé par les PCGR, son usage est largement répandu dans l'industrie et dans les milieux financiers pour mesurer la rentabilité des opérations proprement dites, abstraction faite des considérations fiscales ainsi que de l'utilisation et du coût du capital. Quant à la marge brute ajustée, elle est utilisée par la direction pour analyser la rentabilité de son réseau, en incluant la totalité des rabais reçus des fournisseurs. Comme ces mesures ne sont pas normalisées, elles peuvent ne pas être strictement comparables d'une société à une autre. Cependant, RONA l'établit de la même façon pour chacun de ses secteurs identifiés et, sauf mention expresse, sa méthode ne change pas dans le temps. Le BAIIA et la marge brute ajustée ne doivent pas être considérés isolément ou comme substituts aux autres mesures de performance calculées selon les PCGR, mais plutôt comme renseignements complémentaires.

EXERCICE FINANCIER

L'exercice financier de RONA prend fin le dernier dimanche de chaque année et compte habituellement 52 semaines. Aux fins de divulgation intermédiaire, les trimestres se terminent le dernier dimanche de mars, juin, septembre et décembre respectivement et comportent 13 semaines. Les exercices financiers terminés le 28 décembre 2008, le 27 décembre 2009 et le 26 décembre 2010 comptent 52 semaines d'exploitation.

SURVOL DES TROIS DERNIERS EXERCICES

RENSEIGNEMENTS ANNUELS CHOISIS

(en millions de dollars, sauf pour le nombre d'actions et le bénéfice par action)

	Exercice terminé le		
	26 décembre 2010	27 décembre 2009	28 décembre 2008 (Retraités)
Ventes	4 799,9	4 677,4	4 891,1
Bénéfice net	143,2	138,3	156,5
Bénéfice par action	1,10	1,12	1,35
Bénéfice dilué par action	1,09	1,11	1,34
Bénéfice net (excluant éléments inhabituels)	143,2	147,8	167,5
Bénéfice par action (excluant éléments inhabituels)	1,10	1,20	1,45
Bénéfice dilué par action (excluant éléments inhabituels)	1,09	1,19	1,44
Actif total	2 975,1	2 749,9	2 478,9
Dette à long terme	465,5	440,5	494,2
Actions en circulation à la fin de l'exercice	130 071 782	129 653 383	115 819 699

Note: Les chiffres clés de l'exercice 2008 ont été retraités pour tenir compte de l'application du chapitre 3064 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA), *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*.

Au début 2008, la Compagnie a lancé son plan stratégique 2008-2011 avec une première phase axée sur l'amélioration de la profitabilité, de l'efficacité et de la productivité, le programme PEP. Au cours des trois dernières années, RONA a appliqué une gestion très disciplinée de ses activités entraînant une amélioration importante de son efficacité opérationnelle. Pendant cette période, la Compagnie a également géré son bilan de façon très rigoureuse et elle a ralenti le rythme des ouvertures de magasins et des acquisitions pour se concentrer davantage sur le recrutement de marchands indépendants et le développement de son réseau de magasins existants.

À la fin 2007 et au début 2008, le niveau d'activité dans l'ouest du pays a commencé à décliner particulièrement en Alberta où un important inventaire de maisons invendues s'était accumulé. Au Québec, la situation s'est stabilisée alors qu'en Ontario, la détérioration de l'environnement économique s'est poursuivie et s'est accélérée à compter du troisième trimestre, lorsque la crise financière s'est accentuée. L'industrie automobile a aussi été durement touchée dans cette région. Dans les provinces de l'Atlantique, en Saskatchewan et au Manitoba, l'année 2008 a été favorable; cependant, l'économie de ces provinces représente une faible proportion de l'activité économique canadienne. Compte tenu de ces divers éléments, les ventes comparables de RONA ont diminué de 4,6 %. En général, les magasins situés en Alberta, en Colombie-Britannique et en Ontario ont été touchés alors que les magasins du Québec, des Prairies et des provinces de l'Atlantique ont connu un meilleur rendement que l'année précédente. Les nombreuses mesures mises en place par la Compagnie dès 2007, et plus formellement au début de 2008, dans le cadre du programme PEP visant à améliorer l'efficacité, la stimulation des ventes et la fidélisation de la clientèle ont permis d'atténuer la pression à la baisse sur les résultats provenant du contexte économique difficile.

Au début de l'exercice 2009, plusieurs facteurs ont contribué à maintenir le niveau de confiance des consommateurs canadiens à un bas historique. En février, le taux de chômage a atteint 7,7 %, plus haut niveau depuis 2003, et la décroissance économique a été plus sévère que ce qui avait été prévu. Cet environnement économique particulier a été défavorable aux activités de rénovation et de construction, comme en témoignent les fortes baisses de mises en chantier d'habitations, particulièrement dans l'ouest du pays. De nombreuses mesures ont cependant été mises en place par les différents gouvernements afin d'atténuer les effets de cette récession, notamment la mise en place d'un crédit d'impôts à la rénovation domiciliaire, lequel a rapidement été bonifié par RONA afin de stimuler l'activité de rénovation au pays. Au Canada, la récession aura été d'une durée relativement courte puisque selon la Banque du Canada, le pays a renoué avec la croissance économique dès le troisième trimestre de 2009. La reprise, jumelée aux nombreuses initiatives de stimulation des activités de rénovation lancées par RONA, a eu d'excellentes retombées pour la Compagnie qui a affiché une progression de ses ventes comparables à chacun des trimestres comparativement au trimestre précédent et a terminé le quatrième trimestre 2009 avec des ventes comparables positives. Les nombreuses améliorations d'efficacité enregistrées pendant la Phase 1 du plan stratégique 2008-2011, soit le programme PEP, ont permis d'atténuer l'effet négatif relié à la pression continue sur les ventes dans l'industrie de la rénovation-construction attribuable à la baisse du niveau de confiance des consommateurs, ainsi que l'effet des résultats des magasins ouverts depuis peu qui n'avaient pas encore atteint leur plein potentiel. Le programme PEP a permis d'améliorer la marge brute, de réduire le niveau des stocks, d'optimiser le réseau de magasins existants et de réduire les coûts de transport et de logistique.

Au début de 2010, la Compagnie a dévoilé la Phase 2 de son plan stratégique 2008-2011 intitulé programme Nouveau monde qui met un accent renouvelé sur la croissance pendant la période 2010-2011. La reprise économique commencée en 2009 s'est poursuivie en 2010 à un rythme qualifié de lent par la Banque du Canada. Alors que l'économie se relevait, la confiance des consommateurs a enregistré une baisse au cours de l'année, et au deuxième semestre, on a constaté un ralentissement dans le marché de l'habitation comparativement à 2009. En outre, les mesures d'incitation mises en place par les divers gouvernements en 2009 sous forme de crédit d'impôts à la rénovation domiciliaire ont pris fin au début de 2010. Ces conditions défavorables ont atténué les effets des initiatives de croissance lancées par la Compagnie en 2010.

Malgré le ralentissement généralisé dans certaines régions du pays, et malgré les effets de la récession sur la confiance des consommateurs, RONA a poursuivi la consolidation de son marché au cours des trois dernières années et a réussi à faire passer sa part de marché de 17,0 % au début de 2008 à 19,0 % à la fin de 2010. Cette croissance a été réalisée grâce aux quatre vecteurs de croissance de la Compagnie : croissance du réseau de magasins comparables ou croissance clients, développement du réseau de marchands affiliés, construction de nouveaux magasins et acquisitions.

MISE A JOUR SUR L'ORIENTATION STRATÉGIQUE DE LA COMPAGNIE

RONA a annoncé son plan stratégique 2008-2011 le 27 février 2008. Le plan comportait deux phases : la Phase 1, axée sur la productivité, l'efficacité et la profitabilité (le « programme PEP »), s'est étalée sur la période 2008-2009. Le 25 janvier 2010, RONA a dévoilé la Phase 2 de son plan stratégique (le programme « Nouveau monde »), qui met l'accent sur la croissance au cours de 2010 et de 2011.

La direction de RONA s'est engagée à faire des mises à jour trimestrielles sur l'état d'avancement du plan dans son rapport de gestion et une mise à jour annuelle dans son rapport annuel et au cours de son assemblée annuelle des actionnaires. L'information ci-dessous est une mise à jour sur l'état d'avancement du plan en 2010.

1. Croissance clients

La croissance clients sera stimulée par de nombreuses initiatives visant à améliorer l'expérience-client – concepts novateurs en magasin, mise en place de nouvelles catégories de produits, nouveaux produits de marques privées et de marques contrôlées, nouveaux outils et nouveaux programmes pour renforcer la fidélisation de la clientèle et nouveaux programmes de formation pour les employés en magasin.

- Le fait que RONA a réussi à augmenter sa part de marché à 19 % à la fin de l'exercice par rapport à 17,5 % au début, est la preuve tangible du succès remporté par la Phase 2 de son plan stratégique dès la première année.
- Le printemps dernier, le programme RONAvantages a été amélioré et est devenu permanent; c'est aujourd'hui l'un des programmes de fidélisation les plus avantageux de l'industrie au Canada. Le programme est lié à la nouvelle carte de crédit RONA pour consommateurs, et le nombre de nouvelles cartes émises en 2010 après le lancement du programme est plus du triple du nombre de cartes émises dans le cadre du programme précédent pour toute l'année 2009. Les détenteurs de cartes sont nos clients les plus fidèles; en général, ils visitent nos magasins plus souvent et achètent plus que la plupart des autres clients. En outre, le programme a permis à RONA de gagner de nouveaux clients, et il a véritablement contribué à accroître nos parts de marché dans des conditions difficiles.
- Les ventes de produits de marques privées RONA et de marques contrôlées pour l'exercice ont continué de progresser amenant le niveau de pénétration de ces produits à 24 % par rapport à 19 % au début de l'année.
- La capacité de répondre aux besoins des clients commerciaux et professionnels croît rapidement à mesure que la Division du marché commercial et professionnel réalise des progrès dans la mise en place d'une plateforme nationale, grâce principalement à des acquisitions stratégiques (pour de plus amples renseignements à ce sujet, voir la rubrique « *Acquisitions* » ci-dessous) et à une forte croissance organique.
- Quatorze magasins ont été rénovés au cours de l'exercice afin d'améliorer l'expérience de magasinage : 11 en Ontario (Lindsay, Barrie, Windsor, Peterborough, Sheppard, Simcoe, Dundas, Oakville, Belleville, Midland et Kingston), 2 au Québec (Anjou et Mascouche) et 1 dans les provinces de l'Atlantique (O'Leary).
- En octobre, RONA a conclu une entente de partenariat exclusive avec les Flames de Calgary de la LNH (Ligue nationale de hockey) et avec les Calgary Hitmen, équipe de hockey junior majeur de la WHL (Western Hockey League). Les ententes de partenariat signées par RONA avec la MLSE (Maple Leaf Sports and Entertainment) en 2009 et avec les Flames de Calgary en 2010 s'inscrivent dans son engagement de longue date envers le sport canadien tant amateur que professionnel. RONA a été un partenaire national des Jeux olympiques et paralympiques de Vancouver 2010. RONA sera en outre partenaire national des équipes olympiques et paralympiques canadiennes pour les Jeux d'été de Londres en 2012.
- La grande campagne publicitaire « Fabriqués au Canada » montée pour les Jeux olympiques d'hiver à Vancouver a accru la sensibilisation des consommateurs à la présence de RONA d'un océan à l'autre. La campagne se composait de 14 messages télévisés de 15, 30 et 60 secondes qui faisaient le portrait en gros plan de deux athlètes olympiques canadiens et d'autres personnes sur qui les projecteurs ne sont habituellement pas braqués pendant les Jeux olympiques d'hiver : les marchands RONA et leurs employés, de jeunes apprentis à l'Atelier de fabrication RONA Vancouver 2010 ainsi que les travailleurs qui ont participé à la construction des installations olympiques. En tant que partenaire national, RONA a mis en place un programme quinquennal pour participer aux préparatifs des Jeux d'hiver 2010 et pour laisser un héritage qui serait là longtemps après la fin des Jeux. Sa participation comportait quatre volets : soutien direct pour 100 athlètes canadiens, assistance pour la construction de plus d'une douzaine d'installations olympiques, aide à plus de 60 jeunes de milieux défavorisés qui ont appris un métier grâce à l'Atelier de fabrication RONA Vancouver 2010, en plus d'encourager les employés à s'impliquer en envoyant une centaine d'entre eux à Vancouver en tant que bénévoles.

2. Construction de nouveaux magasins :

RONA a plusieurs concepts différents pour répondre aux besoins spécifiques des collectivités petites ou grandes, urbaines ou rurales, qu'elle dessert. Qu'il s'agisse d'un tout nouveau magasin ou de l'agrandissement ou de la transformation d'un magasin existant, RONA a un concept pour combler ces besoins.

- En 2010, la construction de nouveaux magasins a ajouté quelque 300 000 pieds carrés de superficie au réseau.
- Le magasin corporatif RONA Le Régional de St-Luc, au Québec, est devenu un magasin à grande surface RONA L'entrepôt. La région du Haut-Richelieu desservie par ce magasin a connu une croissance considérable au cours des dix dernières années, croissance qui se poursuit. L'expansion ajoute 20 000 pieds carrés au magasin dont la clientèle peut désormais compter sur la gamme complète des services offerts par le concept RONA L'entrepôt, y compris les boutiques spécialisées. Unique dans le domaine de la rénovation domiciliaire, le concept des boutiques spécialisées RONA vise à faciliter le processus de la rénovation et à optimiser son efficacité. Le magasin compte plus de 45 000 articles disponibles.
- Ouverture d'un nouveau magasin de proximité de quelque 73 000 pieds carrés sous la bannière RONA à Saskatoon, en Saskatchewan, en remplacement d'un magasin plus ancien de 35 000 pieds carrés. Il s'agit d'un investissement de 22 millions de dollars.
- Rénovation, au coût de 2,8 millions de dollars, et réouverture d'un magasin de proximité de 35 000 pieds carrés à St.John's, à Terre-Neuve-et-Labrador.
- Agrandissement de son magasin par le marchand franchisé de St-Eustache, au Québec, qui est ainsi devenu un RONA à grande surface; ces travaux ont exigé un investissement de 6 millions de dollars. L'agrandissement a ajouté 50 000 pieds carrés au magasin existant dont la superficie est maintenant de 125 000 pieds carrés et qui offre la gamme complète des services de RONA L'entrepôt.
- Ouverture de deux nouveaux magasins de proximité de 52 000 pieds carrés sous la bannière RONA, le premier à Sherwood Park, en Alberta, le second à Welland, en Ontario.
- Ouverture d'un nouveau magasin à grande surface d'une superficie de quelque 100 000 pieds carrés à Aurora, en Ontario, sous la bannière RONA.
- Construction prévue d'un magasin RONA de proximité de 68 000 pieds carrés à St.John's, à Terre-Neuve-et-Labrador, représentant un investissement d'environ 20 millions de dollars. L'ouverture est prévue pour le printemps 2011.
- Construction prévue de deux nouveaux magasins Réno-Dépôt de 100 000 pieds carrés chacun à Vaudreuil et à Sainte-Foy, au Québec, pour un investissement total de près de 50 millions de dollars. L'emplacement de chaque magasin a été soigneusement choisi pour permettre à RONA de mieux desservir sa clientèle et d'accroître sa part du marché québécois. Les travaux de construction sont en cours aux deux endroits. L'ouverture de ces magasins est prévue pour le printemps 2011.
- Deux nouveaux magasins TOTEM de 52 000 pieds carrés seront construits à Edmonton, en Alberta, pour un investissement total de près de 40 millions de dollars (ce montant comprend le prix des terrains achetés au cours des exercices précédents). Les deux emplacements ont été soigneusement choisis pour permettre à RONA de mieux servir sa clientèle grandissante et d'accroître sa part de marché en Alberta. Il est prévu qu'un magasin ouvre au printemps 2011 et l'autre, en 2012.

3. Développement du réseau de marchands affiliés

En plus de recruter de nouveaux membres pour le réseau et d'aider les marchands actuels à améliorer et à agrandir leurs magasins, un élément clé du développement du réseau est le tout nouveau programme de planification de la relève mis en place par RONA. Le programme a été conçu de façon à perpétuer le leadership de RONA dans le marché et pour appuyer la croissance de son réseau. Le nouveau programme de planification de la relève permettra à RONA d'attirer les marchands de la nouvelle génération et de demeurer l'entreprise, au Canada, offrant le meilleur soutien au développement des marchands indépendants.

- En 2010, RONA a ajouté 250 000 pieds carrés d'espace de vente grâce au recrutement de nouveaux marchands et à l'expansion de magasins membres (83 000 pieds carrés grâce au recrutement et 167 000 pieds carrés grâce à des projets d'expansion). Ces ajouts représentent plus de 100 millions de dollars de ventes au détail annuelles (environ 60 millions de dollars pour les nouveaux marchands et 40 millions pour les projets d'expansion, ce qui englobe les 49 500 pieds carrés pour le nouveau magasin de Blainville mentionné ci-dessous). Les marchands RONA ont réalisé un total de 84 projets

soit, 23 projets d'expansions et 61 projets de remarketing représentant ensemble des investissements de près de 35 millions de dollars par les marchands RONA. Si on compte le recrutement et tous les projets réalisés par les marchands RONA, la Compagnie a atteint son objectif d'ajouter de 100 à 150 millions de dollars de ventes au détail annuelles à son réseau de détaillants.

- Au mois d'août dernier, à Blainville au Québec, André Lespérance, marchand RONA, a mis la touche finale à la conversion d'un édifice existant en nouveau magasin de proximité de 49 500 pieds carrés, offrant plus de 25 000 produits ; la conversion représente un investissement de plus de 6 millions de dollars dans la collectivité. Des mesures visant à protéger la qualité de l'air et à réduire la consommation d'énergie ont été intégrées à la rénovation de l'immeuble qui allait devenir le nouveau magasin RONA.
- À la fin de 2009, soit une année après la mise sur pied du programme novateur de planification de la relève, cinq jeunes leaders, représentant quatre projets différents, ont été les premiers choisis pour recevoir le soutien du fonds de développement; plus récemment, deux nouveaux projets ont été présentés au Comité de sélection. Le nouveau programme, jumelé aux journées de réflexion estivales mentionnées ci-après, gagne vraiment en popularité, et plus de 20 projets sont actuellement à l'étude par les jeunes marchands et pourront éventuellement être soumis au Comité de sélection au cours de la prochaine année.
- En août, un « forum des jeunes » a été tenu à Kananaskis, en Alberta, pour de nombreux jeunes gens qui représentent la prochaine génération de leaders RONA. C'était le deuxième événement du genre. Sous la direction de Robert Dutton, président et chef de la direction de RONA, les journées de réflexion ont comporté des séances de travail avec des membres du Comité de direction de RONA et des échanges avec des spécialistes de l'industrie et des chefs d'entreprises canadiens.

4. Acquisitions

Par des acquisitions ciblées dans les secteurs de la vente au détail, de la distribution et du marché commercial et professionnel, la Compagnie élargira rapidement différents volets de ses opérations et de sa capacité de fonctionnement, par exemple la couverture du marché, l'extension de ses marques, l'utilisation de son infrastructure existante, son offre de produits et son pouvoir d'achat, tout en réduisant les incidences de la nature cyclique du marché de détail.

- Les acquisitions sont un élément clé dans la poursuite de l'objectif de mise en place d'une plateforme nationale dans le marché commercial et professionnel. Des onze acquisitions réalisées depuis le début 2010, cinq ont été faites dans ce but. Cette division, formée à la fin de 2007, compte aujourd'hui 46 magasins et points de vente, 4 centres de distribution et 3 usines de fabrication spécialisées en plomberie et CVC (chauffage, ventilation et climatisation) :
 - 37 points de vente, 2 centres de distribution et 3 usines de fabrication en Ontario.
 - 3 magasins de matériel de plomberie de finition plus 2 centres de distribution pour le matériel et les accessoires de plomberie au Québec.
 - 5 points de vente et 1 magasin d'appareils sanitaires et d'accessoires de plomberie de finition en Colombie-Britannique.RONA a acquis cette année, par sa filiale Noble, les actifs de Plomberie Payette & Perreault inc., de LGC Plomberie inc., de Don Park Limited Partnership au Canada, de MPH Supply Limited et immédiatement après la fin de l'exercice, les actifs de La Boutique Plomberie Décoration 25 inc.
- Une importante acquisition a été faite pour agrandir le secteur de la distribution et réduire les effets de la nature cyclique des activités de RONA, soit l'acquisition de TruServ Canada Inc. TruServ exploite deux centres de distribution, l'un de 400 000 pieds carrés à Winnipeg, au Manitoba, l'autre de 250 000 pieds carrés à Kitchener, en Ontario, d'où l'entreprise livre plus de 40 000 produits (SKU). L'entreprise dessert plus de 650 marchands indépendants au Canada et réalise annuellement des ventes de distribution d'articles de quincaillerie de plus de 100 millions de dollars.
- Cinq acquisitions réalisées en 2010 ont permis d'élargir le réseau des magasins de détail : Pierceys en Nouvelle-Écosse, Boiseries Signées au Québec, Welland Lumber en Ontario, Matériaux R. M. Bibeau Ltée et Matériaux Campagna au Québec. Les trois dernières transactions sont des acquisitions par RONA de magasins appartenant à son réseau de magasins affiliés.

- L'acquisition de Pierceys, avec cinq quincailleries dans la région de Halifax, d'importantes cours à bois et l'un des plus importants parcs de camions de livraison de matériaux de construction et de quincaillerie en Nouvelle-Écosse, a considérablement augmenté la présence de RONA dans les provinces de l'Atlantique.
- RONA a également fait l'acquisition de Boiseries Signées, un manufacturier québécois d'escaliers sur mesure préfabriqués, par l'intermédiaire de sa filiale Matériaux Coupal.
- En Ontario, Welland Lumber appartenait à un marchand RONA affilié. Le magasin a été acquis par RONA et l'entreprise a été consolidée avec un nouveau magasin de proximité deux fois plus grand que l'ancien.
- L'acquisition de Matériaux R. M. Bibeau Ltée a permis d'ajouter six quincailleries situées au Québec, soit à Sorel, Tracy, Varennes, Contrecoeur, Longueuil et Ste-Julie au réseau de magasins corporatifs RONA.
- Matériaux Campagna a ajouté au réseau de magasins corporatifs RONA trois quincailleries situées au Québec – deux à Rouyn-Noranda et une à Senneterre.

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Les résultats analysés dans la présente section sont ceux de l'exercice terminé le 26 décembre 2010 et, lorsqu'ils sont comparés, ils sont comparés aux résultats de l'exercice terminé le 27 décembre 2009, à moins d'indication contraire.

Éléments de conjoncture

La reprise économique commencée pendant le deuxième semestre de 2009 s'est poursuivie en 2010. Il y a bien eu un regain d'activité économique au cours du premier trimestre de l'année, mais le rythme a quelque peu ralenti au cours des trois trimestres suivants, ce qui a donné une croissance économique positive, mais modérée pour l'ensemble de l'exercice. Alors que l'économie se relevait, la confiance des consommateurs a enregistré une baisse au cours de l'année, et au deuxième semestre, on a constaté un ralentissement du marché de l'habitation comparativement à 2009. En outre, les mesures incitatives mises en place par les divers gouvernements en 2009 sous forme de crédit d'impôts à la rénovation domiciliaire ont pris fin au début de 2010.

Ventes

Les ventes se sont élevées à 4 799,9 millions de dollars, en hausse de 122,5 millions ou 2,6 %, tandis que les ventes comparables ont été stables. La hausse est attribuable à une augmentation de 2,4 % des ventes du secteur du détail et commercial et à une augmentation de 3,4 % des ventes du secteur de la distribution.

Marge brute

La marge brute a atteint 27,75 %, en hausse de 39 points de base, et la marge brute ajustée s'est accrue de 32 points de base pour atteindre 30,59 %. Cette croissance résulte de la réduction des pertes en magasin (« shrink »), de l'optimisation des catégories de produits, des conditions plus favorables consenties par les fournisseurs, ainsi que d'une hausse des ventes de produits importés, de produits de marques privées et de produits de marques contrôlées, même si elle a été en partie neutralisée par des hausses du coût du transport et des modifications à la combinaison de produits.

Bénéfice d'exploitation

Le bénéfice d'exploitation s'est élevé à 344,0 millions de dollars, soit une augmentation de 11,0 millions, ou 3,3 %, résultat d'une augmentation de 5,4 % du bénéfice d'exploitation du secteur du détail et commercial et d'une baisse de 3,3 % du bénéfice d'exploitation du secteur de la distribution.

La marge d'exploitation a augmenté de 5 points de base, à 7,17 %, hausse attribuable à une augmentation de 21 points de base dans le secteur du détail et commercial contrebalancée par une baisse de 45 points de base pour le secteur de la distribution.

Exclusion faite des éléments inhabituels, le bénéfice d'exploitation était en baisse de 2,8 millions de dollars, ou 0,8 %, et la marge d'exploitation a diminué de 24 points de base. Des charges pour éléments inhabituels ont été comptabilisées uniquement en 2009 dans le secteur du détail et commercial et avaient trait aux frais de fermeture. Cette diminution est attribuable à des frais de transport plus élevés, aux coûts de démarrage des nouveaux magasins qui n'ont pas encore atteint leur plein potentiel et à une forte augmentation des ventes de bois d'œuvre à des marchands affiliés, ce qui est positif pour le taux de fidélité à RONA pour leurs achats, mais exerce une pression sur la marge d'exploitation de la Compagnie, la marge sur ces produits étant plus faible que la marge moyenne. La marge d'exploitation a aussi subi les effets de l'acquisition d'entreprises dont la marge est inférieure à la marge moyenne de RONA. Cette situation se corrigera graduellement à mesure que les synergies attendues s'installeront.

Intérêts, amortissements et dépréciation

La dépense d'intérêts sur la dette à long terme et sur les emprunts bancaires a diminué de 1,0 million de dollars, ou 4,3 %. Cette baisse est attribuable à une émission d'actions en juin 2009 et à des efforts constants pour assurer une gestion rigoureuse du bilan et des dépenses en immobilisations.

Les charges d'amortissements et de dépréciation se sont élevées à 110,9 millions de dollars, soit une augmentation de 7,7 millions, ou 7,5 %. Cette hausse est attribuable à l'ouverture de nouveaux magasins corporatifs, au programme de rénovation des magasins corporatifs existants, aux acquisitions et à l'amélioration continue des systèmes d'information.

Bénéfice net

Le bénéfice net était en hausse de 5,0 millions de dollars à 143,2 millions, et le bénéfice par action (dilué) a diminué de 0,02 \$ à 1,09 \$. Exclusion faite des éléments inhabituels comptabilisés en 2009, le bénéfice net a diminué de 4,6 millions de dollars, ou 3,1 %, et le bénéfice par action (dilué) a baissé de 0,10 \$, ou 8,4 %, reflet d'une diminution du bénéfice d'exploitation et de l'augmentation des charges d'amortissements et dépréciation, atténuées en partie par la réduction de la dépense d'intérêts.

ANALYSE DE RÉSULTATS SECTORIELS

Les résultats analysés dans la présente section sont ceux de l'exercice terminé le 26 décembre 2010 et, lorsqu'ils sont comparés, ils sont comparés aux résultats de l'exercice terminé le 27 décembre 2009, à moins d'indication contraire.

RONA compte deux secteurs d'activité isolables : (1) distribution et (2) détail et commercial.

Le secteur du détail et commercial regroupe les activités des magasins corporatifs et franchisés de RONA (« Détail ») ainsi que les activités de sa Division du marché commercial et professionnel (« Commercial »).

Chiffres clés	Exercice terminé le			
	26 décembre 2010	27 décembre 2009	Variation \$ sur 2009	Variation % sur 2009
(en milliers de dollars)				
Ventes des secteurs				
Détail et commercial	3 624 361	3 540 227	84 134	2,4 %
Distribution	2 384 853	2 318 172	66 681	2,9 %
Total	6 009 214	5 858 399	150 815	2,6 %
Ventes intersectorielles et redevances				
Détail et commercial	-	-	-	-
Distribution	(1 209 349)	(1 181 040)	(28 309)	(2,4 %)
Total	(1 209 349)	(1 181 040)	(28 309)	(2,4 %)
Ventes				
Détail et commercial	3 624 361	3 540 227	84 134	2,4 %
Distribution	1 175 504	1 137 132	38 372	3,4 %
Total	4 799 865	4 677 359	122 506	2,6 %
Bénéfice d'exploitation				
Détail et commercial	266 479	252 840	13 639	5,4 %
Distribution	77 548	80 154	(2 606)	(3,3 %)
Total	344 027	332 994	11 033	3,3 %
Bénéfice d'exploitation (excluant éléments inhabituels)				
Détail et commercial	266 479	266 649	(170)	(0,1 %)
Distribution	77 548	80 154	(2 606)	(3,3 %)
Total	344 027	346 803	(2 776)	(0,8 %)
Marge d'exploitation				
Détail et commercial	7,35 %	7,14 %	-	+21 p.b.
Distribution	6,60 %	7,05 %	-	-45 p.b.
Total	7,17 %	7,12 %	-	+5 p.b.
Marge d'exploitation (excluant éléments inhabituels)				
Détail et commercial	7,35 %	7,53 %	-	-18 p.b.
Distribution	6,60 %	7,05 %	-	-45 p.b.
Total	7,17 %	7,41 %	-	-24 p.b.

Détail et commercial

Les ventes de 3 624,4 millions de dollars représentent une augmentation de 84,1 millions ou 2,4 %, résultat des acquisitions, d'une forte croissance de la Division du marché commercial et professionnel et de l'ouverture de nouveaux magasins. Les ventes comparables de l'exercice ont été stables.

L'absence de croissance des ventes comparables est principalement le reflet de la baisse continue de confiance des consommateurs et de la baisse des activités dans le secteur domiciliaire pendant la deuxième partie de l'année. Elle reflète en outre le fait que les crédits d'impôt à la rénovation domiciliaire offerts aux consommateurs l'année dernière n'ont pas été prolongés cette année. La croissance des ventes due aux acquisitions, aux nouveaux magasins et à la Division du marché commercial et professionnel a contribué à atténuer cette pression.

Les consommateurs sont plus prudents et dépensent de manière plus sélective parce qu'ils s'inquiètent de l'état de l'économie, de la création d'emploi et de leur niveau d'endettement. Cette attitude a eu comme résultat une diminution de l'achalandage dans les magasins et une diminution des ventes effectuées les fins de semaines ainsi que des ventes des services d'installation. Par contre, le montant dépensé par les consommateurs qui se rendaient dans les magasins était en légère hausse, démontrant ainsi que les initiatives de marchandisage et de service en magasin ont bien réussi.

Le malaise chez les consommateurs touche toutes les régions, mais il est plus marqué dans l'Ouest du Canada où les conditions économiques restent plus difficiles qu'ailleurs au Canada. Les ventes dans la région de l'Atlantique ont enregistré une légère hausse, et l'intégration des magasins du réseau Pierceys s'est poursuivie harmonieusement. Les magasins du Québec s'en sont raisonnablement bien tirés, particulièrement les magasins Réno-Dépôt et ceux qui sont passés de la bannière RONA Le Régional à la bannière RONA L'entrepôt, tandis que les ventes sur le marché commercial et professionnel ont été particulièrement fortes en Ontario. Ces conditions ont eu pour résultat que les ventes ont été relativement plus fortes dans l'Est du Canada que dans l'Ouest.

Les produits d'éclairage et les systèmes CVC (chauffage, ventilation, climatisation) sont les catégories qui ont connu le meilleur rendement de leur segment en 2010; les produits de marques privées et de marques contrôlées ont aussi connu de bons résultats, avec un taux de pénétration qui est passé de 19 % au début de l'exercice à 24 % à la fin. Les catégories des couvre-planchers, des produits saisonniers et des produits pour la cuisine, ainsi que les services d'installation, ont bénéficié en 2009 des crédits d'impôt à la rénovation domiciliaire offerts par les divers gouvernements. Ces catégories n'ont pas connu un aussi bon rendement en 2010, principalement parce que les crédits ont pris fin au début de l'exercice.

Les ventes de la Division du marché commercial et professionnel à ses clients et les ventes des magasins de détail à la clientèle commerciale et professionnelle ont été particulièrement élevées, bénéficiant du fait que beaucoup de projets d'infrastructure étaient en cours de réalisation et que le nombre de mises en chantier d'habitations était élevé. L'offre de service de la Compagnie et son fort pouvoir d'achat lui ont permis de continuer à gagner des parts de marché dans ce segment.

Le bénéfice d'exploitation s'est élevé à 266,5 millions de dollars, en hausse de 13,6 millions, ou 5,4 %, et la marge d'exploitation a augmenté de 21 points de base à 7,35 %. Exclusion faite des éléments inhabituels, la marge d'exploitation aurait été en baisse de 0,2 million de dollars, ou 0,1 %, et la marge d'exploitation aurait diminué de 18 points de base. Cette diminution est attribuable aux coûts de démarrage des nouveaux magasins qui n'ont pas encore atteint leur plein potentiel. La marge d'exploitation a aussi subi les effets de l'acquisition d'entreprises dont la marge est inférieure à la marge moyenne de RONA pour le secteur. Cette situation se corrigera graduellement à mesure que les synergies attendues s'installeront.

Distribution

Nettes des activités intersectorielles, les ventes du secteur de la distribution ont augmenté de 3,4 % pour s'élever à 1 175,5 millions de dollars. L'augmentation est due à l'expansion du réseau de marchands affiliés, à la hausse des ventes de bois d'œuvre à la suite de la mise en place d'un nouveau programme pour les marchands RONA et à l'acquisition de TruServ Canada, entreprise comptant 650 000 pieds carrés d'espace d'entreposage et de distribution qui réalise annuellement des ventes de distribution d'articles de quincaillerie de plus de 100 millions de dollars.

Le secteur de la distribution a enregistré un bénéfice d'exploitation de 77,5 millions de dollars, baisse de 2,6 millions, ou 3,3 %. La marge d'exploitation a diminué de 45 points de base, à 6,60 %. Malgré la hausse des ventes, le bénéfice et la marge d'exploitation de ce secteur ont été affectés par l'augmentation des frais de transport et par une forte hausse des ventes de produits de bois d'œuvre aux marchands affiliés ce qui est positif pour le taux de fidélité à RONA pour leurs achats, mais exerce une pression à la baisse sur la marge d'exploitation de la Compagnie, la marge sur ces produits étant plus faible que la marge moyenne. La marge d'exploitation a aussi subi les contrecoups de l'acquisition de TruServ Canada dont la marge est inférieure à la marge moyenne de RONA pour le secteur. Cette situation se corrigera graduellement à mesure que les synergies attendues s'installeront.

FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Pour l'exercice terminé le 26 décembre 2010, l'exploitation a généré 272,2 millions de dollars, comparativement à 258,5 millions en 2009. Nette des variations du fonds de roulement, l'exploitation a généré 124,1 millions de dollars, comparativement à 282,8 millions en 2009. Les différences au chapitre des flux de trésorerie ayant trait aux changements à des éléments du fonds de roulement sont principalement attribuables à une hausse du niveau d'inventaire, conséquence de l'ouverture de nouveaux magasins, de l'introduction de nouvelles gammes de produits de CVC (chauffage, ventilation et climatisation) dans la Division du marché commercial et professionnel, de l'ajout de nouvelles catégories de produits à travers notre réseau de détail, de l'ajout de nouveaux produits de marques privées et de marques contrôlées et des importations. Comme une partie grandissante de nos produits sont importés, nous avons volontairement devancé l'arrivée de certains produits afin d'éviter la situation problématique de transport que nous avons connu l'an dernier avec une partie de nos importations. La hausse du fonds de roulement est en outre attribuable à une augmentation des débiteurs découlant d'une plus forte proportion de ventes à la clientèle commerciale et professionnelle ainsi qu'à une baisse des comptes fournisseurs résultant d'importations plus élevées et de changements à la combinaison de produits.

Tout au long du dernier exercice, la Compagnie a exercé une gestion financière rigoureuse et un contrôle serré de ses investissements en immobilisations. Pour l'exercice terminé le 26 décembre 2010, RONA a investi 149,6 millions de dollars en immobilisations et en actifs incorporels, 12,3 millions de moins que les 161,9 millions investis en 2009. Ces investissements étaient destinés à l'expansion du réseau de vente au détail de la Compagnie, notamment à la construction de nouveaux magasins, à la réfection et à la mise à niveau de magasins existants ainsi qu'à des travaux d'entretien. RONA a également consacré une partie des investissements à l'amélioration continue de ses systèmes d'information afin d'accroître son efficacité opérationnelle.

Au cours du deuxième trimestre, avec l'approbation de la Bourse de Toronto, le conseil d'administration de RONA inc. a autorisé la Compagnie à racheter, dans le cours normal de ses activités, entre le 21 juin 2010 et le 20 juin 2011, un maximum de 3 250 000 actions ordinaires, représentant 2,5 % de ses 129 936 351 actions ordinaires émises et en circulation au 7 juin 2010. En vertu de l'offre publique de rachat, les rachats seront faits au cours du marché, par l'entremise de la Bourse de Toronto ou d'autres marchés canadiens de négociation de titres, conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Les actions ordinaires rachetées seront annulées. Au cours des six premiers mois civils complets de l'exercice, la moyenne quotidienne des opérations à la Bourse de Toronto a été de 293 413 actions ordinaires de la Compagnie. Considérant que la Compagnie peut racheter jusqu'à concurrence de 25 % de la moyenne quotidienne des opérations, elle peut racheter quotidiennement 73 353 actions ordinaires en plus des achats de blocs de titres. Puisqu'elle dispose de la marge de manœuvre financière nécessaire, la Compagnie utilisera le programme de rachat d'actions dans le cours normal de ses activités pour éliminer l'effet de dilution résultant de l'émission d'actions ordinaires au moment de l'acquisition d'entreprises. RONA estime que le rachat de ses actions ordinaires constitue une utilisation efficace de ses fonds et est dans le meilleur intérêt de la Compagnie et de ses actionnaires. Les actionnaires peuvent obtenir sans frais un exemplaire des documents déposés auprès de la Bourse relativement à l'offre de rachat en écrivant au secrétaire de RONA. Au cours des deuxième et troisième trimestres 2010, la Compagnie a racheté 2 230 067 actions pour une contrepartie de 31,6 millions de dollars afin d'éviter l'effet de dilution résultant de l'émission d'actions ordinaires au moment de l'acquisition de Pierceys.

Les flux de trésorerie provenant de l'exploitation, ainsi que les fonds disponibles au début de l'exercice ont été utilisés au cours de la période pour financer les acquisitions, les dépenses en immobilisations et le fonds de roulement. Par conséquent, la dette nette était en hausse de 185,4 millions de dollars par rapport au 27 décembre 2009. Au 26 décembre 2010, RONA pouvait compter sur 75,6 millions de dollars d'encaisse, montant qui sera déployé au cours des prochains trimestres pour réaliser divers projets de croissance dans le cadre de la Phase 2 de son plan stratégique 2008-2011. RONA a également accès à une facilité de crédit non utilisée pouvant atteindre 650 millions de dollars.

Le conseil d'administration a mis en place une nouvelle politique de dividende et a annoncé, le 8 décembre 2010, que lorsqu'un dividende en espèces sera déclaré, il sera versé aux porteurs d'actions ordinaires de RONA sur une base semestrielle. Le premier paiement, un dividende de 0,07 \$ par action, sera payable le 25 mars 2011 aux actionnaires inscrits le 10 mars 2011. Le conseil d'administration reverra cette politique de temps à autre en fonction du flux de trésorerie et des bénéfices de la Compagnie, de sa position financière et d'autres facteurs pertinents.

Le 22 février 2011, RONA a émis des actions privilégiées catégorie A série 6 pour un produit brut de 150 millions de dollars. Le produit net tiré du placement sera affecté par RONA à réduire son niveau d'endettement et à contribuer au financement des futures acquisitions, des projets d'immobilisations ainsi qu'aux besoins généraux de la Compagnie. Ce placement solidifiera davantage le bilan de RONA, diversifiera ses sources de financement et augmentera sa marge de manœuvre financière en vue de continuer l'exécution de son plan stratégique. Le lecteur peut trouver des renseignements détaillés sur ces actions dans le communiqué de la Compagnie émis le 1er février 2011.

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des obligations contractuelles de la Compagnie au 26 décembre 2010, y compris les contrats de location-exploitation hors bilan utilisés dans le cours normal des affaires. La Compagnie a en outre conclu des arrangements hors bilan, tels que des conventions de rachat de biens en stocks et des garanties d'emprunts hypothécaires; ces arrangements n'apparaissent pas au tableau ci-dessous. La Compagnie se porte garante d'emprunts hypothécaires pour un montant de 0,7 million de dollars. Ces emprunts s'échelonnent jusqu'en 2012, et la valeur nette comptable des actifs détenus en garantie, principalement composés de terrains et de bâtiments, est de 5,5 millions de dollars. En vertu de conventions de rachat de biens en stocks, la Compagnie s'est engagée auprès d'institutions financières à racheter les stocks de certains de ses clients à une moyenne de 61 % de la valeur au coûtant des stocks, pour un montant maximal de 69,8 millions de dollars. Dans l'éventualité d'un recours, les stocks seraient écoulés dans le cours normal des activités de la Compagnie. Ces conventions ont une durée indéterminée, mais peuvent être résiliées par la Compagnie avec un préavis de 30 jours. De l'avis de la direction, la probabilité que des paiements importants soient engagés en vertu de ces obligations est faible. Enfin, au 26 décembre 2010, des lettres de crédit à l'importation totalisant 32,4 millions de dollars étaient en circulation pour l'achat de divers produits, principalement des produits saisonniers.

Obligations contractuelles selon l'échéance (au 26 décembre 2010)

Obligations contractuelles	Versements à effectuer selon l'échéance (milliers de dollars)				
	Total	Moins de un an	1 à 2 ans	3 à 4 ans	5 ans et plus
Emprunts à long terme	442 391	5 408	20 813	5 252	410 918
Obligations relatives aux biens loués	3 680	2 024	1 055	450	151
Contrats de location exploitation	1 048 806	125 411	224 122	188 909	510 364
Autres obligations à long terme	26 369	15 719	9 850	800	-
Total	1 521 246	148 562	255 840	195 411	921 433

**Données sur les actions en circulation
(au 11 février 2011)**

Actions ordinaires	130 075 431
Options non exercées	1 964 344
Total	132 039 775

Même si des fonds ont été utilisés pour financer des acquisitions et des dépenses en immobilisations au cours de la dernière année, le bilan de RONA est resté solide. Le 26 décembre 2010, le ratio dette nette totale / capital utilisé était de 16,9 %, comparativement à 10,4 % le 27 décembre 2009. Le ratio capitaux propres / total de l'actif atteignait 64,6 % à la fin de l'exercice 2010, alors qu'il était de 64,7 % au 27 décembre 2009.

L'exploitation de la Compagnie produit des flux financiers importants. Avec un niveau d'endettement relativement bas et des taux fixés à long terme sur la majeure partie de sa dette à long terme, RONA dispose en outre de liquidités importantes et d'un accès à plusieurs millions de dollars de crédit à des taux compétitifs. Les ressources financières de la Compagnie sont donc suffisantes pour poursuivre le développement de façon disciplinée sur quatre vecteurs de croissance : croissance clients, construction de nouveaux magasins, recrutement de marchands affiliés et acquisitions.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Les résultats de RONA varient beaucoup d'un trimestre à l'autre en raison de la forte saisonnalité liée aux activités de rénovation-construction. Les plus fortes périodes de l'année sont le printemps et l'automne, avec comme résultat que plus de 80 % du bénéfice net annuel de la Compagnie est généré au cours des deuxième et troisième trimestres de l'exercice. De plus, les ventes du premier trimestre sont toujours inférieures à celles des trois autres, en raison du faible niveau d'activité du secteur de la rénovation-construction en hiver. Enfin, des conditions météorologiques défavorables peuvent avoir une incidence importante sur les ventes. Avec la croissance de la proportion des activités de la Compagnie provenant du secteur du détail, l'effet saisonnier du premier trimestre se révèle également plus important en 2008, 2009 et 2010 que par les années passées. Le deuxième trimestre, quant à lui, est toujours le plus fort de l'exercice, suivi du troisième.

**Résultats financiers trimestriels consolidés
(En millions de dollars, à l'exception des bénéfices par action)**

	2010				2009				2008*
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Ventes	1 136,6	1 313,7	1 398,2	951,4	1 140,9	1 320,5	1 369,9	846,0	1 124,6
Bénéfice d'exploitation	67,6	106,7	134,5	35,3	78,8	105,8	122,9	25,5	75,3
Bénéfice d'exploitation (excluant éléments inhabituels)	67,6	106,7	134,5	35,3	78,4	111,8	131,1	25,5	76,2
Bénéfice net (perte nette)	22,2	50,2	67,8	3,0	30,9	49,1	60,8	(2,5)	29,8
Bénéfice net (perte nette) (excluant éléments inhabituels)	22,2	50,2	67,8	3,0	30,6	53,3	66,5	(2,5)	30,4
Bénéfice (perte) par action (\$)	0,17	0,38	0,52	0,02	0,24	0,38	0,51	(0,02)	0,26
Bénéfice (perte) par action (\$) (excluant éléments inhabituels)	0,17	0,38	0,52	0,02	0,24	0,41	0,56	(0,02)	0,26
Bénéfice (perte) dilué(e) par action (\$)	0,17	0,38	0,52	0,02	0,24	0,38	0,51	(0,02)	0,25
Bénéfice (perte) dilué(e) par action (\$) (excluant éléments inhabituels)	0,17	0,38	0,52	0,02	0,23	0,41	0,55	(0,02)	0,26

* Les résultats de l'exercice 2008 ont été retraités pour tenir compte de l'application du chapitre 3064 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA), « *Écarts d'acquisition et actifs incorporels* ».

Croissance annuelle des ventes comparables Neuf derniers trimestres

T4-2008*	T1-2009	T2-2009	T3-2009	T4-2009	T1-2010	T2-2010	T3-2010	T4-2010
-1,4 %	-8,5 %	-6,2 %	-5,3 %	+0,7 %	+10,8 %	+0,9 %	-2,3 %	-6,4 %

* Les ventes comparables ont été retraitées pour 2008 afin de refléter les ventes sans ajustements pour les jours fériés et la déflation de matériaux.

La reprise économique commencée pendant le deuxième semestre de 2009 s'est poursuivie en 2010. Il y a bien eu un regain d'activité économique au cours du premier trimestre de 2010, mais le rythme a quelque peu ralenti au cours des trois trimestres suivants, ce qui a donné une croissance économique positive, mais modérée pour l'ensemble de l'exercice.

Alors que l'économie se relevait, la confiance des consommateurs a enregistré une baisse au cours de l'année, et au deuxième semestre, on a constaté un ralentissement du marché de l'habitation comparativement à 2009. De plus, les mesures incitatives mises en place par les divers gouvernements en 2009 sous forme de crédit d'impôts à la rénovation domiciliaire ont pris fin au début de 2010.

Au début de 2009, la confiance des consommateurs était à son plus bas depuis janvier 2005. Elle s'est améliorée au fil de 2009, mais a recommencé à fléchir au début de 2010. Elle n'a pas atteint les niveaux de 2009, mais s'est plutôt relativement stabilisée au deuxième semestre à un niveau inférieur à ce qu'elle avait été entre le milieu de 2006 et le début 2008.

RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE

Les résultats analysés dans la présente section sont ceux de la période de treize semaines terminée le 26 décembre 2010 et, lorsqu'ils sont comparés, ils sont comparés aux résultats de la période de treize semaines terminée le 27 décembre 2009, à moins d'indication contraire.

Les ventes consolidées pour le quatrième trimestre de 2010 ont atteint 1 136,6 millions de dollars, en baisse de 4,4 millions ou 0,4 %, reflétant une baisse de 16,5 millions, ou 1,9 % des ventes du secteur du détail et commercial, baisse en partie atténuée par une augmentation de 12,1 millions, soit 4,6 % des ventes du secteur de la distribution. Les ventes comparables ont enregistré une baisse de 6,4 %.

En 2009, les ventes du secteur du détail et commercial ont bénéficié de la confiance accrue des consommateurs et des programmes de crédit d'impôts à la rénovation domiciliaire qui tiraient à leur fin, tandis qu'en 2010, la confiance des consommateurs était vacillante, et les programmes de crédits d'impôt avaient pris fin au début de l'année. De plus, tant la revente de maisons que les mises en chantier ont enregistré des baisses de plus de 10 % au quatrième trimestre 2010. La baisse des ventes découlant de ces facteurs a plus que tempéré la croissance des ventes résultant des acquisitions et des ouvertures de nouveaux magasins. Les ventes du secteur de la distribution ont aussi été affectées par ces facteurs, mais les effets ont été plus qu'atténués par la croissance résultant de l'expansion du réseau de marchands affiliés.

Le bénéfice d'exploitation s'est élevé à 67,6 millions de dollars, diminution de 11,3 millions, ou 14,3 %, résultat d'une diminution de 9,9 millions, ou 15,6 % du bénéfice d'exploitation du secteur du détail et commercial et d'une baisse de 1,4 million de dollars, ou 8,9 % du bénéfice d'exploitation du secteur de la distribution. Exclusion faite des éléments inhabituels, le bénéfice d'exploitation a enregistré une baisse de 10,9 millions de dollars, ou 13,9 %.

La marge d'exploitation a diminué de 97 points de base, à 5,94 %, baisse attribuable à une diminution de 101 points de base dans le secteur du détail et commercial et de 77 points de base pour le secteur de la distribution. Exclusion faite des éléments inhabituels, la marge d'exploitation était en baisse de 93 points de base.

Les baisses du bénéfice d'exploitation et de la marge d'exploitation résultent d'une diminution des ventes et d'une augmentation des frais généraux et des frais administratifs dus aux acquisitions, aux travaux de rénovation et de construction dans le secteur du détail et commercial. Les baisses s'expliquent également par l'augmentation des frais de transport et une forte hausse des ventes de produits de bois d'œuvre aux marchands affiliés ce qui est positif pour le taux de fidélité à RONA pour leurs achats, mais exerce une pression à la baisse sur la marge d'exploitation de la distribution, la marge sur ces produits étant plus faible que la marge moyenne. La marge d'exploitation consolidée a aussi subi les contrechocs des acquisitions de l'année dont les marges sont inférieures à la marge moyenne de RONA pour le secteur. Cette situation se corrigera graduellement à mesure que les synergies attendues se réaliseront.

Au quatrième trimestre de 2010, le bénéfice net a diminué de 8,7 millions de dollars, ou 28,1 %, à 22,2 millions, ou 0,17 \$ par action (dilué). La baisse du bénéfice net est principalement due à une diminution de 11,3 millions de dollars du bénéfice d'exploitation et à une augmentation des dépenses d'amortissement, partiellement contrebalancées par une baisse des impôts sur les bénéfices et des charges d'intérêts. Exclusion faite des éléments inhabituels comptabilisés en 2009 relativement à la fermeture de magasins du secteur du détail et commercial, le bénéfice net était en baisse de 8,4 millions de dollars, ou 27,5 %.

PERSPECTIVES

La Compagnie a procédé à des changements organisationnels à la fin de 2010 pour regrouper ses éléments et tirer parti des forces réunies de son modèle d'affaires unique. Ces changements signifient l'adoption d'une approche plus concertée pour l'exploitation et l'expansion du réseau de détail de RONA ainsi qu'une importance plus grande accordée aux régions afin de mieux répondre aux besoins des marchés locaux. Ces changements visent à optimiser et à consolider la présence de RONA dans les principaux marchés urbains et régionaux en vue de devenir le chef de file dans chacun de ces marchés cibles.

Même si la reprise économique se poursuit, elle avance lentement, et il subsiste des inquiétudes. L'incertitude économique persistante continuera donc d'exercer une pression sur les ventes et sur la croissance des bénéfices au cours du prochain trimestre, compte tenu, particulièrement, des effets des crédits d'impôt à la rénovation domiciliaire et du printemps hâtif qui ont affecté les résultats du premier trimestre de 2010. Les données fondamentales concernant l'industrie sont néanmoins optimistes :

- le marché domiciliaire canadien reste relativement fort comparativement à la plupart des autres pays;
- il y a, dans le marché de la rénovation, une demande latente due au vieillissement du parc immobilier et au fait que beaucoup de propriétaires, inquiets face aux risques du crédit et de l'endettement, ont retardé l'exécution de travaux majeurs; et
- au Canada, les taux d'intérêt demeurent faibles.

RONA est en excellente position pour capitaliser sur le regain d'énergie du marché lorsqu'il se produira. La Compagnie peut compter sur :

- un levier opérationnel plus puissant que jamais grâce aux réalisations de son programme PEP,
- un réseau considérablement plus grand et plus diversifié que par le passé, résultat de ses succès sur les plans du recrutement, des acquisitions stratégiques, de l'ouverture de nouveaux magasins et d'investissements continus dans la rénovation et la relocalisation de magasins.

À mesure que 2011 avancera, la nouvelle approche structurelle et régionale concertée se traduira en avantages considérables. RONA prévoit également élargir son secteur de la distribution et son secteur commercial et professionnel et ainsi réduire la nature cyclique de ses opérations en poursuivant la consolidation de sa position sur le marché canadien.

Les progrès réalisés en 2010 – et l'impulsion donnée par les nombreuses initiatives lancées et celles qui sont en préparation – permettront à la Compagnie, lorsque les conditions du marché s'amélioreront, d'enregistrer une croissance des profits de plus de 10 % et d'améliorer graduellement le rendement sur le capital tout en conservant une cote de crédit de première qualité et en réduisant les effets cycliques de ses opérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le développement durable est une composante essentielle du plan stratégique de RONA. Des programmes clés ont été élaborés et mis en place pour répondre aux objectifs de la Compagnie. Au cours de la dernière année, RONA a lancé un certain nombre d'initiatives de développement durable touchant ses produits, ses politiques d'approvisionnement, son empreinte environnementale et sa gouvernance.

RONA a commercialisé ses produits RONA ÉCO et écoresponsables pour la première fois en 2008. Au cours de la dernière année, elle a franchi une autre étape importante avec la publication d'un guide en ligne innovateur pour la rénovation écoresponsable. Ce guide aide les clients à prendre des décisions écoresponsables au moment d'entreprendre des projets de rénovation ou de construction. Ce guide pratique et facile d'utilisation, basé sur l'approche du cycle de vie, a été réalisé en collaboration avec la Chaire internationale en analyse du cycle de vie de l'École Polytechnique de Montréal, Équiterre et Écohabitation. Il s'agit de l'outil le plus complet et le plus convivial de sa catégorie et, de l'avis d'un expert, c'est une initiative sans précédent en Amérique du Nord.

L'approche basée sur le cycle de vie analyse les impacts des produits et des actions de façon globale. C'est la même approche utilisée pour évaluer les produits et déterminer s'ils répondent aux normes des produits RONA ÉCO ou écoresponsables. Pour être accepté dans la gamme RONA ÉCO, un produit doit laisser, au cours de son cycle de vie, une empreinte environnementale plus faible que les produits équivalents conventionnels. Pour être reconnus écoresponsables, les produits doivent présenter une ou plusieurs qualités qui contribuent à diminuer leur impact sur l'environnement à l'une ou l'autre des étapes de leur cycle de vie, tandis que les produits RONA ÉCO doivent fournir une performance environnementale supérieure sur l'ensemble des étapes de leur cycle de vie.

En avril 2008, RONA a lancé les huit premiers produits RONA ÉCO ainsi que 500 produits écoresponsables. Depuis ses modestes débuts, le programme s'est développé en raison de l'accueil enthousiaste des consommateurs partout au Canada. Les magasins RONA offrent maintenant quelque 450 produits RONA ÉCO – des produits d'entretien aux engrais, en passant par les récupérateurs d'eau de pluie, les moulures, et bien d'autres articles, sans oublier plus de 1700 produits écoresponsables.

En ce qui concerne les pratiques d'achat, RONA a présenté en novembre dernier sa nouvelle *Politique d'approvisionnement responsable* (PAR). Celle-ci chapeaute les politiques d'approvisionnement spécifiques à certaines catégories de produits déjà mises en place par l'entreprise, dont la *Politique d'approvisionnement des produits du bois* et la politique mettant fin à la vente de pesticides de synthèse à des fins esthétiques. Cette nouvelle politique actualise le code d'achat responsable introduit en 2002. La PAR de RONA concerne tous les produits et services offerts en magasin, ainsi que les biens et services utilisés par la Compagnie.

Par l'entremise de cette politique, RONA vise à s'assurer que les produits qu'elle vend :

- aient le moins d'impact possible sur l'environnement ;
- soient le fruit du labeur de travailleurs dont les droits sont respectés ;
- contribuent au développement socioéconomique local et régional au Canada.

Afin de bien connaître tous les enjeux reliés à l'approvisionnement responsable, RONA a articulé le développement de sa politique sur des principes rigoureusement définis, issus de l'analyse des meilleures pratiques à travers le monde et de la consultation de parties prenantes reconnues. Ces parties prenantes comprenaient des fonds d'investissement responsables, des groupes d'intérêts, des experts spécialisés dans les secteurs social et environnemental, ainsi que des fournisseurs.

En novembre dernier, RONA a fait état des avancées de sa politique d'approvisionnement des produits du bois, lancée à l'automne 2008. Cette politique a pour but d'aider à protéger nos forêts et à encourager les consommateurs à acheter du bois provenant de forêts qui sont gérées de façon responsable et durable.

En vertu de sa politique d'approvisionnement des produits du bois, qui s'appuie sur des objectifs précis et mesurables définis rigoureusement après consultation de diverses parties prenantes, RONA a pris l'engagement formel de favoriser la gestion forestière responsable par ses pratiques d'achat. À cette fin, elle a multiplié ses efforts au cours des deux dernières années afin de réaliser les objectifs fixés dans le cadre de la politique. Dans certains cas, elle les a atteints même deux années plus tôt que prévu. En conséquence, dans les magasins de détail corporatifs et franchisés de RONA :

- la totalité du bois d'œuvre (épinette, pin et sapin) et des produits de contreplaqué de résineux destiné à la vente provient de forêts certifiées ;
- 30 % des produits du bois disponibles dans les magasins corporatifs de RONA détiennent un sceau d'attestation ;
- 25 % du bois d'œuvre destiné à la vente dans les magasins corporatifs et franchisés provient de forêts certifiées FSC (Forest Stewardship Council). Cet objectif prévu pour la fin de 2012 a été atteint deux ans plus tôt que l'échéance fixée.

RONA a également reçu la certification FSC de Rainforest Alliance pour la chaîne de traçabilité de ses produits du bois dans dix de ses magasins et trois centres de distribution. RONA est la plus importante entreprise de quincaillerie-rénovation en Amérique à avoir obtenu la certification FSC à ce jour.

En plus de ces réalisations, six magasins RONA offrent maintenant du bois d'œuvre provenant exclusivement de forêts certifiées FSC. Notons que le bois provenant de forêts certifiées FSC est disponible en moins grande quantité à l'heure actuelle au Canada et que RONA désire en faciliter l'accessibilité.

En ce qui concerne sa propre empreinte environnementale, RONA a adopté une approche proactive de gestion des matières résiduelles, qui vise à détourner des sites d'enfouissement les déchets générés par ses activités. Cette approche n'a pas seulement des retombées environnementales ; elle procure à l'entreprise des avantages financiers, car elle permet d'éviter des coûts et de générer des revenus à partir des matériaux récupérés. En octobre 2010, forte du succès d'un projet pilote, RONA a annoncé diverses mesures visant à réduire l'empreinte environnementale de ses magasins. Ces mesures se concentrent sur l'efficacité énergétique et sur la gestion des matières résiduelles, notamment au moyen d'une initiative « zéro déchet ». L'entreprise poursuit activement la mise en place de nouveaux programmes dans toute l'organisation afin d'assumer un rôle de chef de file dans la protection de l'environnement.

Ces diverses mesures touchent à plusieurs facettes du développement durable et illustrent l'engagement de RONA à en faire une partie intégrante de son plan stratégique.

Des normes élevées de gouvernance sont également essentielles au développement durable. Le conseil d'administration a adopté une nouvelle politique proactive qui comprend la publication d'un survol de ses politiques en matière de gouvernance et de rémunération sur le [site Web de l'entreprise](#), ainsi que la communication de tout changement important aux parties prenantes de façon proactive. En outre, des moyens seront mis à la disposition des parties prenantes pour qu'elles puissent soumettre au conseil toute recommandation ou suggestion visant à améliorer les pratiques de gouvernance et de rémunération de RONA.

RISQUES ET INCERTITUDES

Le contrôle et l'amélioration des opérations sont des préoccupations constantes chez RONA. Dans cette perspective, l'identification et la gestion des risques sont des facteurs importants. RONA a cerné et évalué les principaux risques d'entreprise qui pourraient avoir des conséquences négatives sur l'atteinte des objectifs et, subséquemment, sur le rendement de la Compagnie. Elle a aussi mis en place un cadre formel de gestion des risques stratégiques.

RONA gère ces risques de façon continue et a mis en place de nombreuses activités dont l'objectif est d'atténuer les risques principaux qui sont mentionnés dans la section suivante afin d'en atténuer les impacts financiers.

Marché et concurrence

La concurrence est très vive dans l'industrie de la rénovation domiciliaire, de la quincaillerie et du jardinage où RONA évolue. Les concurrents de RONA sont de grandes chaînes nationales et multinationales, de nombreux groupes régionaux et des magasins indépendants.

Les tendances dans le secteur de la rénovation–construction ont une incidence directe sur RONA. Les ventes de l'entreprise sont liées, dans une certaine mesure, au nombre de mises en chantier d'habitations, à la revente de maisons, à l'intérêt des consommateurs pour la rénovation et aux coûts de logement. De plus, la demande de produits de rénovation, de quincaillerie et de jardinage est en partie tributaire des goûts des consommateurs et des tendances qui se dessinent. RONA doit donc rester à l'affût des besoins et des demandes de ses clients. RONA bénéficie cependant d'une excellente répartition de ses activités soit géographiquement, par secteur d'activité, par bannière et par type de magasins.

Le secteur dans lequel RONA évolue a un caractère hautement saisonnier. Les conditions météorologiques peuvent aussi avoir un certain impact sur les ventes. De plus, les ventes du premier trimestre de l'exercice sont toujours inférieures à celles des trois autres à cause du faible niveau d'activité du secteur de la rénovation en hiver.

Ces différents facteurs peuvent avoir des impacts importants sur la situation financière de la Compagnie.

L'économie

Une partie significative des dépenses dans le secteur de la rénovation, de la quincaillerie et du jardinage sont des dépenses discrétionnaires et, par conséquent, sont sensibles à la vigueur de l'économie ainsi qu'à la confiance et au pouvoir d'achat des consommateurs. En outre, le bois d'œuvre, les matières premières et d'autres matériaux de construction sont des marchandises dont les prix fluctuent en fonction des marchés, ce qui a des incidences sur les ventes de la Compagnie.

Tel que mentionné précédemment, la conjoncture économique a des incidences sur les résultats de RONA. Même si la reprise économique est amorcée, l'année 2010 a été marquée par une baisse de la confiance des consommateurs et par un ralentissement des activités dans le secteur de l'habitation par rapport à 2009, tant pour les mises en chantier d'habitations que pour la revente de logements existants. Cependant, RONA exerce une gestion rigoureuse de son bilan, suit un modèle d'affaires diversifié et a mis en place le programme PEP qui a permis d'améliorer l'efficacité de ses opérations. Comme elle l'a fait dans le passé, la direction prend des mesures proactives pour ce qui est des incidences de la conjoncture économique.

Par ailleurs, différents facteurs tels que le taux de change, le taux de chômage, les taux d'intérêts, les conditions générales de crédit et les prix des marchandises comme le bois d'œuvre, le cuivre, le gaz, l'électricité et le gaz naturel peuvent aussi avoir une influence négative sur les résultats financiers de la Compagnie.

Ressources humaines

Pour atteindre ses objectifs, RONA doit attirer, former et retenir un grand nombre d'employés compétents, tout en contrôlant la masse salariale. Sa capacité à contrôler les coûts de main-d'œuvre est sujette à de nombreux facteurs externes, notamment les taux de rémunération et d'assurances collectives.

L'incapacité à attirer, former et retenir des employés compétents pourrait avoir un impact sur la capacité de croissance et la performance financière de la Compagnie.

Technologie de l'information

Étant donné le modèle d'affaires de RONA et sa croissance par acquisitions, la structure de la technologie de l'information est complexe. La Compagnie a fait des investissements importants en technologie, et elle continuera à le faire autant dans ses magasins que dans ses centres de distributions et ses centres administratifs. Ces investissements permettront d'intégrer ces systèmes, de simplifier la structure de sa plateforme technologique, de répondre à certaines exigences opérationnelles et de profiter de l'évolution de la technologie. L'incapacité à intégrer ces systèmes dans un délai raisonnable pourrait nuire à la capacité de la Compagnie d'atteindre les résultats financiers escomptés.

Réputation

La Compagnie offre une vaste gamme de produits de multiples marques différentes, y compris sa propre marque. Une atteinte à la réputation de ces marques pourrait être dommageable pour l'entreprise si elle se répercutait sur la perception de l'entreprise par les consommateurs. Beaucoup d'autres facteurs peuvent affecter la réputation de l'entreprise et avoir des incidences importantes sur son rendement : non-conformité à des lois ou règlements, notamment en matière environnementale, poursuites judiciaires contre l'entreprise ou divulgation de renseignements personnels ou confidentiels.

Chaîne d'approvisionnement

La Compagnie doit prévoir et satisfaire adéquatement les besoins de ses magasins en marchandise. À cet égard, elle est tributaire de ses fournisseurs nationaux et internationaux qui doivent l'approvisionner en temps opportun et au meilleur prix possible, tout en respectant ses normes de qualité. Il est important pour RONA d'établir des relations solides et durables avec ses fournisseurs pour éviter des ruptures de stock ou une variation imprévue du prix des marchandises.

Dans ce contexte, RONA se doit de gérer de façon optimale la chaîne d'approvisionnement puisque son incapacité à le faire pourrait affecter sa situation financière.

Acquisition, recrutement, intégration et développement

Les acquisitions et le recrutement sont deux des quatre vecteurs de la stratégie de développement de RONA. La Compagnie peut avoir la volonté de faire une acquisition ou un recrutement, mais rien ne garantit qu'il lui sera possible d'acquérir une entreprise qui satisfait à ses critères rigoureux de sélection. RONA a pour objectif d'intégrer et de fidéliser rapidement les entreprises acquises et recrutées afin de réaliser les bénéfices escomptés. De plus, la volonté de développement de la Compagnie peut se heurter à l'incapacité de trouver des emplacements adaptés au développement.

Exigences législatives et réglementaires

RONA met tout en œuvre pour s'assurer de respecter les lois et les règlements, mais des poursuites judiciaires ou des litiges avec des tiers pourraient affecter négativement sa situation et ses résultats.

Normes comptables

Les nouvelles Normes internationales d'information financière applicables en 2011 et les PCGR actuels sont complexes et exigent de faire de nombreuses hypothèses et estimations et peuvent faire l'objet de jugements de la part de la direction. De plus, ces règles sont sujettes à changement. Des modifications à ces principes, hypothèses et estimations peuvent avoir des incidences sur les résultats financiers de RONA.

De plus, au cours de l'exercice terminé le 26 décembre 2010, aucun changement aux contrôles internes à l'égard de l'information financière n'a été fait qui aurait eu une incidence importante ou dont on peut raisonnablement penser qu'il pourrait avoir une incidence importante sur les contrôles.

Disponibilité de financement

La Compagnie pourrait ne pas avoir accès au financement nécessaire pour certains de ses vecteurs de croissance, ce qui l'empêcherait de conclure des acquisitions d'entreprise ou de retarder des investissements en capital.

La faible disponibilité de financement peut avoir des conséquences de divers ordre pour la Compagnie. Le manque de financement peut réduire la capacité de RONA de poursuivre ses objectifs de croissance, l'empêcher d'acquérir d'autres magasins ou l'obliger à reporter les investissements planifiés dans des magasins existants. La Compagnie pourrait ne pas atteindre les objectifs de croissance, ce qui aurait une incidence défavorable sur ses résultats financiers.

La direction est d'avis que RONA dispose actuellement du financement nécessaire à son développement

MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Aucun changement majeur ne s'est produit depuis la publication du *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 27 décembre 2009*.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES NON ENCORE APPLIQUÉES

Normes internationales d'information financière (IFRS)

En 2009, le Conseil des normes comptables du Canada (CNC) a confirmé que les PCGR canadiens, pour les entités ayant une obligation d'information du public, seront remplacés par les IFRS avec prise d'effet au cours de l'année 2011. Les IFRS utilisent un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR du Canada, mais comportent des différences importantes au chapitre de la comptabilisation, de l'évaluation, de la présentation et de l'information à fournir.

Pour la Compagnie, la conversion aux IFRS sera exigée pour les états financiers des périodes ouvertes à compter du 27 décembre 2010. Les données comparatives devront être retraitées afin de respecter les IFRS. Par conséquent, la Compagnie a élaboré un plan de conversion IFRS qui porte sur les principaux éléments qui seront touchés, y compris l'information financière, les opérations de la Compagnie, les systèmes et processus, les contrôles internes ainsi que les communications et la formation. Ce plan se compose de quatre phases : Phase 1 – Diagnostic préliminaire, planification et la définition de l'étendue, Phase 2 – Évaluation détaillée, Phase 3 – Définition de la solution et Phase 4 – Mise en place.

Tel que prévu, la Compagnie a substantiellement complété son plan de conversion. Les états financiers consolidés au 26 décembre 2010 en IFRS sont en préparation.

Le tableau qui suit est un sommaire des principales activités et de l'état d'avancement du projet de conversion de la Compagnie :

Principales activités	État d'avancement
Informations financières	
<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les différences entre les IFRS et les conventions comptables actuelles de la Compagnie, choisir des conventions comptables IFRS et analyser les impacts sur les états financiers de la Compagnie. • Analyser et choisir les exemptions de l'IFRS 1 que la Compagnie prévoit retenir lors de la transition aux IFRS. • Préparer le bilan d'ouverture, la note de transition et les états financiers IFRS modèles. <ul style="list-style-type: none"> • Préparer des états financiers intermédiaires 2010 en IFRS. <ul style="list-style-type: none"> • Préparer un manuel de politiques et conventions comptables. 	<ul style="list-style-type: none"> • Complété. <ul style="list-style-type: none"> • Complété. <ul style="list-style-type: none"> • Le bilan d'ouverture pour usage interne a été préparé au cours du deuxième trimestre de 2010 et présenté au Comité de vérification le 10 août 2010. Les états financiers modèles ont été préparés au cours du troisième trimestre et présentés au Comité de vérification le 9 novembre 2010. • Des versions préliminaires du compte consolidé de résultats (état des résultats consolidés) et l'état de la situation financière (bilan) intermédiaires des trois premiers trimestres de 2010 ont été préparés et présentés au Comité de vérification. • Un manuel de politiques et conventions comptables est actuellement en cours de révision.
Opérations de la Compagnie	
<ul style="list-style-type: none"> • Réviser les contrats importants, notamment ceux reliés au financement, afin de s'assurer du respect de certaines clauses suite au basculement aux IFRS. • Valider l'impact des changements sur les programmes de rémunération. 	<ul style="list-style-type: none"> • Complété – aucun impact majeur. <ul style="list-style-type: none"> • Complété – aucun impact sur les calculs des montants attribuables aux programmes de rémunération à court terme et à long terme.
Systèmes et processus	
<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les changements requis au niveau des systèmes informatiques et des processus de la Compagnie. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les ajustements requis aux processus et systèmes ont été faits. La Compagnie utilise son système de consolidation et des procédés manuels pour produire deux jeux d'états financiers en parallèle pour 2010.
Contrôles internes	
<ul style="list-style-type: none"> • Pour tous les changements aux politiques et conventions comptables, évaluer les contrôles internes à l'égard de l'information financière et les contrôles et procédures de communication de l'information des points de vue de la conception et de l'efficacité. • Mise en œuvre des modifications qui s'imposent tout au long de 2010. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les changements proposés aux conventions comptables ont été approuvés par la direction et présentés au Comité de vérification. • Les modifications requises aux contrôles internes ont été identifiées et mises en application. <ul style="list-style-type: none"> • Les tests d'efficacité des contrôles ont été effectués au cours de l'exercice financier 2010 et se poursuivront en 2011. Une attention particulière sera accordée aux contrôles qui touchent des changements importants aux conventions comptables, à ceux relatifs aux nouveaux processus ou systèmes déployés et aux contrôles spécifiques à la période de transition.
Communications et formation	
<ul style="list-style-type: none"> • Former les employés participants aux ateliers. • Sensibiliser les différents intervenants en comptabilité quant aux changements à venir. • Former les employés touchés par les changements de politiques et de conventions. • Informer les membres du Comité de direction de la Compagnie des impacts du passage aux IFRS. 	<ul style="list-style-type: none"> • Complété. <ul style="list-style-type: none"> • Les contrôleurs des différentes filiales ont été informés des changements à venir. • Des formations plus spécifiques ont été données aux employés touchés. • Le Comité de direction a été informé des changements de conventions comptables les plus importants.

Incidences possibles de la mise en œuvre

Les différences entre les IFRS et les normes canadiennes qui toucheront RONA ont été quantifiées selon les normes en vigueur au 1er janvier 2011. Par contre, les méthodes comptables choisies par la direction et leur application pourraient devoir être ajustées avant la parution des états financiers annuels de 2011 afin de refléter l'incidence de l'un ou l'autre des éléments suivants : (i) l'évaluation des obligations d'information financière découlant de la publication de normes nouvelles ou révisées par l'International Accounting Standards Board (IASB); (ii) la modification de méthodes comptables choisies par la direction. De plus, les impacts qui sont mentionnés ci-après n'ont pas encore tous faits l'objet d'une vérification et d'autres différences pourraient s'ajouter.

IFRS 1, *Première application des Normes internationales de présentation de l'information financière*, prévoit des exemptions facultatives et des exceptions obligatoires, à l'exigence générale d'application rétrospective intégrale des IFRS. La Compagnie a analysé les divers choix de méthodes comptables possibles et mettra en œuvre celles qu'elle a jugées comme convenant le mieux.

Le tableau qui suit est un résumé des principales exemptions de l'IFRS 1 dont la Compagnie compte se prévaloir à la transition :

Champs d'application	Sommaire des exemptions
Regroupements d'entreprises	Choix possible : la Compagnie peut choisir de ne pas appliquer l'IFRS 3, <i>Regroupements d'entreprises</i> , de façon rétrospective à la date de basculement ou peut choisir de l'appliquer à une date antérieure de son choix. Choix de RONA : l'IFRS 3 sera appliqué à compter de la date de transition soit le 28 décembre 2009, donc aucun impact n'est anticipé à la date de transition.
Paiement fondé sur des actions	Choix possible : l'IFRS 2, <i>Paiement fondé sur des actions</i> , s'applique, sans exemptions, aux instruments de capitaux propres octroyés après le 7 novembre 2002 et qui seront acquis après la date de transition. La Compagnie peut choisir d'appliquer l'IFRS 2 rétrospectivement aux instruments de capitaux propres octroyés avant le 7 novembre 2002, ou à tous ceux acquis à la date de transition. Choix de RONA : la Compagnie a fait le choix d'appliquer l'IFRS 2 uniquement aux octrois postérieurs au 7 novembre 2002 qui seront acquises subséquemment à la date de transition.
Avantages du personnel	Choix possible : la Compagnie peut choisir de comptabiliser la totalité des écarts actuariels non encore amortis dans les bénéfices non répartis à la date de transition. Choix de RONA : la Compagnie compte se prévaloir de cette exemption. L'actif au titre des prestations déterminées sera donc diminué de 10,2 millions de dollars.
Coûts d'emprunts	Choix possible : la Compagnie peut comptabiliser à l'actif les coûts d'emprunts encourus lors de la période de construction des actifs qualifiés à compter de la date de transition ou à partir d'une date antérieure choisie. Choix de RONA : la Compagnie compte se prévaloir de cette exemption et décomptabilisera les intérêts capitalisés avant la date de transition. Par conséquent, la valeur comptable des terrains et immeubles sera diminuée de 18,3 millions de dollars alors que la valeur comptable de certains actifs incorporels sera diminuée de 2,0 millions.

On trouvera, dans le tableau ci-dessous, les principales différences entre les PCGR canadiens et les normes internationales qui ont une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Compagnie et les modifications découlant de la conversion aux IFRS. La plupart des ajustements requis pour la transition aux IFRS seront apportés de façon rétrospective aux bénéfices non répartis d'ouverture à la date du premier état de la situation financière consolidé (bilan) présenté selon les IFRS.

Norme IFRS	Impact de l'adoption
IFRS 3 – <i>Regroupements d'entreprises</i>	<p>Choix de convention comptable possible : l'évaluation des participations sans-contrôle peut être : a) à la juste valeur ou b) en fonction de la part proportionnelle dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise.</p> <p>Choix de RONA : part proportionnelle dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise. Par conséquent, la Compagnie n'anticipe pas d'impact à cet égard.</p> <p>Écart ayant un impact pour RONA : IFRS 3, exige que les frais de transactions encourus lors de l'acquisition d'entreprises soient comptabilisés en charges. Selon le chapitre 1581, <i>Regroupements d'entreprises</i>, des PCGR canadiens actuellement appliqués par la Compagnie, les coûts directs liés aux acquisitions font partie des coûts capitalisables de la transaction.</p> <p>Impact anticipé à la transition : aucun.</p> <p>Impact futur anticipé : l'impact sur les résultats variera en fonction du nombre et de l'importance des acquisitions effectuées. Pour la période de trente-neuf semaines terminée le 26 septembre 2010, l'impact sur le bénéfice net est une diminution de 1,3 million de dollars.</p>
IAS 31 – <i>Participations dans des coentreprises</i>	<p>Choix de convention comptable possible : méthode de comptabilisation de la participation dans des entités contrôlées conjointement : a) consolidation proportionnelle ou b) mise en équivalence.</p> <p>Choix de RONA : consolidation proportionnelle.</p> <p>Impact anticipé à la transition : aucun.</p> <p>Impact futur anticipé : aucun.</p>
IAS 16 – <i>Immobilisations corporelles</i>	<p>Choix de convention comptable possible : méthode d'évaluation : a) au coût ou b) modèle de réévaluation.</p> <p>Choix de RONA : au coût.</p> <p>Écarts ayant un impact pour RONA : 1) Selon l'IAS 16, chaque partie d'une immobilisation corporelle ayant un coût significatif par rapport au coût total de l'élément doit être amortie séparément. La Compagnie adoptera la comptabilisation par composante pour ses bâtiments à la date de transition aux IFRS. 2) Certains frais engagés qui précèdent la décision de la direction de faire l'acquisition d'un site ainsi que certains coûts d'exploitation ultérieurs à l'acquisition mais avant la période de développement, ne se qualifient pas aux conditions de comptabilisation en tant qu'actif. 3) Selon l'IAS 16, l'amortissement commence dès que l'immobilisation est prête à être mise en service alors que selon les PCGR canadiens, l'amortissement débute lorsque l'immobilisation est utilisée par la Compagnie.</p> <p>Impact anticipé à la transition : 1) La comptabilisation par composante pour les bâtiments aura comme impact d'augmenter de 1,0 million de dollars leurs valeurs comptables. 2) Les frais engagés précédemment aux décisions d'acquisition ainsi que certains coûts d'exploitation ultérieurs à l'acquisition mais avant la période de développement seront décomptabilisés ce qui aura pour effet de diminuer la valeur des immobilisations corporelles de 10,7 millions de dollars et les immobilisations destinées à la vente de 1,2 million. 3) Les immobilisations corporelles seront réduites de 2,5 millions de dollars dû au devancement du début d'amortissement.</p> <p>Impact futur anticipé : la charge annuelle d'amortissement des bâtiments sera moindre alors que les frais engagés avant l'acquisition des terrains et les coûts d'exploitation ultérieurs à l'acquisition mais avant la période de développement seront imputés à la dépense. Pour la période de trente-neuf semaines terminée le 26 septembre 2010, l'impact net de ces différences est une diminution du bénéfice net de 2,0 millions de dollars.</p>

Norme IFRS	Impact de l'adoption (suite)
IAS 17 – <i>Contrats de location</i>	<p>Choix de convention comptable possible : aucun.</p> <p>Écart ayant un impact pour RONA : IAS 17 indique que pour toute transaction de cession-bail effectuée à la juste valeur, qui résulte pour le preneur en un contrat de location simple, tout gain doit être comptabilisé immédiatement aux résultats. Par contre, selon le chapitre 3065, <i>Contrats de location</i>, des PCGR canadiens, tout gain résultant de la vente était reporté et imputé aux résultats sur la durée du bail.</p> <p>Impact anticipé à la transition : le gain reporté au 28 décembre 2009 de 11,3 millions de dollars, actuellement comptabilisé dans les autres passifs, sera renversé aux BNR de même que les frais reportés sur la transaction de cession-bail comptabilisés dans les autres actifs pour un montant de 2,6 millions.</p> <p>Impact futur anticipé : les résultats avant impôts de la Compagnie seront diminués de 0,9 million de dollars annuellement jusqu'en 2020.</p>
IAS 39 – <i>Comptabilisation et évaluation – Instruments financiers</i>	<p>Choix de convention comptable possible : aucun.</p> <p>Écart ayant un impact pour RONA : selon l'IAS 39, un dérivé en monnaie étrangère incorporé dans un contrat d'achat qui prévoit des paiements libellés dans une monnaie relativement stable et liquide qui est couramment utilisée pour le commerce extérieur dans le pays où intervient la transaction ne doit pas être comptabilisé séparément. Selon le chapitre 3855, <i>Instruments financiers - comptabilisation et évaluation</i>, les entités pouvaient faire le choix de comptabiliser séparément ou non ces dérivés incorporés. En 2007, lors de l'entrée en vigueur du chapitre 3855, RONA avait fait le choix de comptabiliser séparément les dérivés incorporés dans les commandes d'achats.</p> <p>Impact anticipé à la transition : les dérivés incorporés reliés aux commandes d'achats provenant de l'Asie seront renversés aux BNR pour un montant de 0,8 million de dollars et le stock sera diminué de 0,5 million.</p> <p>Impact futur anticipé : afin de constater la variation de la juste valeur des contrats de change à terme dans la même période comptable que les gains et pertes sur devise reliés aux déboursés, la Compagnie a mis en place au début de 2010 une stratégie de comptabilité de couverture des flux de trésorerie, pour fins des IFRS seulement. Pour la période de trente-neuf semaines terminée le 26 septembre 2010, l'impact non récurrent est une augmentation du bénéfice net de 0,8 million de dollars.</p>
IAS 19 – <i>Avantages du personnel</i>	<p>Choix de convention comptable possible : les gains ou les pertes actuariels peuvent être traités comme suit : a) comptabilisation en résultat d'une portion de l'excédent du gain actuariel net ou de la perte actuarielle nette sur 10 % de l'obligation au titre des prestations constituées ou sur 10 % de la juste valeur des actifs du régime si ce dernier montant est plus élevé, en l'amortissant sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs (méthode du corridor); b) comptabilisation immédiate dans les résultats ou c) comptabilisation immédiate dans le résultat étendu sans virement ultérieur aux résultats.</p> <p>Choix de RONA : La Compagnie utilisera la méthode du corridor qui est la méthode présentement utilisée conformément aux PCGR canadiens.</p> <p>Impact anticipé à la transition : aucun dû au choix de convention. L'impact à la transition est attribuable à l'application de l'exemption de l'IFRS 1 discuté précédemment.</p> <p>Impact futur anticipé : l'impact aux résultats de 2010 n'a pas encore été déterminé.</p>
IFRIC 14 – <i>Le plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimal et leur interaction</i>	<p>Choix de convention comptable possible : aucun.</p> <p>Écarts ayant un impact pour RONA : 1) Selon l'IFRIC 14, une entité ne peut comptabiliser un actif au titre des prestations déterminées si elle n'a pas un droit inconditionnel au surplus en cas par exemple de fermeture du régime et si elle n'a pas droit à des diminutions de cotisations futures. 2) Si une entité a l'obligation de payer des cotisations pour couvrir un déficit existant lié aux services déjà reçus et qu'elle n'a pas de droit inconditionnel au surplus, l'entité doit comptabiliser un passif lorsque l'obligation survient.</p> <p>Impact anticipé à la transition : pour les régimes touchés par l'IFRIC 14, l'actif au titre des prestations déterminées sera renversé pour un total de 1,4 million de dollars et un passif supplémentaire équivalent à l'obligation de financement minimum de 6,3 millions sera comptabilisé.</p> <p>Impact futur anticipé : le montant du passif pour financement minimum devra être ajusté à chaque année et la différence sera imputée aux résultats. L'impact aux résultats de 2010 n'a pas encore été déterminé.</p>

Norme IFRS	Impact de l'adoption (suite)
IAS 36 – <i>Dépréciation d'actifs</i>	<p>Choix de convention comptable possible : aucun.</p> <p>Écarts ayant un impact pour RONA : 1) Pour les actifs à long terme à durée de vie définie, les IFRS exigent qu'un test de dépréciation en une étape soit effectué pour déterminer s'il y a eu dépréciation et pour la mesurer, en comparant la valeur comptable d'un actif avec la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité (projections de flux de trésorerie actualisés) et la juste valeur diminuée des coûts de vente. Selon les PCGR canadiens, la dépréciation est calculée en fonction des flux de trésorerie actualisés seulement si les flux de trésorerie non actualisés d'un actif sont inférieurs à sa valeur comptable. 2) Les pertes de valeur précédemment comptabilisées doivent faire l'objet d'une reprise lorsqu'un changement de situation indique que la dépréciation a été réduite, autre que celle de l'écart d'acquisition et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie.</p> <p>Impact anticipé à la transition : les immobilisations de deux magasins seront dévaluées à la date de transition dû à l'actualisation des flux de trésorerie futurs pour un total de 4,8 millions de dollars.</p> <p>Impact futur anticipé : le test de dépréciation en une étape selon les IFRS pourrait donner lieu à des pertes ou reprises de valeurs plus fréquentes.</p>
IAS 37 – <i>Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels</i>	<p>Choix de convention comptable possible : aucun.</p> <p>Écarts ayant un impact pour RONA : selon l'IAS 37, un montant comptabilisé en provision doit être la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Selon les PCGR canadiens, lorsque la provision est liée à la résiliation d'un contrat de location, la juste valeur de l'obligation ne doit pas être ajusté si les hypothèses de sous location ne se concrétisent pas. La différence entre le montant de la provision et la dépense nette réelle doit être imputée aux résultats.</p> <p>Impact futur anticipé : pour la période de trente-neuf semaines terminée le 26 septembre 2010, l'impact non récurrent est une diminution du bénéfice net de 1,4 million de dollars.</p>

En conclusion, les travaux préparatoires pour le passage aux IFRS avancent rapidement et selon le plan. Plusieurs ajustements aux états financiers sont prévus au moment de l'adoption des IFRS. Selon les résultats à ce jour, la Compagnie est confiante que la transition sera réalisée conformément aux exigences.

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES

Certains montants apparaissant aux états financiers ou dans le présent rapport sont le fruit d'estimations de la direction, fondées sur sa connaissance des événements en cours et anticipés. La direction a d'ailleurs pris en considération le contexte économique actuel dans l'évaluation de ses principales estimations comptables. Les principales estimations comptables sont les suivantes : l'évaluation des débiteurs et du stock, les rabais volumes, les actifs à long terme, les écarts d'acquisition et les marques de commerce à durée indéfinie de vie, les impôts sur les bénéfices et les avantages sociaux futurs.

Débiteurs

Pour gérer le risque de crédit des débiteurs, des prêts et des avances à recevoir, la Compagnie détient des garanties ainsi que des hypothèques sur des biens mobiliers et immobiliers appartenant à des débiteurs. Elle examine régulièrement leur stabilité financière. La Compagnie comptabilise les provisions, déterminées individuellement pour chaque client, à la date du bilan, pour prendre en compte les pertes potentielles.

Stock

La direction examine annuellement les mouvements de stock afin d'établir la provision pour dépréciation des stocks requise pour couvrir les risques de pertes potentielles dues aux stocks désuets ou à faible taux de rotation.

Rabais volumes

Au début de chaque exercice, la direction détermine le niveau des rabais volumes en fonction de volumes historiques. Les rabais volumes sont donc estimés avec ces données tout au long de l'exercice et ils peuvent être

révisés au fur et à mesure que de nouveaux plateaux sont atteints. À la fin de l'exercice, les rabais volumes sont déterminés selon les nouveaux plateaux annuels réels.

Actifs à long terme

Les actifs à long terme sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. La valeur comptable d'un actif à long terme est irrécouvrable si elle est supérieure au total des flux de trésorerie non actualisés qui résulteront vraisemblablement de son utilisation et de la sortie éventuelle de l'actif. Dans un tel cas, une perte de valeur doit être constatée et correspond à l'excédent de la valeur comptable de l'actif à long terme sur sa juste valeur.

Écarts d'acquisition et marques de commerce à durée de vie indéfinie

Les écarts d'acquisition représentent l'excédent du coût d'acquisition d'entreprises sur le montant net des valeurs attribuées aux éléments d'actif acquis et du passif pris en charge. Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Ils sont soumis chaque année à un test de dépréciation ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'ils ont subi une baisse de valeur. Le test de dépréciation consiste en une comparaison de la juste valeur des unités d'exploitation de la Compagnie avec leur valeur comptable. Lorsque la valeur comptable d'une unité d'exploitation excède sa juste valeur, la Compagnie compare la juste valeur de tout écart d'acquisition rattaché à l'unité d'exploitation à sa valeur comptable. Une perte de valeur d'un montant égal à l'excédent est constatée aux résultats. La juste valeur d'une unité d'exploitation est calculée en fonction de l'évaluation des flux de trésorerie actualisés.

Les marques de commerce à durée de vie indéfinie sont également soumises chaque année à un test de dépréciation ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable sera peut-être irrécouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable de l'actif dépasse sa juste valeur.

Impôts sur les bénéfices

La Compagnie utilise la méthode du passif fiscal pour comptabiliser les impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts futurs sont déterminés en fonction de la différence entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs. Ils sont mesurés en appliquant les taux d'imposition et les lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date des états financiers, pour les exercices au cours desquels les écarts temporaires sont susceptibles de se résorber. Les actifs d'impôts futurs sont comptabilisés uniquement si la direction croit qu'il est plus probable que les actifs d'impôts futurs seront réalisés.

Avantages sociaux futurs

Le coût des régimes de retraite et l'obligation au titre des prestations de retraite constituées sont déterminés par des actuaires indépendants selon la méthode de répartition des prestations projetées au prorata des services. Cette méthode est fondée sur les hypothèses économiques et démographiques les plus probables selon la direction concernant le rendement prévu des placements des régimes, la progression des salaires et l'âge de départ à la retraite des participants. L'utilisation d'hypothèses différentes pourrait générer des valeurs comptables différentes pour les prestations constituées et ainsi affecter la charge au titre des régimes à prestations déterminées.

DIVULGATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les travaux relatifs au « Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs des Autorités canadiennes en Valeurs mobilières » (le « Règlement 52-109 ») sont effectués selon le cadre de contrôle reconnu COSO (Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission) et plus spécifiquement pour la portion technologique, selon les directives du IT Control Objectives for Sarbanes-Oxley du IT Governance Institute.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

RONA a évalué les contrôles et procédures de communication de l'information conformément au Règlement 52-109. Au 26 décembre 2010, le président et chef de la direction et le premier vice-président et chef de la direction financière ont conclu que les contrôles et procédures de communication de l'information sont efficaces.

CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

RONA a évalué l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière au 26 décembre 2010 conformément aux directives du Règlement 52-109. Cette évaluation a permis au président et chef de la direction et au premier vice-président et chef de la direction financière de conclure que les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont efficaces et fournissent une assurance raisonnable que l'information financière présentée est fiable et que les états financiers consolidés de RONA ont été établis conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

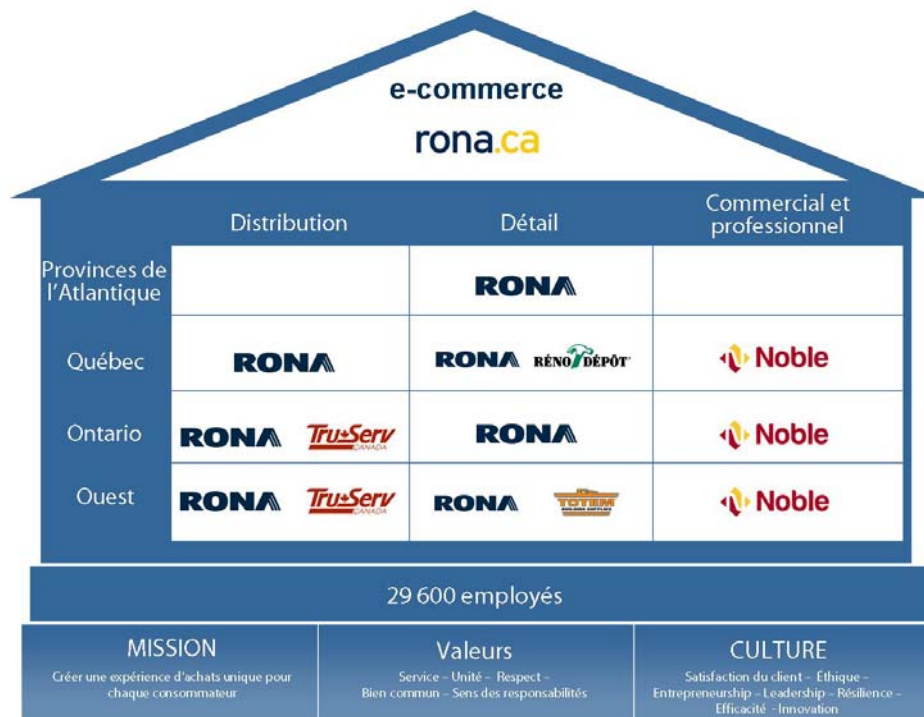
Le présent Rapport de gestion comprend des énoncés prospectifs comportant des risques et des incertitudes. Tous les énoncés autres que des énoncés de faits historiques inclus dans ce Rapport de gestion, y compris des énoncés sur les perspectives de l'industrie et sur les perspectives, les projets, la situation financière et la stratégie d'affaires de la Compagnie, peuvent constituer des énoncés prospectifs au sens de la législation et la réglementation canadiennes en matière de valeurs mobilières. Ces énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation d'expressions comme « pouvoir », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « estimer que », « anticiper », « prévoir », « désirer » ou « poursuivre », y compris dans une tournure négative, ou de leurs variantes ou de toute terminologie similaire ou à l'emploi du futur. Bien que la Compagnie soit d'avis que les attentes reflétées dans ces énoncés prospectifs sont raisonnables, elle ne peut donner aucune garantie que ces attentes se réaliseront. Les énoncés prospectifs ne tiennent pas compte de l'effet que des transactions, des éléments non récurrents ou d'autres éléments extraordinaires annoncés ou survenant après que ces énoncés sont faits auront sur les activités de la Compagnie. Par exemple, ils ne tiennent pas compte de l'incidence des cessions, des acquisitions, d'autres transactions commerciales, des réductions de la valeur d'actifs ni d'autres charges annoncées ou survenues après que les énoncés prospectifs sont faits.

Les investisseurs et les autres personnes intéressées devraient éviter de se fier indûment à quelque énoncé prospectif. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Compagnie et les attentes actuelles, le lecteur est prié de se reporter aux documents publics déposés par la Compagnie qui sont accessibles sur les sites www.sedar.com et www.rona.ca. Plus particulièrement, d'autres précisions et la description de ces facteurs et d'autres facteurs sont présentées dans ce Rapport de gestion, sous la rubrique « Risques et incertitudes », et sous la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle courante de la Compagnie.

Les énoncés prospectifs figurant dans ce Rapport de gestion reflètent les attentes de la Compagnie au 24 février 2011 et sont faits sous réserve des changements pouvant survenir après cette date. La Compagnie nie expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ou de réviser ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables ne le requièrent.

TROIS SECTEURS D'ACTIVITÉS COMPLÉMENTAIRES

RONA centre ses opérations sur trois secteurs d'activités complémentaires dans le marché de la quincaillerie, de la rénovation et de la construction : la distribution, les ventes de détail et le secteur commercial et professionnel. Les ventes au détail annualisées générées par ces trois secteurs d'activités représentent 6,6 milliards de dollars.



RÉTROSPECTIVE FINANCIÈRE – DIX DERNIÈRES ANNÉES

(en millions de dollars, sauf les données relatives au bénéfice par action, au bénéfice dilué par action et aux pourcentages)

	2010	2009	2008	2007	2006*	2005	2004	2003	2002	2001
Résultats d'exploitation										
Ventes	4 799,9	4 677,4	4 891,1	4 785,1	4 551,9	4 026,4	3 625,9	2 666,2	2 293,3	1 800,4
Pourcentage d'augmentation	2,6%	-4,4%	2,2%	5,1%	13,1%	11,0%	36,0%	16,3%	27,4%	39,7%
Bénéfice d'exploitation (BAIA)	344,0	333,0	364,7	383,8	372,4	326,1	269,5	172,4	127,4	85,1
Bénéfice d'exploitation (excluant éléments inhabituels)	344,0	346,8	377,0	383,8	372,4	326,1	269,5	172,4	127,4	85,1
Bénéfice net	143,2	138,3	156,5	178,6	187,1	172,7	134,4	77,5	45,9	24,2
Bénéfice par action**	1,10	1,12	1,35	1,55	1,63	1,51	1,18	0,73	0,60	0,37
Bénéfice dilué par action**	1,09	1,11	1,34	1,53	1,61	1,49	1,16	0,72	0,57	0,35
Bénéfice net (excluant éléments inhabituels)	143,2	147,8	167,5	178,6	187,1	172,7	134,4	77,5	45,9	24,2
Bénéfice par action (excluant éléments inhabituels)**	1,10	1,20	1,45	1,55	1,63	1,51	1,18	0,73	0,60	0,37
Bénéfice dilué par action (excluant éléments inhabituels)**	1,09	1,19	1,44	1,53	1,61	1,49	1,16	0,72	0,57	0,35
Actions ordinaires										
Nombre en circulation** (en millions)	130,1	129,7	115,8	115,4	114,9	114,4	114,0	113,6	95,2	73,7
Flux de trésorerie avant variations d'éléments du fonds de roulement	272,1	258,5	264,1	269,8	271,8	231,3	170,4	106,4	81,5	49,9
Variations d'éléments du fonds de roulement	-148,0	24,3	83,4	-1,5	3,8	-75,6	-72,0	5,1	0,4	12,7
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	124,1	282,8	347,5	268,3	275,6	155,7	98,4	111,5	81,9	62,6
Structure financière										
Actif total	2 975,1	2 749,9	2 478,9	2 459,1	2 090,8	1 654,9	1 327,1	1 258,1	763,3	736,3
Capitaux propres	1 921,6	1 779,0	1 468,2	1 306,3	1 121,9	927,1	746,2	607,6	383,4	206,8
Dette à long terme	465,5	440,5	494,2	636,8	484,8	242,1	148,6	266,9	120,1	305,9

* L'exercice 2006 comporte 53 semaines.

** Les chiffres par action donnent effet à un fractionnement d'actions à raison de deux actions pour une effectué en mars 2005.

Note : Les données comparatives de ventes ont été retraitées pour refléter l'application du CPN-156, « Comptabilisation par un fournisseur d'une contrepartie consentie à un client » (rabais volumes).

Les données des exercices 2001 à 2008 ont été retraitées pour tenir compte de l'application du chapitre 3064 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA), « Ecarts d'acquisition et actifs incorporels ».

INFORMATION ADDITIONNELLE

Le présent Rapport de gestion est préparé en date du 24 février 2011. Le lecteur trouvera d'autres informations relatives à RONA, y compris sa Notice annuelle, sur le site Internet de la Compagnie à l'adresse www.rona.ca et sur celui de SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

Claude Guévin (signé)

Claude Guévin, CA
Premier vice-président et chef de la direction financière

Robert Dutton (signé)

Robert Dutton
Président et chef de la direction



**États financiers consolidés
au 26 décembre 2010 et au 27 décembre 2009**

États financiers	
Résultats et résultat étendu consolidés	5
Bénéfices non répartis consolidés	6
Surplus d'apport consolidé	6
Flux de trésorerie consolidés	7
Bilans consolidés	8
Notes complémentaires	9 à 41

RAPPORT DE LA DIRECTION RELATIVEMENT AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les états financiers consolidés de RONA inc. ainsi que les renseignements financiers contenus dans le rapport de gestion sont la responsabilité de la direction. Cette responsabilité comprend le choix judicieux de principes et de méthodes comptables appropriées dont l'application nécessite de faire des estimations et de formuler des jugements éclairés. De plus, il lui incombe de s'assurer que l'information financière incluse dans le rapport de gestion concorde avec celle des états financiers consolidés. Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et ont été approuvés par le conseil d'administration.

RONA inc. maintient des systèmes de comptabilité et de contrôles internes qui, de l'avis de la direction, assurent raisonnablement l'exactitude, la pertinence et la fiabilité de l'information financière de même que la conduite ordonnée et efficace des affaires de la compagnie.

Le conseil d'administration assume ses responsabilités relatives aux états financiers consolidés principalement par l'entremise de son comité de vérification. Ce comité est formé uniquement d'administrateurs indépendants de la compagnie et est responsable de recommander la nomination des vérificateurs externes. De plus, ce comité qui tient périodiquement des réunions avec les membres de la direction, les vérificateurs internes et externes, a révisé les états financiers consolidés de RONA inc. et a recommandé leur approbation au conseil d'administration. Les vérificateurs internes et externes ont accès au comité sans la direction.

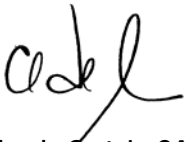
Les états financiers consolidés ci-joints ont été vérifiés par le cabinet Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L., comptables agréés, et le rapport qu'ils ont préparé indique l'étendue de leur vérification et leur opinion sur les états financiers consolidés.

Le président et chef de la direction,



Robert Dutton

Le premier vice-président et chef de la direction financière,



Claude Guévin CA

Boucherville, le 23 février 2011



Rapport de l'auditeur indépendant

Raymond Chabot Grant Thornton
S.E.N.C.R.L.
Bureau 2000
Tour de la Banque Nationale
600, rue De La Gauchetière Ouest
Montréal (Québec) H3B 4L8

Aux actionnaires de
RONA inc.

Téléphone : 514 878-2691
Télécopieur : 514 878-2127
www.rcgt.com

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de RONA inc., qui comprennent les bilans consolidés au 26 décembre 2010 et au 27 décembre 2009 et les états consolidés des résultats et résultat étendu, des bénéfices non répartis, du surplus d'apport et des flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de RONA inc. au 26 décembre 2010 et au 27 décembre 2009 ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

*Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C. R. L.*¹

Montréal
Le 23 février 2011

¹ Comptable agréé auditeur permis n° 21290

RONA inc.

Résultats et résultat étendu consolidés

des exercices terminés le 26 décembre 2010 et le 27 décembre 2009

(en milliers de dollars, sauf le bénéfice net par action)

	2010	2009
Ventes	4 799 865 \$	4 677 359 \$
Bénéfice avant les postes suivants	344 027	332 994
Intérêts sur la dette à long terme	20 226	20 951
Intérêts sur les emprunts bancaires	2 295	2 586
Amortissements et dépréciation (notes 10,12,13)	110 902	103 160
	133 423	126 697
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	210 604	206 297
Impôts sur les bénéfices (note 5)	61 918	62 714
Bénéfice avant part des actionnaires sans contrôle	148 686	143 583
Part des actionnaires sans contrôle	5 465	5 331
Bénéfice net et résultat étendu	143 221 \$	138 252 \$
Bénéfice net par action (note 25)		
De base	1,10 \$	1,12 \$
Dilué	1,09 \$	1,11 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

RONA inc.**Bénéfices non répartis consolidés****Surplus d'apport consolidé**

des exercices terminés le 26 décembre 2010 et le 27 décembre 2009
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Bénéfices non répartis consolidés		
Solde au début	1 161 808 \$	1 028 876 \$
Bénéfice net	143 221	138 252
Frais relatifs à l'émission d'actions ordinaires déduction faite des recouvrements d'impôts sur les bénéfices de 2 042 \$	-	(5 320)
Excédent du prix de rachat sur la valeur attribuée aux actions ordinaires rachetées et sur le surplus d'apport afférent (note 18)	(17 666)	-
Dividendes déclarés sur les actions ordinaires (note 20)	(9 119)	-
Solde à la fin	1 278 244 \$	1 161 808 \$
Surplus d'apport consolidé		
Solde au début	13 475 \$	12 563 \$
Coûts de rémunération au titre des régimes d'options d'achat d'actions	1 214	946
Rachat d'actions ordinaires – offre publique de rachat dans le cours normal des activités (note 18)	(3 153)	-
Exercice d'options d'achat d'actions	(62)	(34)
Solde à la fin	11 474 \$	13 475 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

RONA inc.

Flux de trésorerie consolidés

des exercices terminés le 26 décembre 2010 et le 27 décembre 2009

(en milliers de dollars)

	2010	2009
Activités d'exploitation		
Bénéfice net	143 221 \$	138 252 \$
Éléments hors caisse		
Amortissements et dépréciation	110 902	103 160
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	(30)	462
Impôts futurs	12 632	9 225
Gains nets sur cession d'élément d'actif	(2 921)	(2 358)
Perte de valeur des immobilisations destinées à la vente	–	2 050
Rémunération à base d'actions	4 588	3 503
Écart entre les montants déboursés au titre des avantages sociaux futurs et les charges de l'exercice	(2 744)	(3 088)
Part des actionnaires sans contrôle	5 465	5 331
Autres éléments	1 043	1 975
	272 156	258 512
Variations d'éléments du fonds de roulement (note 6)	(148 010)	24 262
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	124 146	282 774
Activités d'investissement		
Acquisitions d'entreprises (note 7)	(80 275)	(3 734)
Autres placements	(2 533)	(3 990)
Immobilisations	(111 873)	(114 103)
Actifs incorporels	(37 709)	(47 796)
Autres éléments d'actif	(4 365)	(4 837)
Cession d'immobilisations	4 950	6 291
Cession de placements	10 031	2 422
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(221 774)	(165 747)
Activités de financement		
Emprunts bancaires et crédit rotatif	(7 172)	(43 046)
Autres emprunts à long terme	1 899	646
Remboursements d'autres emprunts à long terme et rachat d'actions privilégiées	(30 433)	(15 819)
Émission d'actions ordinaires	3 713	176 936
Dividendes en espèces versés par une filiale aux actionnaires sans contrôle	(2 450)	(1 470)
Frais relatifs à l'émission d'actions ordinaires	–	(7 362)
Rachat d'actions ordinaires	(31 609)	–
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(66 052)	109 885
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse	(163 680)	226 912
Encaisse au début	239 257	12 345
Encaisse à la fin	75 577 \$	239 257 \$
Informations supplémentaires		
Intérêts versés	23 171 \$	25 493 \$
Impôts sur les bénéfices versés	43 270 \$	49 450 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

RONA inc.
Bilans consolidés

au 26 décembre 2010 et au 27 décembre 2009
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Actif		
Actif à court terme		
Encaisse	75 577 \$	239 257 \$
Débiteurs (note 8)	303 836	250 845
Impôts sur les bénéfices à recevoir	-	2 436
Stock (note 4)	905 467	726 262
Frais payés d'avance	17 955	18 114
Instruments financiers dérivés (note 21)	1 905	801
Impôts futurs (note 5)	12 869	15 914
	<u>1 317 609</u>	<u>1 253 629</u>
Placements (note 9)	10 488	11 978
Immobilisations (note 10)	918 273	861 302
Immobilisations destinées à la vente (note 11)	20 177	13 242
Écarts d'acquisition	531 675	455 572
Actifs incorporels (note 12)	118 747	96 885
Autres éléments d'actif (note 13)	31 043	29 682
Impôts futurs (note 5)	27 065	27 593
	<u>2 975 077 \$</u>	<u>2 749 883 \$</u>
Passif		
Passif à court terme		
Emprunts bancaires (note 14)	1 943 \$	5 211 \$
Comptes fournisseurs et charges à payer	462 351	427 817
Dividendes à payer	9 119	-
Impôts sur les bénéfices à payer	3 634	-
Instruments financiers dérivés (note 21)	1 653	776
Impôts futurs (note 5)	3 691	4 900
Versements sur la dette à long terme (note 15)	21 151	9 996
	<u>503 542</u>	<u>448 700</u>
Dette à long terme (note 15)	444 333	430 524
Autres passifs à long terme (note 16)	33 121	31 317
Impôts futurs (note 5)	36 551	27 542
Part des actionnaires sans contrôle	35 920	32 761
	<u>1 053 467</u>	<u>970 844</u>
Capitaux propres		
Capital-actions (note 18)	631 892	603 756
Bénéfices non répartis	1 278 244	1 161 808
Surplus d'apport	11 474	13 475
	<u>1 921 610</u>	<u>1 779 039</u>
	<u>2 975 077 \$</u>	<u>2 749 883 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 26 décembre 2010 et au 27 décembre 2009

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

1. Statuts et nature des activités

La compagnie, constituée en vertu de la Partie IA de la Loi sur les compagnies (Québec), est un distributeur et un détaillant d'articles de quincaillerie, de rénovation et de jardinage au Canada.

2. Nouvelles normes comptables non encore appliquées

Normes internationales d'information financière (IFRS)

En 2009, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les PCGR canadiens actuels, pour les entités ayant une obligation d'information du public, seront remplacés par les IFRS avec prise d'effet au cours de l'année 2011. Lors du passage des PCGR canadiens aux IFRS, la compagnie établira l'information financière tant courante que comparative en se conformant aux IFRS. Cette transition aura une incidence sur les méthodes de comptabilisation, la présentation de l'information financière et les systèmes d'information.

3. Sommaire des principales conventions comptables

Estimations comptables

Pour dresser des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction de la compagnie doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Les estimations importantes de ces états financiers consolidés consistent notamment à évaluer les débiteurs, le stock, les écarts d'acquisition, les autres actifs à long terme, les impôts sur les bénéfices ainsi que certaines hypothèses actuarielles et économiques utilisées afin de déterminer le coût des régimes de retraite et les obligations au titre des prestations de retraite constituées. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la compagnie pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Principes de consolidation

Ces états financiers incluent les comptes de la compagnie et de ses filiales. De plus, la compagnie inclut sa quote-part des éléments d'actif, de passif et des résultats des coentreprises dans lesquelles elle détient une participation, cette quote-part étant comptabilisée selon la méthode de la consolidation proportionnelle.

Constatation des produits

La compagnie constate ses produits à la suite de la vente en magasin ou à la livraison de la marchandise, lorsque la vente est acceptée par le client et lorsque le recouvrement est raisonnablement assuré. Les intérêts à l'égard des créances et des prêts et avances sont comptabilisés chaque mois conformément aux dispositions contractuelles.

Évaluation du stock

Le stock est évalué au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré.

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 26 décembre 2010 et au 27 décembre 2009

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

3. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

Remises de fournisseurs

La compagnie comptabilise une contrepartie en espèces reçue de fournisseurs en réduction du prix des biens des fournisseurs et réduit le coût des marchandises vendues et du stock connexe figurant dans les états des résultats consolidés et les bilans consolidés. Certaines exceptions s'appliquent quand la contrepartie en espèces reçue constitue soit un remboursement des frais de vente supplémentaires engagés par le revendeur, soit un paiement à l'égard de biens ou de services procurés au fournisseur, auquel cas la remise est constatée à titre de réduction des charges d'exploitation.

La compagnie constate ces remises lorsque l'encaissement est considéré comme probable et pouvant faire l'objet d'une estimation raisonnable.

Remises aux clients

La compagnie comptabilise une contrepartie en espèces remise aux clients comme une réduction du prix de vente des produits et la classe comme une réduction des ventes dans l'état des résultats consolidés.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût incluant, s'il y a lieu, des intérêts capitalisés. L'amortissement commence dès l'utilisation des actifs et est comptabilisé selon la méthode linéaire et aux taux annuels suivants, de façon à amortir le coût de ces actifs sur leur durée de vie utile estimative.

	<u>Taux</u>
Stationnements	8 % et 12,5 %
Bâtiments	4 %
Améliorations locatives	5 % à 33 %
Mobilier et équipement	10 % à 30 %
Équipement informatique	10 % à 33 %

Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. La valeur comptable d'un actif à long terme n'est pas recouvrable si elle excède le total des flux de trésorerie non actualisés qui résulteront vraisemblablement de l'utilisation et de la sortie éventuelle de l'actif. Dans un tel cas, une perte de valeur doit être constatée et correspond à l'excédent de la valeur comptable de l'actif à long terme sur sa juste valeur.

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 26 décembre 2010 et au 27 décembre 2009

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

3. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

Actifs incorporels

Les logiciels, les marques de commerce à durée de vie limitée, les relations avec les clients et les baux à prix de faveur sont comptabilisés au coût. Les marques de commerce sont amorties linéairement sur une période de cinq à sept ans. Les logiciels sont amortis linéairement sur une période de quatre à dix ans. Les relations avec les clients sont amorties linéairement sur une période de dix ans. Les baux à prix de faveur sont amortis linéairement sur la durée restante des baux. La méthode d'amortissement ainsi que l'estimation de vie utile sont réévaluées annuellement.

Les marques de commerce à durée de vie indéfinie sont soumises à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable ne sera peut-être pas recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable de l'actif dépasse sa juste valeur.

Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent l'excédent du coût d'acquisition d'entreprises sur le montant net des valeurs attribuées aux éléments de l'actif acquis et du passif pris en charge. Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Ils sont soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'ils ont subi une baisse de valeur. Le test de dépréciation consiste en une comparaison de la juste valeur des unités d'exploitation de la compagnie avec leur valeur comptable. Lorsque la valeur comptable d'une unité d'exploitation excède sa juste valeur, la compagnie compare la juste valeur de tout écart d'acquisition rattaché à l'unité d'exploitation à sa valeur comptable. Une perte de valeur est constatée aux résultats pour un montant égal à l'excédent. La juste valeur d'une unité d'exploitation est calculée en fonction de l'évaluation des flux de trésorerie actualisés.

Autres éléments d'actif

Les frais de financement ont trait aux facilités de crédit et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire selon la durée du financement sur une période de six ans.

Les frais afférents au contrat de cession-bail sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire selon la durée des baux.

Les frais de recrutement de marchands sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq ans.

Impôts sur les bénéfices

La compagnie utilise la méthode du passif fiscal pour comptabiliser les impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts futurs sont déterminés en fonction de la différence entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs. Ils sont mesurés en appliquant les taux d'imposition et les lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date des états financiers, pour les exercices au cours desquels les écarts temporaires sont susceptibles de se résorber.

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 26 décembre 2010 et au 27 décembre 2009

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

3. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

Autres passifs à long terme

Les autres passifs à long terme sont constitués d'un gain reporté sur une transaction de cession-bail et d'obligations reportées relatives à des baux. Ils sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire selon la durée des baux.

Les obligations reportées relatives à des baux résultent de la constatation par la compagnie de la charge locative de façon linéaire sur la durée du bail lorsque des baux contiennent des clauses de prix échelonnés.

Régimes d'options d'achat d'actions

La compagnie comptabilise ses options octroyées selon la méthode de la juste valeur. Le coût de rémunération doit être mesuré à la date d'attribution et doit être constaté sur la période d'acquisition des droits par les détenteurs. Toute contrepartie reçue des détenteurs au moment de l'exercice des options ou de l'achat des actions est portée au compte de capital-actions, ainsi que le coût de rémunération correspondant constaté à titre de surplus d'apport.

Régime d'unités d'actions à l'intention des dirigeants

La compagnie offre un régime d'unités d'actions de négociation restreintes (UANR) aux dirigeants et aux employés clés de la compagnie. Les UANR sont acquises après une durée maximale de trois ans sur la base de cibles de rendement. Les UANR sont comptabilisées comme une charge de rémunération linéairement sur la période d'acquisition en fonction de l'atteinte prévue des cibles de rendement. Les UANR sont réévaluées à la juste valeur à la date de clôture de chaque période, jusqu'à la date d'acquisition, en utilisant le cours de l'action ordinaire de la compagnie. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées comme une charge de rémunération et la contrepartie est présentée dans les comptes fournisseurs et charges à payer.

Régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs

Les membres du Conseil d'administration de la compagnie, qui ne font pas partie de la direction de la compagnie, peuvent choisir de recevoir, en tout ou en partie, leurs honoraires annuels sous forme d'unités d'actions différées (UAD). Le passif au titre de la rémunération sous forme d'UAD est comptabilisé selon le nombre d'unités d'actions en circulation et selon le cours de l'action ordinaire de la compagnie. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées comme une charge de rémunération et la contrepartie est présentée dans les comptes fournisseurs et charges à payer.

Conversion des devises

Les éléments monétaires du bilan sont convertis aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice, tandis que les éléments non monétaires sont convertis aux taux de change d'origine. Les revenus et les dépenses sont convertis aux taux de change en vigueur à la date des opérations ou aux taux de change moyens de la période. Les gains ou pertes résultant de la conversion sont imputés aux résultats de l'exercice.

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 26 décembre 2010 et au 27 décembre 2009

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

3. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers sont constatés initialement à la juste valeur et leur évaluation ultérieure dépend de leur classement, comme il est décrit ci-après :

- L'encaisse est classée comme actif financier détenu à des fins de transaction. Elle est évaluée à la juste valeur et les variations de la juste valeur sont comptabilisées aux résultats;
- Les débiteurs ainsi que les prêts et avances (qui sont inclus dans les placements) sont classés comme prêts et créances. Ils sont enregistrés au coût lequel, lors de l'enregistrement initial, correspond à sa juste valeur. Les évaluations subséquentes des débiteurs sont enregistrées au coût après amortissement, lequel correspond généralement au montant comptabilisé initialement moins toute provision pour créances douteuses. Les évaluations subséquentes des prêts et avances sont enregistrées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif;
- Les emprunts bancaires et les comptes fournisseurs et charges à payer sont classés comme autres passifs financiers. Ils sont évalués initialement à leur juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif;
- La dette à long terme est classée comme autre passif financier. Elle est évaluée au coût après amortissement établi en fonction de la méthode du taux d'intérêt effectif;
- La compagnie a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer les risques de change. La compagnie n'utilise pas d'instruments financiers dérivés aux fins de spéculation ni de négociation. Les dérivés sont classés comme actifs ou passifs détenus à des fins de transaction et sont évalués à leur juste valeur;
- Les coûts de transaction relatifs aux autres passifs financiers sont comptabilisés en réduction de la valeur comptable des passifs financiers afférents;
- Les dérivés incorporés qui ne sont pas étroitement liés au contrat hôte doivent être séparés et classés comme instruments financiers détenus à des fins de transaction et sont donc évalués à la juste valeur avec les variations de la juste valeur comptabilisées dans les résultats. La compagnie n'a identifié aucun dérivé incorporé devant être séparé à l'exception des dérivés incorporés dans les contrats d'achat faits dans un pays étranger et payés dans une devise qui n'est pas la monnaie usuelle d'une des deux parties principales au contrat. Même si les paiements sont faits dans une monnaie couramment utilisée dans l'environnement économique où intervient la transaction, la compagnie a pris la décision de séparer les dérivés incorporés.

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 26 décembre 2010 et au 27 décembre 2009

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

3. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

Avantages sociaux futurs

La compagnie comptabilise ses obligations découlant des régimes de retraite des salariés de même que les coûts connexes, déduction faite des actifs des régimes.

Pour les régimes à prestations déterminées, les conventions comptables suivantes ont été retenues :

- L'évaluation actuarielle des obligations au titre des prestations de retraite constituées est fondée sur la méthode de répartition des prestations au prorata des services, à partir des hypothèses les plus probables de la direction concernant le rendement prévu des placements des régimes, la progression des salaires et l'âge de départ à la retraite des salariés;
- Pour les besoins du calcul du rendement prévu des actifs des régimes, ces actifs sont évalués à leur juste valeur ;
- Le coût des services passés découlant des modifications apportées aux régimes est reporté et amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs à la date des modifications;
- Les gains actuariels (pertes actuarielles) résultent de l'écart entre le rendement à long terme réel des actifs du régime au cours d'une période et le rendement prévu pendant cette période, ou des modifications apportées aux hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer l'obligation au titre des prestations constituées. L'excédent du gain actuariel net ou de la perte actuarielle nette sur 10 % de l'obligation au titre des prestations constituées ou sur 10 % de la juste valeur des actifs du régime si ce dernier montant est plus élevé, est amorti sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs. La durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs couverts par le régime de retraite est de 12 ans (12 ans au 27 décembre 2009);
- L'obligation transitoire est amortie sur 10 ans selon la méthode linéaire, ce qui représente la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés censés recevoir des avantages en vertu du régime d'avantages sociaux en 2000.

Pour les régimes à cotisations déterminées, la charge de retraite inscrite aux résultats correspond aux cotisations que la compagnie est tenue de verser en échange des services rendus par les employés.

Bénéfice par action et information relative au nombre d'actions

Le bénéfice par action est calculé en divisant le bénéfice net disponible pour les porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Le bénéfice dilué par action est calculé en tenant compte de la dilution qui pourrait survenir si les titres ou autres contrats visant à émettre des actions ordinaires étaient exercés ou convertis en actions ordinaires au début de la période ou à la date de leur émission si elle est postérieure. La méthode du rachat d'actions est utilisée pour déterminer l'effet de dilution des options d'achat d'actions. Cette méthode suppose que le produit découlant de l'exercice des options d'achat d'actions sert à racheter les actions ordinaires à leur cours moyen pendant la période.

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 26 décembre 2010 et au 27 décembre 2009

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

3. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

Exercice

L'exercice de la compagnie se termine le dernier dimanche de décembre. Les exercices terminés le 26 décembre 2010 et le 27 décembre 2009 comprennent 52 semaines d'exploitation.

Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée au cours de l'exercice.

4. Stock

Pour l'exercice terminé le 26 décembre 2010, un montant de 3 467 970 \$ de stock a été imputé en charges dans les résultats consolidés (3 397 928 \$ en 2009). Ce montant inclut une charge de dépréciation de stock de 24 995 \$ (35 986 \$ en 2009).

5. Impôts sur les bénéfices

	2010	2009
Exigibles	49 015 \$	53 489 \$
Futurs	12 903	9 225
	<u>61 918 \$</u>	<u>62 714 \$</u>

Le taux effectif d'impôts sur les bénéfices est différent du taux réglementaire d'impôts sur les bénéfices au Canada. Cette différence résulte des éléments suivants :

	2010	2009
Taux d'imposition statutaire combiné au Canada ^(a)	30,0 %	30,6 %
Frais non déductibles	0,1	0,3
Autres	(0,7)	(0,5)
Taux effectif d'impôts sur les bénéfices	<u>29,4 %</u>	<u>30,4 %</u>

(a) Le taux d'imposition statutaire combiné de la compagnie comprend les taux d'imposition sur les bénéfices provinciaux afférents.

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 26 décembre 2010 et au 27 décembre 2009

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

5. Impôts sur les bénéfices (suite)

Les actifs et les passifs d'impôts futurs proviennent des écarts entre la valeur fiscale et la valeur comptable des éléments suivants :

	2010	2009
Actifs d'impôts futurs		
Court terme		
Pertes autres qu'en capital reportées	864 \$	1 257 \$
Frais directs relatifs aux acquisitions d'entreprises	81	338
Provisions non déduites et autres	11 924	14 319
	<u>12 869 \$</u>	<u>15 914 \$</u>
Long terme		
Pertes autres qu'en capital reportées	8 339 \$	8 850 \$
Immobilisations	7 783	7 082
Gain reporté sur une transaction de cession-bail	2 709	3 179
Écarts d'acquisition	701	948
Frais reliés à l'émission d'actions	1 216	1 633
Revenus reportés et autres	6 317	5 901
	<u>27 065 \$</u>	<u>27 593 \$</u>
Passifs d'impôts futurs		
Court terme		
Paiements incitatifs reçus	1 638 \$	2 408 \$
Autres	2 053	2 492
	<u>3 691 \$</u>	<u>4 900 \$</u>
Long terme		
Immobilisations	20 746 \$	13 853 \$
Écarts d'acquisition	9 928	7 524
Régimes de retraite	3 931	3 276
Autres	1 946	2 889
	<u>36 551 \$</u>	<u>27 542 \$</u>

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 26 décembre 2010 et au 27 décembre 2009

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

6. Informations sur les flux de trésorerie

Les variations d'éléments du fonds de roulement se détaillent comme suit :

	2010	2009
Débiteurs	(3 203) \$	(14 777) \$
Stock	(121 748)	38 155
Frais payés d'avance	3 004	(6 912)
Instruments financiers dérivés	(197)	(1 578)
Comptes fournisseurs et charges à payer	(31 881)	5 335
Impôts sur les bénéfices à payer	6 015	4 039
	<u>(148 010) \$</u>	<u>24 262 \$</u>

7. Acquisitions d'entreprises

Au cours de l'exercice 2010, la compagnie a acquis neuf compagnies (une compagnie en 2009) évoluant dans le secteur d'activité du détail et commercial au moyen d'achat d'actions ou d'achat d'actifs et une compagnie évoluant dans le secteur de la distribution au moyen d'achat d'actions. En considérant les coûts directs d'acquisition, ces acquisitions ont été effectuées pour une contrepartie totale de 136 480 \$ (3 734 \$ en 2009). La compagnie a financé ces acquisitions par l'émission d'actions du trésor de RONA ou à même ses facilités de crédit existantes. Les résultats d'exploitation de ces compagnies sont consolidés depuis leur date d'acquisition.

La répartition préliminaire des prix d'achats des acquisitions a été établie de la façon suivante :

	2010	2009
Débiteurs	50 567 \$	1 125 \$
Stock	60 511	1 177
Autres éléments d'actif à court terme	3 840	61
Placements	1 959	-
Immobilisations	34 386	105
Écarts d'acquisition	76 621	1 266
Actifs incorporels	5 481	-
Actifs d'impôts futurs à long terme	849	-
Emprunts bancaires	(4 350)	-
Comptes fournisseurs et charges à payer	(60 497)	-
Autres éléments de passif à court terme	(1 312)	-
Dette à long terme	(31 513)	-
Passifs d'impôts futurs à long terme	(62)	-
	<u>136 480</u>	<u>3 734</u>
Moins : Émission d'actions ordinaires	(35 000)	-
Coûts directs d'acquisition courus	(636)	-
Soldes de prix d'achats	(20 569)	-
Contreparties payées en espèces	<u>80 275 \$</u>	<u>3 734 \$</u>

La compagnie prévoit qu'un montant de 8 590 \$ (944 \$ en 2009) des écarts d'acquisition sera déductible sur le plan fiscal.

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 26 décembre 2010 et au 27 décembre 2009

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

8. Débiteurs

	2010	2009
Comptes clients		
Clients au détail et commercial	219 342 \$	161 879 \$
Magasins affiliés et franchisés	76 484	73 963
Coentreprises	3 711	5 475
Autres débiteurs	2 054	6 884
Portion des placements encaissable à court terme	2 245	2 644
	<u>303 836 \$</u>	<u>250 845 \$</u>

9. Placements

	2010	2009
Satellites		
Actions à la valeur de consolidation	4 003 \$	4 495 \$
Actions privilégiées, au coût, rachetables sur 10 ans, échéant en 2011	80	160
Prêts et avances au coût		
Prêts hypothécaires et billets à terme, taux moyen pondéré de 5,3 % (4,6 % en 2009), échéant à différentes dates jusqu'en 2018	7 805	9 107
Autres	845	860
	<u>12 733</u>	<u>14 622</u>
Portion des placements encaissable à court terme	2 245	2 644
	<u>10 488 \$</u>	<u>11 978 \$</u>

Les résultats consolidés incluent des revenus d'intérêts de 1 575 \$ (2 202 \$ en 2009).

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 26 décembre 2010 et au 27 décembre 2009

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

10. Immobilisations

	2010		
	Coût	Amortissement cumulé	Coût non amorti
Terrains et stationnements	277 357 \$	28 032 \$	249 325 \$
Bâtiments	307 600	77 198	230 402
Améliorations locatives	243 379	115 022	128 357
Mobilier et équipement	396 808	231 289	165 519
Équipement informatique	100 433	76 572	23 861
Projets en cours ^(a)	68 400	–	68 400
Terrains pour développement futur	48 499	–	48 499
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition ^(b)			
Mobilier et équipement	12 704	9 010	3 694
Équipement informatique	15 428	15 212	216
	1 470 608 \$	552 335 \$	918 273 \$

	2009		
	Coût	Amortissement cumulé	Coût non amorti
Terrains et stationnements	206 669 \$	21 653 \$	185 016 \$
Bâtiments	277 229	57 236	219 993
Améliorations locatives	207 232	100 022	107 210
Mobilier et équipement	358 615	208 742	149 873
Équipement informatique	102 021	76 761	25 260
Projets en cours ^(a)	65 685	–	65 685
Terrains pour développement futur	99 750	–	99 750
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition ^(b)			
Mobilier et équipement	15 076	8 227	6 849
Équipement informatique	20 198	18 532	1 666
	1 352 475 \$	491 173 \$	861 302 \$

(a) Les projets en cours sont constitués de coûts relatifs à la construction de bâtiments qui serviront à l'exploitation de magasins.

(b) Au cours de l'exercice, la compagnie a acquis pour 139 \$ (871 \$ en 2009) de biens loués au moyen de contrats de location-acquisition.

L'amortissement des immobilisations représente 83 230 \$ (80 597 \$ en 2009). Ce montant inclut une perte de valeur de 2 000 \$ qui a été enregistrée par la compagnie afin de réduire la valeur comptable d'un bâtiment.

Pour l'exercice terminé le 26 décembre 2010, les intérêts capitalisés aux immobilisations corporelles se sont élevés à 3 534 \$ (4 514 \$ en 2009).

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 26 décembre 2010 et au 27 décembre 2009

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

11. Immobilisations destinées à la vente

La compagnie a décidé de se départir de terrains et de bâtiments du secteur du détail et commercial qui ne sont plus utilisés à des fins d'exploitation, et par conséquent, elle a établi un plan de vente détaillé à cet effet.

La compagnie a disposé d'un bâtiment qui était destiné à la vente au cours de l'exercice 2010 (quatre terrains et quatre bâtiments en 2009) et a réalisé un gain sur disposition de 2 008 \$ (2 351 \$ en 2009).

Au cours de l'exercice 2010, la compagnie a reclassé dans les immobilisations un montant de 4 725 \$ (27 420 \$ en 2009) d'immobilisations destinées à la vente puisque ces immobilisations ne répondent plus aux critères pour être présentées comme des immobilisations destinées à la vente. Le reclassement n'a pas eu d'effet sur les résultats de la compagnie.

L'évolution des immobilisations destinées à la vente est présentée ci-après :

	2010	2009
Solde au début	13 242 \$	34 870 \$
Ajouts	12 160	8 854
Dispositions	(500)	(1 012)
Perte de valeur	-	(2 050)
Reclassement aux immobilisations	(4 725)	(27 420)
Solde à la fin	20 177 \$	13 242 \$

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 26 décembre 2010 et au 27 décembre 2009

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

12. Actifs incorporels

			2010
	Coût	Amortissement cumulé	Coût non amorti
Actifs incorporels à durée de vie limitée			
Marques de commerce	2 174 \$	1 574 \$	600 \$
Logiciels	218 136	103 240	114 896
Baux à prix de faveur	418	158	260
Relations avec les clients	450	180	270
	<u>221 178</u>	<u>105 152</u>	<u>116 026</u>
Actifs incorporels à durée de vie indéfinie			
Marques de commerce	2 721	–	2 721
	<u>223 899 \$</u>	<u>105 152 \$</u>	<u>118 747 \$</u>

			2009
	Coût	Amortissement cumulé	Coût non amorti
Actifs incorporels à durée de vie limitée			
Marques de commerce	2 174 \$	1 348 \$	826 \$
Logiciels	167 776	74 038	93 738
	<u>169 950</u>	<u>75 386</u>	<u>94 564</u>
Actifs incorporels à durée de vie indéfinie			
Marques de commerce	2 321	–	2 321
	<u>172 271 \$</u>	<u>75 386 \$</u>	<u>96 885 \$</u>

L'amortissement des actifs incorporels représente 21 862 \$ (17 069 \$ en 2009).

Pour l'exercice terminé le 26 décembre 2010, les intérêts capitalisés aux logiciels se sont élevés à 715 \$ (1 485 \$ en 2009).

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 26 décembre 2010 et au 27 décembre 2009

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

13. Autres éléments d'actif

	2010	2009
Au coût non amorti		
Frais de financement	1 540 \$	2 432 \$
Frais afférents au contrat de cession-bail	2 346	2 612
Frais de recrutement de marchands	11 118	11 317
Actif au titre des prestations constituées (note 22)	15 721	12 977
Autres	318	344
	31 043 \$	29 682 \$

L'amortissement des autres éléments d'actif représente 5 810 \$ (5 494 \$ en 2009).

14. Facilités de crédit

a) Compagnie mère et certaines de ses filiales

Crédit rotatif

Le 6 octobre 2006, la compagnie a complété le refinancement de ses facilités de crédit en vertu d'une convention conclue avec un syndicat de prêteurs. La convention prévoit une facilité de crédit renouvelable non garantie de 650 000 \$. La prime sur le taux d'intérêt de base et les frais d'emprunt varie en fonction de la notation de crédit accordée aux débiteures non garanties. La convention vient à échéance en 2012.

La facilité de crédit peut aussi servir à l'émission de lettres de garantie et de lettres de crédit à l'importation. Au 26 décembre 2010, les lettres de garantie émises totalisent 1 309 \$. Pour l'année 2010, le taux d'intérêt moyen pondéré sur les emprunts par crédit rotatif est de 2,9 % (1,9 % en 2009).

La compagnie doit respecter certains ratios financiers. Au 26 décembre 2010 et au 27 décembre 2009, ceux-ci sont respectés.

Lettres de crédit

La compagnie dispose aussi d'une autre facilité de crédit non garantie d'un montant pouvant atteindre 55 000 \$ utilisée pour l'émission de lettres de crédit à l'importation. Les conditions à respecter sont les mêmes que celles du crédit rotatif. Au 26 décembre 2010, le montant utilisé est de 32 360 \$ (33 332 \$ en 2009).

b) Autres filiales

Des éléments d'actif au montant de 32 570 \$ (40 033 \$ en 2009) sont donnés en garantie d'emprunts bancaires. Ces emprunts bancaires portent intérêt à des taux variant du taux préférentiel au taux préférentiel plus 0,50 % et sont renouvelables annuellement. Au 26 décembre 2010, les taux d'intérêt varient de 3,00 % à 3,50 % (de 2,25 % à 2,75 % en 2009). Le montant autorisé de ces facilités de crédit est de 16 660 \$ (18 500 \$ en 2009) et le montant utilisé est de 1 500 \$ (4 815 \$ en 2009).

c) Coentreprises

Des éléments d'actif de coentreprises sont donnés en garantie d'emprunts bancaires. La quote-part de la compagnie de ces éléments d'actif s'élève à 5 841 \$ (9 440 \$ en 2009). Ces emprunts bancaires portent intérêt à des taux variant du taux préférentiel au taux préférentiel plus 0,50 % et sont renouvelables annuellement. Au 26 décembre 2010, les taux d'intérêt varient de 3,00 % à 3,50 % (de 2,25 % à 3,25 % en 2009). Le montant autorisé de ces facilités de crédit est de 10 000 \$ (18 400 \$ en 2009) et le montant utilisé est de 443 \$ (396 \$ en 2009).

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 26 décembre 2010 et au 27 décembre 2009

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

15. Dette à long terme

	2010	2009
Débitures non garanties d'une valeur nominale de 400 000 \$, 5,40 %, échéant en 2016 ^(a)	396 967 \$	396 564 \$
Emprunts hypothécaires garantis par des actifs dont le coût non amorti est de 101 190 \$ (66 300 \$ en 2009), à des taux variant de taux préférentiel moins 0,25 % à 8,50 % en 2010 et 2009, échéant à différentes dates jusqu'en 2029	42 391	33 561
Obligations relatives aux biens loués, taux variant de 3,97 % à 12,40 % (de 2,90 % à 12,40 % en 2009), échéant à différentes dates jusqu'en 2017	3 557	6 953
Soldes de prix d'achats, variant de 0,00 % à 6,00 % (taux préférentiel moins 1,00 % à 3,00 % en 2009) payables à différentes dates jusqu'en 2015	20 569	442
Actions émises et payées 2 000 000 actions privilégiées catégorie D (3 000 000 actions en 2009) ^(b)	2 000	3 000
	<u>465 484</u>	<u>440 520</u>
Versements exigibles à court terme	21 151	9 996
	<u>444 333 \$</u>	<u>430 524 \$</u>

(a) Taux effectif de 5,5 %

(b) Au cours de l'exercice, la compagnie a racheté 1 000 000 d'actions (1 000 000 d'actions en 2009) en contrepartie de 1 000 \$ en espèces (1 000 \$ en 2009).

Les versements et rachats à effectuer au cours des prochains exercices s'établissent comme suit :

	Obligations relatives aux biens loués	Autres emprunts à long terme et actions
2011	2 024 \$	19 227 \$
2012	790	20 213
2013	265	8 550
2014	226	3 585
2015	224	2 467
2016 et suivants	151	410 918
Total des paiements minimums exigibles	<u>3 680</u>	
Frais financiers inclus dans les paiements minimums exigibles	123	
	<u>3 557 \$</u>	

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 26 décembre 2010 et au 27 décembre 2009

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

16. Autres passifs à long terme

	2010	2009
Gain reporté sur une transaction de cession-bail	10 179 \$	11 324 \$
Obligations reportées relatives à des baux	22 942	19 993
	<u>33 121 \$</u>	<u>31 317 \$</u>

17. Garanties, engagements et éventualités

Garanties

Dans le cours normal de ses activités, la compagnie conclut des ententes qui peuvent comporter des éléments répondant à la définition de « garantie » aux termes de la NOC-14.

La compagnie se porte garante d'emprunts hypothécaires pour un montant de 707 \$. Ces emprunts s'échelonnent jusqu'en 2012 et la valeur nette comptable des actifs détenus en garantie, principalement composés de terrains et de bâtiments, est de 5 536 \$.

En vertu de conventions de rachat de biens en stocks, la compagnie s'est engagée auprès d'institutions financières à racheter les stocks de certains de ses clients à une moyenne de 61 % de la valeur au coûtant des stocks pour un montant maximal de 69 751 \$. Dans l'éventualité d'un recours, les stocks seraient écoulés dans le cours normal des activités de la compagnie. Ces conventions ont une durée indéterminée mais peuvent être résiliées par la compagnie avec un préavis de 30 jours. De l'avis de la direction, la probabilité que des paiements importants soient engagés en vertu de ces obligations est faible.

Engagements

La compagnie s'est engagée en vertu de contrats de location échéant jusqu'en 2018 à verser une somme de 60 990 \$ pour du matériel roulant, de l'équipement informatique, de l'équipement de distribution, un entrepôt et pour l'immeuble abritant le siège social et le centre de distribution situé au Québec.

La compagnie s'est aussi engagée, en vertu de contrats échéant jusqu'en 2030 à verser des loyers minimums de 916 207 \$ pour des locaux de magasins corporatifs.

Dans le cadre de l'exploitation des magasins à grande surface avec des marchands actionnaires, la compagnie intervient à titre de locataire principal, pour ensuite établir une entente de sous-location avec les marchands actionnaires concernés. À cet effet, la compagnie s'est engagée en vertu de contrats échéant jusqu'en 2023 à verser des loyers minimums de 71 609 \$ pour des locaux et un terrain sur lequel un bâtiment est érigé. En contrepartie, la compagnie a signé des ententes de sous-location pour une somme équivalente.

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 26 décembre 2010 et au 27 décembre 2009

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

17. Garanties, engagements et éventualités (suite)

Engagements (suite)

Les paiements minimums exigibles (encaissements minimums exigibles) pour les cinq prochains exercices, en vertu des contrats de location, s'élevaient à 125 411 \$ (10 077 \$) en 2011, à 116 669 \$ (10 037 \$) en 2012, à 107 453 \$ (9 787 \$) en 2013, à 98 970 \$ (8 571 \$) en 2014 et à 89 939 \$ (6 973 \$) en 2015.

En 2005, la compagnie a conclu une entente de partenariat d'une durée de huit années pour des droits de commandites olympiques et paralympiques évaluée à 60 000 \$. De plus, en 2006 la compagnie s'est engagée à fournir un montant additionnel de 7 000 \$ par l'entremise de programmes de soutien financier aux athlètes. Au 26 décembre 2010, le solde de ces engagements est de 3 800 \$, soit 1 900 \$ en 2011 et 1 900 \$ en 2012.

Éventualités

La compagnie fait l'objet de réclamations et de litiges divers dans le cadre de ses activités et les assureurs de la compagnie ont pris fait et cause dans certains de ces dossiers. De plus, lors de l'acquisition de Réno-Dépôt Inc., le vendeur s'est engagé à indemniser la compagnie pour les litiges qu'elle a dû assumer dans le cadre de cette acquisition.

La direction ne s'attend pas à ce que l'issue de ces réclamations et de ces litiges ait une incidence négative importante sur les résultats de la compagnie et a jugé ses provisions suffisantes à cet égard.

18. Capital-actions

Autorisé

Nombre illimité d'actions

Ordinaires

Privilégiées catégorie A, pouvant être émises en séries

Série 5, dividende non cumulatif égal à 70 % du taux préférentiel, rachetables au gré de la compagnie au prix de leur émission

Privilégiées catégorie B, dividende non cumulatif de 6 %, rachetables au gré de la compagnie à leur valeur nominale de 1 \$ chacune

Privilégiées catégorie C, pouvant être émises en séries

Série 1, dividende non cumulatif égal à 70 % du taux préférentiel, rachetables au gré de la compagnie à la valeur nominale de 1 000 \$ chacune

Privilégiées catégorie D, dividende cumulatif de 4 %. Depuis 2003, la compagnie a l'obligation de les racheter sur une période maximale de dix ans à raison de 10 % par année, à leur prix d'émission (note 15)

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 26 décembre 2010 et au 27 décembre 2009

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

18. Capital-actions (suite)

Émis et payé :

Les tableaux suivants présentent les variations du nombre d'actions ordinaires en circulation et leur valeur globale :

	2010	
	Nombre d'actions	Montant
Solde au début	129 653 383	600 459 \$
Émission en contrepartie de dépôts reçus sur souscription d'actions ordinaires	250 979	3 842
Émission à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions	139 525	661
Émission pour une contrepartie en espèces	27 895	370
Émission en paiement d'une acquisition d'entreprise (note 7)	2 230 067	35 000
Rachat et annulation	(2 230 067)	(10 790)
Solde avant élimination des participations croisées	130 071 782	629 542
Élimination des participations croisées	(73 334)	(424)
Solde à la fin	129 998 448	629 118
Dépôts sur souscription d'actions ordinaires, nets des éliminations des coentreprises ^(a)		2 774
		631 892 \$

	2009	
	Nombre d'actions	Montant
Solde au début	115 819 699	423 477 \$
Émission en contrepartie de dépôts reçus sur souscription d'actions ordinaires	328 692	3 744
Émission à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions	113 775	502
Émission pour une contrepartie en espèces ^(b)	13 391 217	172 736
Solde avant élimination des participations croisées	129 653 383	600 459
Élimination des participations croisées	(80 251)	(524)
Solde à la fin	129 573 132	599 935
Dépôts sur souscription d'actions ordinaires, nets des éliminations des coentreprises ^(a)		3 821
		603 756 \$

(a) Les dépôts reçus sur souscription d'actions ordinaires représentent des sommes encaissées au cours de l'exercice en vertu d'ententes commerciales conclues avec les marchands affiliés et franchisés. Ces dépôts sont convertis annuellement en actions ordinaires. Au 26 décembre 2010, si les dépôts de souscription avaient été convertis en actions ordinaires, 199 123 actions ordinaires de plus auraient été en circulation.

(b) En juin 2009, la compagnie a émis 13 374 500 actions ordinaires au prix de 12,90 \$ l'action moyennant un produit brut global de 172 531 \$.

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 26 décembre 2010 et au 27 décembre 2009

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

18. Capital-actions (suite)

Offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités

Le 16 juin 2010, le conseil d'administration a autorisé un programme d'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités en vue de racheter pour annulation, entre le 21 juin 2010 et le 20 juin 2011, jusqu'à concurrence de 3 250 000 actions ordinaires, représentant environ 2,5 % des actions ordinaires en circulation. En vertu de cette offre, les rachats s'effectueront au prix du marché conformément aux lois et règlements de la Bourse de Toronto. La compagnie cesse de considérer des actions comme en circulation à la date où elle rachète ses actions, bien que l'annulation effective des actions par l'agent des transferts et par l'agent chargé de la tenue des registres soit effectuée dans un délai relativement bref par la suite.

Au cours de l'exercice terminé le 26 décembre 2010, la compagnie a rachetée pour annulation un total de 2 230 067 actions ordinaires, pour un coût total de 31 609 \$. Une tranche de 10 790 \$ du coût total représente la valeur attribuée aux actions ordinaires et une tranche de 3 153 \$ représente une réduction du surplus d'apport attribuable à ces actions. La tranche restante de 17 666 \$ a été imputée aux bénéfices non répartis.

19. Rémunération à base d'actions

Régimes d'options d'achat d'actions

Régime d'options d'achat d'actions du 1er mai 2002

La compagnie a adopté un régime d'options d'achat d'actions pour les cadres supérieurs désignés qui a été approuvé par les actionnaires le 1er mai 2002 et 2 920 000 options ont été octroyées à cette date. Les options octroyées en vertu de ce régime peuvent être exercées depuis que la compagnie a procédé à un appel public à l'épargne le 5 novembre 2002. La compagnie pouvait octroyer des options sur un nombre maximal de 3 740 000 actions ordinaires. Au 26 décembre 2010, les 2 920 000 options octroyées ont un prix de levée de 3,47 \$ et de ce nombre, 1 770 500 options (1 645 500 options en 2009) ont été exercées.

La juste valeur de chaque option octroyée a été estimée à la date d'attribution au moyen du modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes. Les calculs ont reposé sur un cours de l'action de 3,47 \$, une volatilité prévue de 30 %, un taux d'intérêt sans risque de 4,92 %, une durée prévue de quatre ans et un dividende prévu de 0 %. Selon cette méthode, la juste valeur des options accordées était de 1,10 \$ par option.

Il n'y a aucun coût de rémunération passé en charges au titre de ce régime pour les exercices terminés le 26 décembre 2010 et le 27 décembre 2009.

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 26 décembre 2010 et au 27 décembre 2009

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

19. Rémunération à base d'actions (suite)

Régime d'options d'achat d'actions du 24 octobre 2002

Le 24 octobre 2002, le conseil d'administration a approuvé un autre régime d'options d'achat d'actions pour les cadres supérieurs désignés de la compagnie et pour des administrateurs désignés. Le nombre total d'actions ordinaires qui peuvent être émises aux termes du régime ne dépassera pas 10 % du nombre d'actions ordinaires émises et en circulation moins le nombre d'actions faisant l'objet des options octroyées aux termes du régime d'options d'achat d'actions du 1er mai 2002. Ces options deviennent acquises à raison de 25 % par année si le cours de l'action s'est transigé pendant au moins 20 jours ouvrables consécutifs pendant la période de 12 mois précédant la date anniversaire de l'octroi à un prix égal ou supérieur au prix de l'octroi plus une prime de 8 % composée annuellement.

Le 8 mars 2007, le conseil d'administration a approuvé certaines modifications au régime. Ces modifications ont aussi été approuvées par les actionnaires lors de l'assemblée annuelle de ceux-ci le 8 mai 2007. Entre autres, ces modifications prévoient que ce régime n'est plus applicable aux administrateurs désignés de la compagnie ainsi que le remplacement des modalités d'octroi prévues au régime, par un mécanisme plus flexible pour fixer les modalités d'octroi des options. Le conseil d'administration pourra adopter les modalités les plus appropriées pour chaque type d'octroi. Lors des octrois d'options du 8 mars 2007 et subséquemment, le conseil a approuvé les octrois d'options dont les acquisitions seront sur une période de 4 ans suivant la date anniversaire des octrois, et ce, à raison de 25 % par année.

Au 26 décembre 2010, les 2 857 452 options (2 475 752 options en 2009) octroyées ont un prix de levée variant de 10,62 \$ à 26,87 \$ en 2010 et 2009 et de ce nombre, 106 400 options (91 875 options en 2009) ont été exercées et 1 172 758 options (691 525 options en 2009) ont été frappées d'extinction.

La juste valeur des options octroyées au cours de l'exercice au montant de 5,32 \$ (4,11 \$ en 2009) a été estimée à la date d'attribution au moyen du modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

	2010	2009
Taux d'intérêt sans risque	2,90 %	1,98 %
Volatilité prévue de l'action	28,50 %	35,00 %
Dividende annuel prévu	0 %	0 %
Durée prévue (en années)	6	6

Le coût de rémunération passé en charges au titre de ce régime est 1 214 \$ pour l'exercice terminé le 26 décembre 2010 (946 \$ en 2009).

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 26 décembre 2010 et au 27 décembre 2009

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

19. Rémunération à base d'actions (suite)

Régimes d'options d'achat d'actions (suite)

Un sommaire de la situation des régimes d'options d'achat d'actions de la compagnie et des changements survenus dans les exercices terminés à ces dates est présenté ci-après :

	2010	
	Options	Prix de levée moyen pondéré
Solde au début	2 966 852	10,47 \$
Octroyées	381 700	15,44
Exercées	(139 525)	4,30
Frappées d'extinction	(481 233)	18,89
Solde à la fin	2 727 794	9,99
Options pouvant être exercées à la fin	1 968 644	8,57 \$

	2009	
	Options	Prix de levée moyen pondéré
Solde au début	2 981 002	11,46 \$
Octroyées	516 700	10,62
Exercées	(113 775)	4,11
Frappées d'extinction	(417 075)	19,47
Solde à la fin	2 966 852	10,47
Options pouvant être exercées à la fin	1 906 969	7,72 \$

Le tableau ci-dessous résume l'information relative aux options d'achat d'actions en cours au 26 décembre 2010 :

Prix de levée	Date d'expiration	Nombre d'options en cours	Nombre d'options pouvant être exercées
3,47 \$	1er janvier 2012	1 149 500	1 149 500
10,62 \$	11 mars 2019	420 825	110 400
10,86 \$	9 décembre 2018	3 750	3 750
14,18 \$	1er mars 2018	180 150	95 200
14,29 \$	16 décembre 2013	403 150	403 150
15,44 \$	9 mars 2020	331 000	-
20,27 \$	22 décembre 2014	94 750	94 750
21,78 \$	1er septembre 2016	4 394	4 394
23,58 \$	8 mars 2017	140 275	107 500
		2 727 794	1 968 644

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 26 décembre 2010 et au 27 décembre 2009

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

19. Rémunération à base d'actions (suite)

Régime d'unités d'actions à l'intention des dirigeants

La compagnie offre un régime d'unités d'actions aux dirigeants et aux employés clés de la compagnie et de ses filiales en vertu duquel des unités d'actions de négociation restreintes (UANR) sont octroyées. Les unités d'actions sont acquises après une durée maximale de trois ans, sur la base de cibles de rendement. Les UANR sont comptabilisées comme une charge de rémunération linéairement sur la période d'acquisition en fonction de l'atteinte prévue des cibles de rendement. Les UANR sont réévaluées à la juste valeur marchande à la date de clôture de chaque période, jusqu'à la date d'acquisition en utilisant le cours de l'action ordinaire de la compagnie. Les variations de la juste valeur marchande sont comptabilisées comme une charge de rémunération et la contrepartie est présentée dans les comptes fournisseurs et charges à payer. Les UANR acquises seront versées, au gré de la compagnie, en espèces ou en actions ordinaires, achetées sur le marché secondaire, ayant une valeur globale égale au montant qui aurait été payé en espèces.

	2010	2009
Nombre d'unités d'actions de négociation restreintes :		
Solde au début	682 540	229 360
Octroyées	449 725	495 450
Frappées d'extinction	(196 940)	(42 270)
Solde à la fin	935 325	682 540

La charge enregistrée dans l'état des résultats consolidé pour l'exercice terminé le 26 décembre 2010 est de 2 805 \$ (1 568 \$ en 2009).

Régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs

La compagnie offre un régime d'unités d'actions différées (UAD) à ses administrateurs externes. En vertu de ce régime, les administrateurs peuvent choisir de recevoir sous forme d'UAD tout pourcentage, jusqu'à concurrence de 100 %, des honoraires qui leur sont payables à l'égard de leurs fonctions d'administrateurs. Lorsqu'un administrateur se prévaut de ce régime, la compagnie crédite le compte de l'administrateur d'un nombre d'unités égal au montant de rémunération différée, divisé par la moyenne du cours boursier de clôture des actions ordinaires pendant les cinq jours précédant immédiatement le dernier jour de chaque trimestre de la compagnie. Les variations de la juste valeur marchande sont comptabilisées comme une charge de rémunération et la contrepartie dans les comptes fournisseurs et charges à payer dans le bilan consolidé. Les UAD octroyées aux termes du régime d'UAD sont rachetables, et la valeur de celles-ci est payable, seulement lorsque le porteur d'UAD a cessé d'être administrateur de la compagnie.

	2010	2009
Nombre d'unités d'actions différées:		
Solde au début	149 139	103 421
Rémunération des administrateurs	50 173	45 718
Unités payées	(26 531)	–
Solde à la fin	172 781	149 139

La charge enregistrée dans l'état des résultats consolidé pour l'exercice terminé le 26 décembre 2010 est de 569 \$ (989 \$ en 2009).

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 26 décembre 2010 et au 27 décembre 2009

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

20. Informations à fournir concernant le capital

La compagnie maintient un niveau de capital lui permettant de rencontrer plusieurs objectifs. Elle vise principalement un ratio de dette totale sur le capital acceptable afin d'avoir accès à des sources de financement suffisantes lui permettant de supporter ses opérations courantes, de poursuivre sa stratégie de croissance interne et d'entreprendre des acquisitions ciblées.

La dette nette totale se compose des emprunts bancaires et de la dette à long terme moins l'encaisse. Le capital de la compagnie se compose de la dette nette totale et des capitaux propres.

Au 26 décembre 2010, la compagnie présente un ratio dette nette totale/capital de 16,9 % (10,4 % en 2009).

La compagnie gère sa structure de capital et y apporte des rajustements en fonction des changements qui touchent la conjoncture économique et les caractéristiques de risque des actifs sous-jacents. Afin de maintenir ou de rajuster sa structure de capital, la compagnie peut être amenée à émettre de nouvelles actions ou à vendre des actifs afin de réduire la dette.

Le 7 décembre 2010, le Conseil d'administration a approuvé une politique de dividende selon laquelle un dividende en espèces sera payé aux détenteurs d'actions ordinaires sur une base semi-annuelle lorsque déclaré. Le premier versement, un dividende de sept cents (0,07 \$) par action déclaré le 7 décembre 2010, sera payable le 25 mars 2011 aux actionnaires inscrits le 10 mars 2011. Cette nouvelle politique de dividende sera passée en revue par le Conseil d'administration de temps à autre en fonction du flux de trésorerie et des bénéfices de la compagnie, de sa position financière et d'autres facteurs pertinents.

Les facilités de crédit de la compagnie sont assorties de certaines clauses restrictives touchant entre autres le ratio de levier financier et les ratios de couverture d'intérêts. Ces ratios sont soumis trimestriellement au conseil d'administration de la compagnie et ont été respectés pour les exercices terminés le 26 décembre 2010 et le 27 décembre 2009. À l'exception des clauses restrictives liées aux facilités de crédit, la compagnie n'est soumise à aucune exigence en matière de capital imposée par des tiers.

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 26 décembre 2010 et au 27 décembre 2009

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

21. Instruments financiers

La valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers sont les suivantes :

	2010		2009	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs financiers détenus à des fins de transaction				
Encaisse	75 577 \$	75 577 \$	239 257 \$	239 257 \$
Instruments financiers dérivés	1 905	1 905	801	801
Prêts et créances				
Débiteurs	303 836	303 836	250 845	250 845
Prêts et avances	7 805	7 844	9 107	9 337
Autres passifs financiers				
Emprunts bancaires	1 943	1 943	5 211	5 211
Comptes fournisseurs et charges à payer	462 351	462 351	427 817	427 817
Dividendes à payer	9 119	9 119	–	–
Débiteures	396 967	421 800	396 564	383 800
Emprunts hypothécaires et soldes de prix d'achats	62 960	64 517	34 003	35 237
Actions privilégiées	2 000	2 000	3 000	3 000
Passifs financiers détenus à des fins de transaction				
Instruments financiers dérivés	1 653	1 653	776	776

Les méthodes et hypothèses suivantes ont été utilisées pour déterminer la juste valeur estimative de chaque catégorie d'instruments financiers :

- La juste valeur des débiteurs, des comptes fournisseurs et charges à payer est comparable à leur valeur comptable en raison des courtes échéances;
- La juste valeur des prêts et avances, emprunts hypothécaires et soldes des prix d'achats a été déterminée à partir du calcul des flux monétaires actualisés en utilisant les taux d'intérêt effectifs dont pourrait se prévaloir la compagnie à la date de clôture ;
- La juste valeur des emprunts bancaires est comparable à leur valeur comptable puisqu'ils portent intérêt à des taux comparables à ceux du marché ;
- La juste valeur des débentures a été déterminée en fonction de leurs cours acheteurs à la date de clôture;
- La juste valeur des actions privilégiées catégorie D, présentées dans la dette à long terme, se rapproche de leur valeur comptable (valeur de rachat) ;
- La juste valeur des instruments dérivés a été déterminée en comparant les taux initiaux des dérivés avec les taux en vigueur lors de la réévaluation de ceux-ci avec des contrats ayant la même valeur et la même échéance (données observables sur le marché).

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 26 décembre 2010 et au 27 décembre 2009

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

21. Instruments financiers (suite)

Hiérarchie des justes valeurs

En vertu du chapitre 3862, *Instruments financiers – informations à fournir*, qui établit une hiérarchie des justes valeurs, la compagnie est tenue de maximiser l'utilisation de données d'entrée observables et de minimiser l'utilisation de données d'entrée non observables lors de l'évaluation de la juste valeur. La compagnie applique principalement l'approche de marché pour les évaluations récurrentes de justes valeurs. Le chapitre décrit trois niveaux de données d'entrée qui peuvent être utilisés pour évaluer la juste valeur :

Niveau 1 – Les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2 – Les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix).

Niveau 3 – Les données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

Les évaluations à la juste valeur comptabilisées au bilan doivent être classées selon les niveaux suivants :

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actif				
Encaisse	75 577 \$	– \$	– \$	75 577 \$
Instruments financiers dérivés	–	1 905	–	1 905
Passif				
Instruments financiers dérivés	–	1 653	–	1 653

Les produits, charges, gains et pertes générés par des actifs ou des passifs financiers enregistrés en résultat net sont les suivants :

	2010	2009
Intérêts sur les débiteurs	(2 819) \$	(2 942) \$
Intérêts sur les prêts et avances	(1 575)	(2 202)
Intérêts sur les emprunts bancaires	2 295	2 586
Intérêts sur la dette à long terme	20 226	20 951
Perte (gain) sur la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	(30)	462

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 26 décembre 2010 et au 27 décembre 2009

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

21. Instruments financiers (suite)

Risque de crédit

Le risque de crédit fait référence au risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une ou l'autre de ses obligations et amène de ce fait la compagnie à subir une perte financière, les principaux risques étant liés aux débiteurs ainsi qu'aux prêts et avances de la compagnie. Celle-ci peut également être exposée au risque de crédit en raison de son encaisse et de ses contrats de change à terme, risque qu'elle gère en ne traitant qu'avec des institutions financières de renom.

Pour gérer le risque de crédit sur les débiteurs ainsi que sur les prêts et avances à recevoir, la compagnie détient des hypothèques sur certains biens meubles et immeubles appartenant à ses débiteurs ainsi que des cautionnements et examine régulièrement leur solidité financière. Des provisions sont comptabilisées à la date du bilan afin de tenir compte des pertes potentielles et sont établies client par client.

Le classement chronologique des comptes clients est comme suit :

	2010	2009
Courant	228 318 \$	187 623 \$
Dû depuis 0 à 30 jours	41 985	37 231
Dû depuis 31 à 120 jours	20 414	18 276
Dû depuis plus de 121 jours	23 910	11 417
Comptes clients	314 627	254 547
Moins : provision pour mauvaises créances	15 090	13 230
	<u>299 537 \$</u>	<u>241 317 \$</u>

L'évolution de la provision pour mauvaises créances qui a été constituée à l'égard des comptes clients est présentée ci-après :

	2010	2009
Solde au début	13 230 \$	12 310 \$
Dépense pour mauvaises créances	3 812	4 038
Montants radiés et recouvrements	(1 952)	(3 118)
Solde à la fin	<u>15 090 \$</u>	<u>13 230 \$</u>

Au 26 décembre 2010, l'exposition maximale au risque de crédit est de 389 123 \$ (500 010 \$ en 2009), ce qui représente la valeur comptable des instruments financiers inscrits à l'actif de la compagnie, incluant l'encaisse au montant de 75 577 \$ (239 257 \$ en 2009).

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 26 décembre 2010 et au 27 décembre 2009

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

21. Instruments financiers (suite)

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est défini comme étant le risque que la compagnie ne puisse satisfaire à ses obligations à temps ou à un prix raisonnable. La compagnie gère son risque de liquidité en tenant compte des besoins opérationnels et en recourant à de multiples sources de financement pour maintenir sa flexibilité. La compagnie établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour rencontrer ses obligations. Au cours des dernières années, la compagnie a financé l'accroissement de sa capacité, l'augmentation de son chiffre d'affaires, ses besoins en fonds de roulement et ses acquisitions, principalement par des fonds autogénérés, par l'émission de débetures et par l'utilisation régulière de son crédit rotatif.

Ce qui suit indique les montants exigibles aux dates d'échéance contractuelle des passifs financiers, y compris les versements d'intérêts, le cas échéant :

					2010
	Total	Moins de 1 an	1 - 2 ans	3 - 4 ans	5 ans et plus
Débetures	534 956 \$	21 600 \$	43 200 \$	43 200 \$	426 956 \$
Emprunts hypothécaires et soldes de prix d'achats	62 960	18 227	27 763	6 052	10 918
Obligations relatives aux biens loués	3 680	2 024	1 055	450	151
Actions privilégiées	2 000	1 000	1 000	-	-
Emprunts bancaires	1 943	1 943	-	-	-
Comptes fournisseurs et charges à payer	452 850	452 850	-	-	-
Dividendes à payer	9 119	9 119	-	-	-
Instruments financiers dérivés	1 653	1 653	-	-	-
Total	1 069 161 \$	508 416 \$	73 018 \$	49 702 \$	438 025 \$

					2009
	Total	Moins de 1 an	1 - 2 ans	3 - 4 ans	5 ans et plus
Débetures	556 556 \$	21 600 \$	43 200 \$	43 200 \$	448 556 \$
Emprunts hypothécaires et soldes de prix d'achats	34 213	5 395	15 724	8 431	4 663
Obligations relatives aux biens loués	7 295	3 818	2 820	455	202
Actions privilégiées	3 000	1 000	2 000	-	-
Emprunts bancaires	5 211	5 211	-	-	-
Comptes fournisseurs et charges à payer	418 257	418 257	-	-	-
Instruments financiers dérivés	776	776	-	-	-
Total	1 025 308 \$	456 057 \$	63 744 \$	52 086 \$	453 421 \$

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 26 décembre 2010 et au 27 décembre 2009

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

21. Instruments financiers (suite)

Risque de change

Le risque de change de la compagnie provient d'achats faits en dollars américains. Afin de limiter les impacts sur le bénéfice net dû à la variation du dollar canadien par rapport au dollar américain, la compagnie a recours à des contrats de change à terme. La compagnie n'utilise pas d'instruments financiers dérivés aux fins de spéculation ni de négociation.

Au 26 décembre 2010, la valeur nominale des contrats de change à terme est de 84 100 \$ US (70 700 \$ US en 2009). Le taux moyen de ces contrats est de 1,0274 et ils viennent à échéance à différentes dates jusqu'en mai 2011.

Le 26 décembre 2010, si le dollar canadien avait varié de 1 %, à la hausse ou à la baisse en comparaison avec le dollar américain, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, le bénéfice net de la compagnie pour l'exercice terminé le 26 décembre 2010 aurait été inférieur ou supérieur de 63 \$ (37 \$ en 2009).

Risque de taux d'intérêt

Dans le cours normal de ses affaires, la compagnie est exposée à un risque de fluctuations de taux d'intérêt en raison des prêts et créances qu'elle consent ainsi que des emprunts qu'elle contracte à des taux variables. La compagnie gère son exposition aux variations de taux d'intérêt par une répartition de sa dette financière entre des instruments comportant des taux fixes et des taux variables.

Le 26 décembre 2010, si les taux d'intérêt avaient varié de 25 points de base, à la hausse ou à la baisse, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, le bénéfice net de la compagnie pour l'exercice terminé le 26 décembre 2010 aurait été inférieur ou supérieur de 112 \$ (330 \$ en 2009).

22. Avantages sociaux futurs

Au 26 décembre 2010, la compagnie maintient huit régimes de retraite à cotisations déterminées (sept en 2009) et quatre à prestations déterminées (quatre en 2009).

La charge totale à l'égard des régimes de retraite à cotisations déterminées est de 10 482 \$ (9 012 \$ en 2009).

Le total des paiements en espèces au titre des avantages sociaux futurs pour 2010, qui est constitué des cotisations de la compagnie à ses régimes de retraite à prestations déterminées et à cotisations déterminées, s'est chiffré à 13 903 \$ (13 109 \$ en 2009).

La compagnie évalue ses obligations au titre des prestations constituées et la juste valeur des actifs des régimes pour les besoins de la comptabilité au 31 décembre de chaque année. Les régimes à prestations déterminées font l'objet d'une évaluation actuarielle aux fins de la capitalisation tous les ans.

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 26 décembre 2010 et au 27 décembre 2009

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

22. Avantages sociaux futurs (suite)

Les informations relatives aux régimes de retraite à prestations déterminées, prises collectivement, se présentent comme suit :

	2010	2009
Obligations au titre des prestations constituées		
Solde au début	37 815 \$	32 327 \$
Coût des services rendus	416	328
Cotisations des employés	223	225
Intérêts débiteurs	2 337	2 427
Prestations versées	(1 980)	(2 573)
Perte actuarielle	3 759	5 427
Règlement	-	(346)
Solde à la fin	42 570 \$	37 815 \$
Actifs des régimes		
Juste valeur au début	40 679 \$	35 169 \$
Rendement réel	2 600	4 333
Cotisations de l'employeur	3 421	4 097
Cotisations des employés	223	225
Prestations versées	(1 980)	(2 573)
Règlement	-	(572)
Juste valeur à la fin	44 943 \$	40 679 \$
Situation de capitalisation – excédent	2 373 \$	2 864 \$
Perte actuarielle nette non amortie	13 433	10 206
Provision pour moins-value	(85)	(93)
Actif au titre des prestations constituées	15 721 \$	12 977 \$
Actif au titre des prestations constituées compris dans les autres éléments d'actif (note 13)	15 721 \$	12 977 \$
Composition des actifs des régimes		
Titres de participation	58 %	59 %
Titres des créances	42 %	41 %
Total	100 %	100 %

RONA inc.**Notes complémentaires aux états financiers consolidés**

au 26 décembre 2010 et au 27 décembre 2009

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

22. Avantages sociaux futurs (suite)

La charge nette de retraite au titre des régimes à prestations déterminées se présente comme suit :

	2010	2009
Coûts des services rendus au cours de l'exercice	416 \$	328 \$
Intérêts débiteurs	2 337	2 427
Rendement réel des actifs des régimes	(2 600)	(4 333)
Perte actuarielle	3 759	5 427
Composantes du coût des avantages sociaux futurs avant ajustements visant à prendre en compte la nature à long terme de ce coût	3 912	3 849
Ajustements visant à prendre en compte la nature à long terme du coût des avantages sociaux futurs :		
Écart entre le rendement prévu et le rendement réel des actifs des régimes pour l'exercice	(253)	1 808
Écart entre le montant de la perte actuarielle constaté pour l'exercice et le montant réel de la perte actuarielle sur l'obligation au titre des prestations constituées pour l'exercice	(2 974)	(4 991)
Perte dû au règlement	-	226
Amortissement du coût des services passés	-	8
Amortissement de l'obligation transitoire	-	45
	685	945
Provision pour moins-value constituée à l'égard de l'actif au titre des prestations constituées	(8)	64
Coûts constatés au titre des prestations déterminées	677 \$	1 009 \$

Les moyennes pondérées des hypothèses actuarielles significatives retenues pour évaluer les obligations au titre des prestations constituées et de la charge nette de retraite pour les régimes à prestations déterminées sont les suivantes :

	2010	2009
Obligations au titre des prestations constituées au 31 décembre		
Taux d'actualisation	5,50 %	6,25 %
Taux de croissance de la rémunération	3,60 %	3,60 %
Charge nette de retraite pour les exercices terminés le 31 décembre :		
Taux d'actualisation	6,25 %	7,50 %
Taux de rendement prévu des actifs	6,00 %	7,00 %
Taux de croissance de la rémunération	3,60 %	3,50 %

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 26 décembre 2010 et au 27 décembre 2009

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

23. Informations sur les coentreprises

Les participations dans des coentreprises peuvent ne pas être comparables d'un exercice financier à l'autre, étant donné que la compagnie peut céder ses participations et qu'elle peut acquérir des participations dans de nouvelles coentreprises. De plus, ces dernières peuvent ne pas avoir un exercice financier complet.

La compagnie détient la quote-part suivante des éléments d'actif, de passif, de résultats et de trésorerie relativement à ses participations dans des coentreprises :

	2010	2009
Actif à court terme	8 944 \$	12 156 \$
Actif à long terme	14 087	14 249
Passif à court terme	4 687	6 269
Passif à long terme	7 632	9 157
Ventes	41 217	50 237
Bénéfice avant intérêts, amortissements et dépréciation, impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	2 752	2 768
Bénéfice net	1 056	909
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	983	2 113
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(1 579)	(937)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(278)	(570)

Les ventes de la compagnie incluent des ventes effectuées à la juste valeur à des coentreprises pour un montant de 62 895 \$ (87 153 \$ en 2009).

La quote-part de la compagnie dans les engagements de ces coentreprises représente 304 \$ (265 \$ en 2009).

24. Informations sectorielles

La compagnie compte deux secteurs d'activité isolables : celui de la distribution et celui du détail et commercial (anciennement magasins corporatifs et franchisés). La distribution correspond à l'approvisionnement des magasins affiliés, franchisés et corporatifs. Le détail et commercial correspond aux opérations des magasins corporatifs et à la quote-part des opérations de détail des magasins franchisés dans lesquels la compagnie détient une participation.

Les conventions comptables qui s'appliquent aux secteurs isolables sont les mêmes que celles qui sont décrites dans les conventions comptables. La compagnie évalue la performance selon le bénéfice avant intérêts, amortissements et dépréciation, loyers, impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle, à savoir les ventes moins les frais imputables. La compagnie comptabilise les opérations intersectorielles à la juste valeur.

RONA inc.**Notes complémentaires aux états financiers consolidés**

au 26 décembre 2010 et au 27 décembre 2009

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

24. Informations sectorielles (suite)

	2010	2009
Ventes des secteurs		
Détail et commercial	3 624 361 \$	3 540 227 \$
Distribution	2 384 853	2 318 172
Total	<u>6 009 214</u>	<u>5 858 399</u>
Ventes intersectorielles et redevances		
Détail et commercial	-	-
Distribution	(1 209 349)	(1 181 040)
Total	<u>(1 209 349)</u>	<u>(1 181 040)</u>
Ventes		
Détail et commercial	3 624 361	3 540 227
Distribution	1 175 504	1 137 132
Total	<u>4 799 865</u>	<u>4 677 359</u>
Bénéfice avant intérêts, amortissements et dépréciation, loyers, impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle		
Détail et commercial	390 106	370 812
Distribution	99 782	101 587
Total	<u>489 888</u>	<u>472 399</u>
Bénéfice avant intérêts, amortissements et dépréciation, impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle		
Détail et commercial	266 479	252 840
Distribution	77 548	80 154
Total	<u>344 027</u>	<u>332 994</u>
Acquisition d'immobilisations et d'actifs incorporels		
Détail et commercial	112 156	107 714
Distribution	41 547	54 290
Total	<u>153 703</u>	<u>162 004</u>
Acquisition d'écarts d'acquisition		
Détail et commercial	73 596	1 266
Distribution	3 025	-
Total	<u>76 621</u>	<u>1 266</u>
Total de l'actif		
Détail et commercial	2 397 648	2 116 883
Distribution	577 429	633 000
Total	<u>2 975 077 \$</u>	<u>2 749 883 \$</u>

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 26 décembre 2010 au 27 décembre 2009

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

25. Bénéfice net par action

Le tableau suivant présente le calcul du bénéfice net de base et dilué par action :

	2010	2009
Bénéfice net	<u>143 221 \$</u>	<u>138 252 \$</u>
Nombre d'actions (en milliers)		
Moyenne pondérée des actions utilisée pour le calcul du bénéfice net de base par action	130 139,3	123 628,0
Effet de dilution des options d'achat d'actions ^(a)	<u>1 113,2</u>	<u>1 073,2</u>
Moyenne pondérée des actions utilisée pour le calcul du bénéfice net dilué par action	<u>131 252,5</u>	<u>124 701,2</u>
Bénéfice net de base par action	1,10 \$	1,12 \$
Bénéfice net dilué par action	1,09 \$	1,11 \$

(a) Au 26 décembre 2010, 570 419 options d'achat d'actions ordinaires (575 777 options en 2009) n'ont pas été incluses dans le calcul du bénéfice net dilué par action parce que ces options ont un effet antidilutif.

26. Événement postérieur à la date du bilan

Le 22 février 2011, la compagnie a clôturé l'émission de 6 000 000 d'actions privilégiées catégorie A, série 6, à dividende cumulatif, à un prix de 25,00 \$ par action pour un produit brut total de 150 000 \$.

Les actions privilégiées catégorie A, série 6 donnent droit à des dividendes cumulatifs et fixes, pour les cinq premières années, de 1,3125 \$ par action, par année, payable trimestriellement. Ces dividendes doivent être déclarés par le conseil d'administration de la compagnie.